REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



LOI DE FINANCES N° 25/060 DU 29 DECEMBRE 2025 POUR L'EXERCICE 2026

EXPOSE DES MOTIFS

La Loi de Finances pour l'exercice 2026 est élaborée en vertu des dispositions de l'article 126 de la Constitution du 18 février 2006, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 et des articles 13, 76, 77 et 78 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011, telle que modifiée à ce jour.

Elle s'inscrit dans la droite ligne des orientations du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028 et vise, à l'horizon du quinquennat, le doublement des recettes courantes ainsi que l'accroissement des apports des partenaires au développement. Cet objectif doit permettre de constituer des épargnes pour financer des projets structurants d'infrastructures, d'assurer la sécurisation du pays, de réduire les inégalités et d'améliorer les conditions de vie de la population, en cohérence avec la place stratégique de la RDC au cœur du continent africain, conformément aux orientations de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO.

La présente Loi est élaborée sur la base des mesures d'encadrement de la Lettre d'orientation budgétaire du 26 juillet 2025 de Son Excellence Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement, des priorités du Plan National Stratégique de Développement (PNSD), de la politique budgétaire déclinée dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) 2026-2028, des directives de la Circulaire budgétaire 2026 ainsi que des résultats des conférences budgétaires tenues par le Ministère du Budget du 28 juillet au 11 août 2025.

L'exercice 2026 constitue une phase déterminante : après les efforts soutenus portés par la Loi de Finances rectificative 2025 pour faire face aux impératifs sécuritaires et à leurs conséquences humanitaires et socioéconomiques, le pays aborde une étape de stabilisation, de reconstruction et de relance.

Le Budget 2026 s'inscrit donc dans cette perspective, tout en tenant compte de l'évolution de la situation économique et financière internationale et nationale, dans un contexte du programme formel en cours avec le Fonds Monétaire International dont la 2ème revue a eu lieu en octobre de cette année.

La présente Loi repose sur les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques suivants :

- Taux de croissance du PIB : **5,3%** ;
- Déflateur du PIB : **13,8%** ;
- Taux d'inflation moyen : **4,4%** ;
- Taux d'inflation fin période : **6,1%** ;
- Taux de croissance mine : **5,0%** ;
- Taux de change moyen : **2.467,0 FC/USD** ;
- Taux de change fin période : **2.634,1 FC/USD** ;
- Pression fiscale : **12,3%** ;
- PIB réel : **19.465,0 milliards de FC ;**
- PIB nominal : **269.291,9 milliards de FC.**

Le Budget du Pouvoir central pour l'exercice 2026 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **54.335,8 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **7,2%** par rapport à son niveau de la Loi de Finances rectificative de l'exercice 2025 chiffré à **50.691,8 milliards de FC.**

1. RECETTES

Les recettes totales sont constituées des recettes du Budget général de **48.969,3 milliards de FC**, des recettes des Budgets annexes de **962,3 milliards de FC** et des recettes des Comptes spéciaux de **4.404,2 milliards de FC**.

Les **recettes du Budget général** comprennent les recettes internes de l'ordre de **34.578,9 milliards de FC** et les recettes extérieures projetées à **14.390,3 milliards de FC**, représentant respectivement **70,6%** et **29,4%** du Budget général.

Les **recettes internes** accusent un accroissement de **12,8%** par rapport à leur niveau de la Loi de Finances rectificative de l'exercice 2025 arrêté à **30.647,9 milliards de FC**.

Elles sont constituées des recettes courantes d'un import de **33.025,0 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles de **1.553,9 milliards de FC**.

Les **recettes courantes** ont enregistré un accroissement de **10,5%** par rapport à celles de la Loi de Finances rectificative de l'exercice 2025 situées à **29.898,8 milliards de FC**.

Elles sont réparties de la manière suivante :

- **Recettes de douanes et accises** : **7.522,0 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **12,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 chiffré à **6.693,1 milliards de FC**, justifié par l'impact des mesures fiscales et administratives, notamment la poursuite de l'application de la mesure relative à l'exclusion des miniers de la subvention accordée par l'Etat sur les produits pétroliers et la poursuite de l'implantation des STDA dans les provinces à forte potentialité en matière d'accises.

  Ces recettes comprennent les grandes natures ci-après :

  - Impôts généraux sur les biens et services (TVA à l'importation) : **2.385,6 milliards de FC**, soit **31,7%** des recettes de douanes et accises ;
  - Droits d'accises : **2.345,1 milliards de FC**, soit **31,1%** des recettes de douanes et accises ;
  - Droits de douanes et autres droits à l'importation : **2.468,1 milliards de FC**, soit **32,8%** des recettes de douanes et accises ;
  - Taxes à l'exportation : **95,5 milliards de FC**, soit **1,3%** des recettes de douanes et accises ;
  - Amendes et pénalités : **227,6 milliards de FC**, soit **3,0%** des recettes de douanes et accises.

- **Recettes des impôts** : **19.033,6 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **16,0%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 de **16.407,6 milliards de FC**, justifié par les mesures fiscales et administratives envisagées en 2026. Il s'agit notamment de l'opérationnalisation, avec l'appui du Gouvernement, de la facture normalisée et des dispositifs électroniques fiscaux ; et l'attribution du Numéro Impôt en ligne ou d'office à l'initiative de l'Administration des Impôts sur base des informations en sa possession.

  Ces recettes sont constituées de (s) :

  - Impôts sur les rémunérations : **4.052,9 milliards de FC**, soit **21,6%** des recettes des impôts ;
  - Impôts sur les bénéfices et profits, et sur les revenus des capitaux mobiliers : **8.594,4 milliards de FC**, soit **45,2%** des recettes des impôts ;
  - Impôts sur les biens et services (TVA) : **5.822,1 milliards de FC**, soit **30,9%** des recettes des impôts ;
  - Autres recettes : **564,2 milliards de FC**, soit **3,0%** des recettes des impôts.

- **Recettes non fiscales : 6.469,4 milliards de FC**, soit une baisse de **4,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 de **6.798,0 milliards de FC**. Elles comprennent les recettes encadrées par la DGRAD de **5.474,6 milliards de FC** et les autres recettes non fiscales constituées notamment des Royalties de **994,7 milliards de FC** issus du contrat sino-congolais révisé.

Les **recettes exceptionnelles** sont chiffrées à **1.553,9 milliards de FC**, se rapportant aux produits des emprunts intérieurs.

Les **recettes extérieures** se chiffrent à **14.390,3 milliards de FC** et enregistrent une régression de **4,7%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 évalué à **15.101,7 milliards de FC**. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de **2.900,6 milliards de FC** qui enregistrent un taux de régression de **2,2%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 de **2.965,4 milliards de FC**. Ces recettes sont constituées de l'emprunt programme de **2.828,5 milliards de FC** et des dons budgétaires de 72,0 milliards de FC ;
- au financement des investissements d'un montant de **11.489,8 milliards de FC**, dégageant une régression de **5,3%** par rapport à la Loi de Finances rectificative de l'exercice 2025 d'un montant se chiffrant à **12.136,3 milliards de FC**. Ces recettes comprennent **3.825,5 milliards de FC** de dons projets et **7.664,3 milliards de FC** d'emprunts projets.

Les **recettes des Budgets annexes,** évaluées à **962,3 milliards de FC**, enregistrent un taux d'accroissement de **6,6%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 de **903 milliards de FC**. Ce montant est lié aux actes générateurs des recettes des établissements d'enseignement supérieur et universitaire publics, des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour ainsi que des organismes auxiliaires reclassés en Budgets annexes conformément à l'article 231 de la Loi relative aux finances publiques.

Les **recettes des Comptes spéciaux**, évaluées à **4.404,2 milliards de FC**, enregistrent un taux d'accroissement de **9,0%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 chiffré à **4.039,2 milliards de FC**. Elles se rapportent aux opérations des comptes d'affectation spéciale répertoriés à ce jour.

2. DEPENSES

Les dépenses projetées pour l'exercice 2026 se chiffrent à **54.335,8 milliards de FC** contre **50.691,8 milliards de FC** de la Loi de Finances rectificative pour l'exercice 2025, soit un taux d'accroissement de **7,2%**. Elles sont réparties en Budget général, Budgets annexes et Comptes spéciaux, en équilibre avec les recettes correspondantes.

Les **dépenses du Budget général** sont ventilées, selon leur nature économique, de la manière suivante :

- **Dette publique en capital : 2.060,0 milliards de FC** contre **1.509,6 milliards de FC** de son niveau de 2025, soit un taux d'accroissement de **36,5%,** et représentant **4,2%** des dépenses du Budget général. Ce montant servira au remboursement de la dette intérieure et du principal de la dette extérieure.
- **Frais financiers** : **907,8 milliards de FC**, représentant **1,9%** des dépenses du Budget général, soit une régression de **22,8%** par rapport à leur niveau de 2025 chiffré à **1.175,4 milliards de FC.** Ils sont essentiellement destinés au paiement des intérêts sur la dette intérieure, des commissions bancaires, des intérêts moratoires et de la créance titrisée dans le cadre de la poursuite de la recapitalisation de la Banque Centrale du Congo.
- **Dépenses de personnel** : **14.033 milliards de FC**, elles représentent **28,7%** des dépenses du Budget général et un taux d'accroissement de **16,0%** par rapport à leur niveau de 2025 de **12.097,4 milliards de FC.** Outre l'existant, cette enveloppe prend en charge quelques actions contraignantes, notamment la mécanisation des nouvelles unités et des non payés, la poursuite de la prise en compte des grilles barémiques, la prise en compte et/ou réajustement des primes permanentes, la poursuite de la concrétisation des engagements signés entre le Gouvernement et les partenaires sociaux/banc syndical.
- **Biens et matériels** : **804,7 milliards de FC**, soit **1,6%** des dépenses du Budget général et un accroissement de **1,3%** par rapport leur niveau de 2025 situé à **794,4 milliards de FC.** Ces dépenses se rapportent au fonctionnement courant des services, y compris celui des écoles et des bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement primaire;

- **Dépenses de prestations** : **6.617,4 milliards de FC**, soit **13,5%** des dépenses du Budget général et une augmentation de **6,6%** par rapport à leur niveau de 2025 situé à **6.206,3 milliards de FC**. Elles se rapportent aux charges liées aux prestations des tiers vis-à-vis de l'Etat ;
- **Transferts et interventions de l'Etat : 8.533,8 milliards de FC**, soit **17,4%** des dépenses du Budget général et une augmentation de **22,2%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 de l'ordre de **6.985,1 milliards de FC**. Ces dépenses contiennent notamment les interventions de l'Etat pour la relance de l'économie et prennent en compte le fonctionnement des Provinces ainsi que la rétrocession aux Administrations financières et à l'Inspection Générale des Finances. Elles renferment également la quote-part patronale des agents de l'Etat soumis au Code du travail pour la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, la bourse d'études, la mise à la retraite des agents et la TVA remboursable ;
- **Equipements** : **10.804,2 milliards de FC,** soit **22,1%** des dépenses du Budget général et une régression de **6,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 évalué à 11.589,5 milliards de FC ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière : 5.208,3 milliards de FC,** soit **10,6%** des dépenses du Budget général et une régression de **3,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 chiffré à **5.391,9 milliards de FC.**

  Les équipements et les constructions se rapportent aux investissements, principalement dans le cadre du PDL-145 Territoires et autres projets du Gouvernement central, des Provinces et Entités Territoriales Décentralisées ainsi que de la Caisse Nationale de Péréquation.

Telle est l'économie générale de la présente Loi de finances. 29/11/25

LOI

CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Directeur de Cabinet

LOI DE FINANCES N° 25/060 DU 29 DECEMBRE 2025 POUR L'EXERCICE 2026

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE : DES DISPOSITIONS GENERALES

TITRE I : DU CONTENU DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2026

Article 1er :

La présente Loi contient les dispositions relatives aux recettes et aux dépenses du Pouvoir central pour l'exercice 2026.

Elle fixe globalement la part des recettes à caractère national allouées aux Provinces, conformément à la Constitution et à la Loi relative aux finances publiques.

Article 2 :

Le Budget du Pouvoir central pour l'exercice 2026 ainsi que les opérations budgétaires et de trésorerie y rattachées sont régis conformément aux dispositions de la présente Loi.

Article 3 :

Conformément à l'article 7 de la Loi relative aux finances publiques, le montant intégral des produits est enregistré sans contraction entre les recettes et les dépenses et, par conséquent, entre les dettes et les créances.

A ce titre, la compensation des recettes, y compris celle effectuée moyennant l'établissement des échéanciers de paiement, est strictement prohibée.

Article 4 :

Conformément à l'article 9 alinéa 2 de la Loi relative aux finances publiques, il ne peut être établi d'exemption ou d'allégement fiscal qu'en vertu de la Loi.

Toute exonération de l'impôt, droit, taxe ou redevance, susceptible de grever le montant des recettes arrêté par la présente Loi, doit être autorisée par une Loi.

TITRE II : DE L'INFORMATION SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Article 5 :

Dans le cadre de la mise en œuvre du Budget programme prôné par la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques telle que modifiée à ce jour, le Gouvernement est tenu d'accélérer l'identification des secteurs éligibles et la mise en place des référentiels, instruments et acteurs de la chaine managériale des programmes, prévu dans la feuille de route de migration y afférentes et dans le décret portant gouvernance budgétaire.

Le Gouvernement est également chargé d'accélérer la déconcentration de l'ordonnancement prévue à l'article 103 de la Loi relative aux finances publiques, en commençant par les neuf ministères sectoriels sélectionnés à partir de 2026, à savoir : Finances, Santé Publique, Hygiène et Prévoyance Sociale, Education et Nouvelle Citoyenneté, Développement Rural, Infrastructures et Travaux Publics, Agriculture et Sécurité alimentaire, Défense Nationale et Anciens Combattants, Pêche et élevage, Enseignement supérieur et universitaire.

Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions édictera par voie réglementaire les dispositions spécifiques à la mise en œuvre de cette déconcentration de l'ordonnancement.

TITRE III : DE LA CONFIGURATION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL

Article 6 :

Le Budget du Pouvoir central pour l'exercice 2026 est constitué du Budget général, des Budgets annexes et des Comptes spéciaux fixés et répartis conformément aux documents et états annexés à la présente Loi.

Il est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **54.335.751.192.461** ***FC (Cinquante-quatre mille trois cent trente-cinq milliards sept cent cinquante et un millions cent quatre-vingt-douze mille quatre cent soixante-un Francs congolais)***, tel que réparti à l'Annexe I.

DEUXIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RECETTES DU BUDGET GENERAL

TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

Article 7 :

Les recettes du Budget général de l'exercice 2026 sont arrêtées à **48.969.279.573.100 FC** ***(Quarante-huit mille neuf cent soixante-neuf milliards deux cent soixante-dix-neuf millions cinq cent soixante-treize mille cent Francs Congolais)***.

Elles sont réparties conformément à l'état figurant à l'Annexe II.

Article 8 :

La part des recettes à caractère national allouées aux Provinces s'élève à **7.694.540.952.980 FC** ***(Sept mille six cent quatre-vingt-quatorze milliards cinq cent quarante millions neuf cent cinquante-deux mille neuf cent quatre-vingt Francs Congolais)***, conformément à l'Annexe XI.

Suite

Article 9 :

Les ressources de la Caisse nationale de péréquation pour l'exercice 2026 sont estimées à **744.632.995.450 FC (Sept cent quarante-quatre milliards six cent trente-deux millions neuf cent quatre-vingt-quinze mille quatre cent cinquante Francs Congolais)**, conformément à l'Annexe XII.

Ce montant servira au financement des projets et programmes d'investissements publics, en vue d'assurer la solidarité nationale et de corriger le déséquilibre de développement, d'une part, entre les Provinces et, d'autre part, entre les entités territoriales décentralisées.

TITRE II : DES MESURES FISCALES

CHAPITRE I : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES DOUANES ET ACCISES

Article 10 :

Les mesures relatives aux recettes des douanes et accises reprises aux articles 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 de la Loi de Finances n° 24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025, ainsi qu'aux articles 6 et 7 de la Loi de Finances rectificative n°25/044 du 28 juin 2025, sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux droits et taxes à l'importation et à l'exportation reprises dans la présente Loi modifient et complètent l'Ordonnance-Loi n° 011/2012 du 21 septembre 2012 instituant le tarif des droits et taxes à l'importation et l'Ordonnance-Loi n° 012/2012 du 21 septembre 2012 instituant le nouveau tarif des droits et taxes à l'exportation, telles que modifiées et complétées à ce jour.

Les mesures relatives aux droits et taxes à l'importation et à l'exportation reprises dans la présente Loi modifient et complètent l'Ordonnance-Loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes. Les mesures relatives aux droits d'accises reprises dans la présente Loi modifient et complètent l'Ordonnance-Loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises.

Article 11 :

Le paragraphe 4 des Dispositions Préliminaires du Tarif des droits et taxes à l'importation portées par l'Ordonnance – Loi n°011/2012 du 21 septembre 2012 est supprimé, entrainant l'abrogation des mesures tarifaires temporaires édictées en application dudit paragraphe.

Article 12 :

L'article 96 de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises est modifié et complété comme suit :

*« **Article 96** :*

1) Les carburants terrestres et d'aviation importés sont pris en charge et déclarés conformément aux dispositions de l'Ordonnance-Loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes telle que modifiée et complétée à ce jour.

2) Sans préjudice des dispositions des articles 232 et 259 de la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée à ce jour, les carburants terrestres et d'aviation destinés à l'activité minière et/ou cédés aux entreprises minières et à leurs sous-traitants, sont exclus de la subvention accordée par l'Etat.

3) Sans préjudice des dispositions prévues au point 1 ci-dessus, les facilités de paiements instituées par les législations douanière et des accises en vigueur ne sont pas applicables aux carburants terrestres et d'aviation visés au point 2 ci-dessus. »

4) *Les carburants terrestres et d'aviation importés et acquis et/ou cédés par les sociétés brassicoles, de télécommunications et du secteur forestier ainsi que leurs sous-traitants sont exclus de la subvention accordée par l'Etat. »*

Article 13 :

L'article 55 de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises est modifié et complété comme suit :

« Article 55 :

Sont exonérés des droits d'accises et, le cas échéant, du droit d'accises spécial :

a) L'essence, le jet A 1, le pétrole lampant, le kérosène et les gasoils destinés à être utilisés comme solvant et importés par des industriels ;

b) Les marchandises produites selon les méthodes coutumières ou artisanales et non conditionnées industriellement pour la vente au détail ;

c) Les marchandises produites localement par toute personne pour sa propre consommation, et dont la valeur n'excède pas l'équivalent en Francs congolais de 200 dollars américains ;

d) Les vins destinés à l'exercice des cultes et dont la destination est attestée par l'organisme qui les utilisera ;

e) Les marchandises produites localement que les missions diplomatiques et consulaires de carrière ainsi que les organisations internationales acquièrent pour leur usage officiel ;

f) Les quantités des carburants d'aviation consommées par les aéronefs en trafic international, à l'exclusion de celles consommées entre deux ou plusieurs escales sur le territoire de la République, sauf cas d'atterrissage forcé ;

g) Les marchandises destinées à l'avitaillement des aéronefs et navires en trafic international. »

Article 14 :

Les carburants terrestres et d'aviation importés destinés à l'activité minière et/ou cédés aux entreprises minières et à leurs sous-traitants sont soumis au paiement des droits d'accises conformément au droit commun.

Article 15 :

Les règles de prescription prévues par l'Ordonnance-Loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes telle que modifiée et complétée à ce jour, sont applicables mutatis mutandis aux infractions en matière d'accises.

Les articles 120, 121 et 122 de l'Ordonnance-Loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises telle que modifiée et complétée à ce jour, sont abrogés.

CHAPITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES IMPOTS

Article 16 :

Les mesures fiscales reprises aux articles 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 46, 47, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 et 60 de la Loi de Finances n° 24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025 et à l'article 9 de la Loi de Finances rectificative n° 25/044 du 28 juin 2025 sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes des impôts reprises dans la présente Loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus, de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits et la Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits.

Article 17 :

L'article 1er de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 1er :

Toute personne physique ou morale, exonérée ou non, redevable d'impôts, droits, taxes ou acomptes perçus par l'Administration des Impôts est tenue de se faire connaître, dans les quinze jours qui suivent le début de ses activités, en formulant une demande de Numéro Impôt soit sur support papier, soit en ligne, conforme au formulaire dont le modèle est fixé par l'Administration, et de joindre à sa demande un plan de localisation.

L'Administration des Impôts peut attribuer d'office le Numéro Impôt à un contribuable sur base des informations dont elle dispose. »

Article 18 :

L'article 12 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 12 :

Le redevable de l'impôt sur les sociétés est tenue de souscrire chaque année, au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus, une déclaration de ses revenus.

L'Administration des Impôts peut, à titre de facilitation et sans préjudice de l'obligation déclarative du contribuable, communiquer à ce dernier les informations dont elle dispose sur les éléments utiles à la détermination du bénéfice imposable. À cet effet, des séances d'échanges peuvent être organisées, à l'initiative de l'Administration, en vue d'apporter des clarifications. Toutefois, la responsabilité de la déclaration et du calcul de l'impôt demeure entièrement à la charge du contribuable. »

Article 19 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 13 *bis* libellé comme suit :

« Article 13 bis :

Les sociétés et les autres personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés sont tenues de déposer auprès de l'Administration des impôts, dans les dix jours de la tenue de l'Assemblée générale ordinaire approuvant les états financiers certifiés par les commissaires aux comptes, le procès-verbal de l'Assemblée générale. »

Article 20 :

L'article 17 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 17 :

Les personnes physiques soumises à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques sont tenues de souscrire chaque année, au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus, au Service de l'Administration des Impôts du lieu de leur résidence, une déclaration de leurs revenus.

La déclaration visée à l'alinéa 1er ci-dessus doit être appuyée, pour les personnes physiques relevant du système normal de comptabilité et réalisant des revenus dans les catégories des bénéfices des activités industrielles, commerciales, immobilières et artisanales, des bénéfices des professions non commerciales et des bénéfices de l'exploitation agricole, des mêmes annexes que celles indiquées à l'article 13 de la présente Loi. A cet effet, la déclaration est contresignée par le conseil ou le comptable du redevable.

Il est également joint à la déclaration à souscrire par les personnes physiques visées à l'alinéa précédent, un relevé récapitulatif des ventes réelles effectuées au cours de l'année de réalisation des revenus à des personnes physiques ou morales réputées « commerçants » ou « fabricants».

Article 21 :

L'intitulé du point K sous le chapitre II du Titre I de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié comme suit :
« K. Déclaration annuelle sur les revenus salariaux et revenus assimilés. »

Article 22 :

L'article 22 *ter* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 22 ter :
Les sociétés et les autres personnes morales ainsi que les personnes physiques soumises au régime réel d'imposition et au régime d'imposition des petites entreprises sont tenues de déposer, au plus tard le 31 mars de chaque année, auprès des services compétents de l'Administration des Impôts dont elles relèvent, une déclaration annuelle sur les revenus salariaux et revenus assimilés versés à leurs employés, sur un formulaire dont le modèle est défini par l'Administration des Impôts.

La déclaration visée à l'alinéa précèdent doit être accompagnée des fiches individuelles pour chacun des rémunérés. Celles-ci sont classées par province et par ordre alphabétique, et établies suivant le modèle fixé par l'Administration des Impôts. » 29/12/15

Article 23 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 22 *quater* libellé comme suit :

« Article 22 quater :

Sans préjudice du pouvoir de l'Administration d'exercer son contrôle, une déclaration souscrite à l'échéance peut être spontanément corrigée par un contribuable de bonne foi. Dans ce cas, seuls les intérêts de retard seront appliqués et réclamés par voie d'Avis de Mise en Recouvrement. »

Article 24 :

L'article 23 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 23 :

Sans préjudice de la législation en matière économique et sous réserve des dispositions particulières applicables aux Entreprises de petite taille, les redevables de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les catégories de bénéfices des activités industrielles, commerciales, immobilières et artisanales et de bénéfices de l'exploitation agricole ainsi que ceux de la taxe sur la valeur ajoutée doivent obligatoirement, pour chaque transaction effectuée, délivrer une facture normalisée ou un document en tenant lieu dont les mentions sont déterminées par voie réglementaire.

La facture peut être émise et transmise sous format électronique, avec la même valeur probante qu'une facture papier, sous réserve des conditions fixées par Décret délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions. ».

Article 25 :

L'article 24 *bis* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 24 bis :

Les entreprises établies en République Démocratique du Congo, qui remplissent l'une des conditions fixées à l'alinéa 2 du présent article, doivent tenir à la disposition de l'Agent de l'Administration des Impôts, à la date de la première intervention de la vérification sur place, une documentation permettant de justifier la politique de prix pratiquée dans le cadre des transactions de toutes natures réalisées avec des entreprises liées situées hors de la République Démocratique du Congo, au sens de l'article 53 de la Loi n°23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques.

L'obligation documentaire prévue à l'alinéa 1er du présent article s'applique à :

- *toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel hors taxes ou un actif brut supérieur ou égal à 10 000 000 000,00 de Francs congolais ;*
- *toute entreprise détenant à la clôture de l'exercice, directement ou par personne interposée, la majorité du capital social ou des droits de vote d'une entreprise établie en République Démocratique du Congo ou hors de la République Démocratique du Congo dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes ou l'actif brut est supérieur ou égal à 10 000 000 000,00 de Francs congolais ;*
- *toute entreprise dont la majorité du capital social ou des droits de vote est détenue, à la clôture de l'exercice, directement ou par personne interposée, par une entreprise établie en République Démocratique du Congo ou hors de la République Démocratique du Congo dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes ou l'actif brut est supérieur ou égal à 10 000 000 000,00 de Francs congolais.*

La documentation mentionnée à l'alinéa 1er du présent article comprend des informations générales sur le groupe d'entreprises liées (fichier principal) et des informations spécifiques sur l'entreprise vérifiée (fichier local), dont le contenu est fixé par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

Cette documentation ne se substitue pas aux justificatifs afférents à chaque transaction. 29/12/25

Si la documentation requise n'est pas mise à sa disposition à la date de la première intervention de la vérification sur place, ou ne l'est que partiellement, l'Agent de l'Administration des Impôts adresse à l'entreprise visée à l'alinéa 1er une mise en demeure de la produire ou de la compléter dans un délai de cinq jours, en précisant la nature des documents ou compléments attendus. Cette mise en demeure doit rappeler les sanctions applicables en cas de défaut de réponse ou de réponse partielle ».

Article 26 :

L'article 24 *ter* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 24 ter :

Les entreprises concernées par l'obligation documentaire prévue à l'article 24 bis de la présente Loi doivent souscrire, par voie électronique, selon un modèle établi par l'Administration des Impôts, une déclaration annuelle des prix de transfert dans le même délai que celui du dépôt de la déclaration de l'impôt sur les sociétés.

Cette déclaration annuelle des prix de transfert doit comprendre :

1. *des informations générales sur le groupe d'entreprises liées auquel l'entreprise déclarante appartient :*
   - *la dénomination et l'adresse du siège social de l'entité mère ultime du groupe ;*
   - *une description des principales activités du groupe ;*
   - *une description générale de la politique de prix de transfert appliquée par le groupe et en relation avec l'entreprise déclarante ainsi que des changements intervenus au cours de l'exercice ;*
   - *une liste des actifs incorporels détenus par le groupe, la dénomination sociale des entreprises propriétaires ou copropriétaires de ces actifs et leur Etat d'implantation ;*
   - *une brève description des restructurations opérées au sein du groupe qui ont affecté l'entreprise déclarante au cours de l'exercice et leurs conséquences en matière de réallocation des fonctions, risques ou actifs.*

2. *des informations spécifiques concernant l'entreprise déclarante :*
   - *une description de l'activité déployée, incluant les changements intervenus au cours de l'exercice ;*
   - *un état récapitulatif des opérations réalisées avec des entreprises liées ;*
   - *des informations sur les prêts et emprunts avec des entreprises liées ;*
   - *un état récapitulatif des opérations réalisées avec des entreprises liées, sans contrepartie, ou avec une contrepartie non monétaire ;*
   - *des informations sur les transactions réalisées avec des entreprises liées qui font l'objet d'accords préalables de prix ou de rescrits fiscaux conclus avec un autre Etat ou territoire ».*

Article 27 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 24 quinquies libellé comme suit :

« Article 24 quinquies :

Toute entreprise établie en République Démocratique du Congo est tenue de déposer, dans les douze (12) mois suivant la clôture de l'exercice fiscal, par voie électronique, une déclaration pays par pays, selon un format établi par l'Administration des Impôts, comportant la répartition des bénéfices pays par pays du groupe d'entreprises multinationales auquel elle appartient et des données fiscales et comptables ainsi que des renseignements sur le lieu d'exercice et la nature de l'activité des entreprises du groupe, lorsque :

1. *elle détient directement ou indirectement, une participation dans une ou plusieurs entreprises de telle sorte qu'elle est tenue d'établir des états financiers consolidés conformément à la législation comptable en vigueur ou serait tenue de le faire si ses participations étaient cotées à la Bourse des Valeurs Mobilières de la République Démocratique du Congo ;*
2. *elle réalise un chiffre d'affaires annuel hors taxes consolidé supérieur ou égal à l'équivalent en Francs congolais de 850.000.000 Dollars américains au titre de l'exercice précédent celui au titre duquel la déclaration se rapporte ;*

3. aucune autre entreprise ne détient, directement ou indirectement, dans l'entreprise susmentionnée une participation au sens du point 1 du présent alinéa.

Est également tenue de déposer la déclaration prévue par l'alinéa 1er ci-dessus dans le délai et selon les moyens et format susvisés, toute entreprise établie en République démocratique du Congo qui remplit l'une des conditions ci-après :

1. *elle est détenue, directement ou indirectement, par une entreprise établie dans un Etat n'exigeant pas le dépôt de la déclaration pays par pays mais qui serait tenue de déposer cette déclaration si elle était établie en République Démocratique du Congo ; ou*
2. *elle est détenue, directement ou indirectement, par une entreprise établie dans un Etat ne figurant pas sur la liste prévue à l'alinéa 8 ci-dessous du présent article mais avec lequel la République Démocratique du Congo a conclu un accord d'échange de renseignements en matière fiscale.*

Est également tenue de déposer la déclaration prévue par le présent article, toute entreprise établie en République Démocratique du Congo détenue, directement ou indirectement, par une entreprise établie dans un État figurant sur la liste prévue à l'alinéa 8 ci-dessous du présent article, qui est tenue de déposer une déclaration pays par pays en vertu de la législation en vigueur dans cet Etat ou qui serait tenue de déposer cette déclaration si elle était établie en République Démocratique du Congo, lorsqu'elle est informée par l'Administration des Impôts d'une défaillance systémique de l'Etat de résidence fiscale de l'entreprise qui la détient directement ou indirectement.

Une entreprise établie en République Démocratique du Congo, autre que l'entité mère ultime d'un groupe d'entreprises multinationales, n'est pas tenue de déposer la déclaration pays par pays au titre d'un exercice fiscal en cas de dépôt de substitution dans une autre juridiction par le groupe d'entreprises multinationales, sous réserve que les conditions cumulatives suivantes soient remplies pour cet exercice fiscal :

Suite

1. *la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante impose le dépôt d'une déclaration pays par pays similaire à celle prévue par le présent article ;*
2. *la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante a conclu un accord autorisant l'échange automatique des déclarations pays par pays avec la République Démocratique du Congo, qui est en vigueur à la date prévue pour le dépôt de la déclaration pays par pays ;*
3. *la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante n'a pas informé la République Démocratique du Congo d'une défaillance systémique ;*
4. *la déclaration pays par pays est échangée par la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante avec la République Démocratique du Congo;*
5. *la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante a été informée par l'entité constitutive résidente à des fins fiscales dans sa juridiction que cette dernière a été désignée par le groupe d'entreprises multinationales pour déposer la déclaration pays par pays pour son compte ;*
6. *une notification de l'entité constitutive résidente à des fins fiscales en République Démocratique du Congo a été reçue par l'Administration des Impôts, indiquant l'identité et la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante.*

Lorsque deux ou plusieurs entreprises établies en République Démocratique du Congo appartenant au même groupe d'entreprises multinationales remplissent une ou plusieurs conditions visées aux alinéas 2 et 3 du présent article, l'une d'entre elles peut être désignée par le groupe d'entreprises multinationales pour déposer la déclaration pays par pays prévue par le présent article sous réserve d'informer l'Administration des Impôts que ce dépôt vise à remplir l'obligation déclarative impartie à toutes les entreprises de ce groupe d'entreprises multinationales qui sont établies en République Démocratique du Congo.

Le contenu et le format de la déclaration pays par pays prévue par le présent article sont fixés par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions. 29/12/15

La déclaration pays par pays prévue par le présent article peut faire l'objet d'un échange automatique avec les Etats ou les territoires ayant conclu avec la République Démocratique du Congo un accord à cet effet.

La liste des Etats ayant conclu un accord avec la République Démocratique du Congo autorisant l'échange automatique de la déclaration pays par pays, prévue par le présent article, est fixée par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions. »

Article 28 :

L'article 29 *bis* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 29 bis :

Lorsqu'au cours d'une vérification de comptabilité d'une entreprise non soumise à l'obligation documentaire prévue à l'article 24 bis de la présente Loi, l'Administration des Impôts a réuni des éléments faisant présumer un transfert indirect de bénéfices, au sens des dispositions de l'article 53 de la Loi n°23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, elle peut demander à cette entreprise des informations ou documents précisant :

1° l'identité des entreprises, sociétés ou groupements liés au sens de l'article 53 de la Loi n°23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, établis hors de la République Démocratique du Congo, avec lesquels cette entreprise réalise des transactions et la nature desdites transactions ;

2° la nature des relations entre cette entreprise et une ou plusieurs entreprises exploitées hors de la République Démocratique du Congo visés au point 1° ;

3° la méthode de détermination des prix des opérations de nature industrielle, commerciale ou financière qu'elle effectue avec les entreprises, sociétés ou groupements visés au point 1° et les éléments qui la justifient, notamment une analyse fonctionnelle et une analyse de comparabilité complètes ainsi que les contreparties consenties ;

Suite

4° les activités exercées par les entreprises, sociétés ou groupements visés au point 1°, liées aux opérations visées au point 3° et le contexte dans lequel elles se déroulent ;

5° la copie des contrats conclus avec des entreprises liées ;

6° le traitement fiscal réservé aux opérations visées au point 3° et réalisées par les entreprises qu'elle exploite hors de la République Démocratique du Congo ou par les entreprises, sociétés ou groupements visés au point 1°.

Les demandes susvisées doivent être précises et indiquer explicitement, par nature d'activité ou par produit :

- *le pays ou le territoire concerné ;*
- *l'entreprise, la société ou le groupement visé ;*
- *les montants en cause.*

Elles doivent, en outre, préciser à l'entreprise vérifiée qu'elle dispose d'un délai de 15 jours pour y répondre ».

Article 29 :

L'article 41 *ter* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est supprimé.

Article 30 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 47 *ter* libellé comme suit :

« Article 47 ter :

Toute personne physique ou morale, soumise à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, exonérée ou non, doit adresser à l'Administration des Impôts au plus tard le 31 mars, sur support papier ou en support numérique, la liste de ses fournisseurs comportant pour chacun d'eux :

- *l'identité et l'adresse physique ainsi que le numéro de la boîte postale du fournisseur ;*
- *le numéro impôt ;*

- *le montant facturé hors taxes ;*
- *le montant de la taxe sur la valeur ajoutée ;*
- *le montant toutes taxes comprises payé à chacun d'eux. »*

Article 31 :

L'article 57 *bis* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 57 bis :

Les acomptes provisionnels visés à l'article 57, alinéa 2, ci-dessus sont calculés sur base de l'impôt déclaré au titre de l'exercice précédent, augmenté des suppléments éventuels établis par l'Administration des Impôts, ou, en cas d'absence de déclaration, de l'impôt reconstitué d'office, que ces sommes fassent ou non l'objet de contestation.

Ils représentent, chacun, 30 % de cette base, pour les deux premiers, et 20% pour le troisième. Ils sont versés respectivement au plus tard le 25 juillet, le 25 septembre et le 25 novembre de l'année de réalisation des revenus imposables, à l'aide d'un bordereau de versement d'acomptes provisionnels, suivant le modèle fixé par l'Administration des Impôts.

Ces trois versements sont à déduire de l'impôt dû par le contribuable pour l'exercice fiscal considéré, le solde éventuel de cet impôt devant être versé au moment du dépôt de la déclaration y afférente. »

Article 32 :

L'article 82 *bis* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 82 bis :

La conclusion des marchés publics, l'obtention de certains documents administratifs et le bénéfice de certains services, dont la liste sera déterminée par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions, sont subordonnés à la présentation d'un quitus fiscal en cours de validité délivré par le Receveur des Impôts attestant que le requérant est en règle de paiement des impôts.

Est en règle de paiement de ses impôts, le contribuable qui n'a aucune dette d'impôt échue à la date de délivrance du quitus fiscal en sa faveur.

Sont également considérés comme étant en règle de paiement, les contribuables débiteurs, qui bénéficient de mesures d'échelonnement de la dette ou de sursis de recouvrement prévues aux articles 74 et 110 de la présente Loi.

Le modèle et les modalités de délivrance du quitus fiscal sont définis par l'arrêté susvisé. »

Article 33 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 92 *bis* libellé comme suit :

« Article 92 bis :

Le défaut de réponse à la demande des informations ou documents indiqués à l'article 29 bis de la présente Loi entraîne l'application d'une astreinte de 10 000 000,00 de Francs congolais par jour jusqu'à la communication desdites informations.

L'astreinte visée à l'alinéa ci-dessus est établie par l'Agent en contrôle et réclamée par voie d'Avis de Mise en Recouvrement ».

Article 34 :

L'article 93 *bis* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 93 bis:

Le défaut de souscription de déclaration dans le délai est sanctionné par une amende de:

- *400.000,00 Francs congolais pour les déclarations d'un contribuable exonéré ou réalisant les opérations exonérées et pour les déclarations avec mention « Néant »;*
- *3.000.000,00 de Francs congolais pour la déclaration créditrice de l'impôt sur les sociétés, en cas de régularisation après mise en demeure de déclarer.*

Le défaut de souscription ou la souscription de manière incomplète ou inexacte, dans le délai imparti, de la déclaration pays par pays prévue à l'article 24 quinquies de la présente Loi, entraîne l'application d'une amende de 150.000.000,00 de Francs congolais.

Le défaut de réponse ou la réponse incomplète à la mise en demeure prévue à l'article 24 bis de la présente Loi entraîne l'application, pour chaque exercice vérifié, d'une amende égale à 2 % du montant des transactions concernées par les documents ou compléments qui n'ont pas été mis à la disposition de l'Administration des Impôts après mise en demeure. Le montant de cette amende ne peut être inférieur à 100.000. 000, 00 de Francs congolais par exercice.

Le défaut de souscription ou la souscription de manière incomplète ou inexacte, dans le délai imparti, de la déclaration annuelle des prix de transfert prévue à l'article 24 ter de la présente Loi entraîne l'application d'une amende de 100 000 000, 00 de Francs congolais. »

Article 35 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 96 *bis* libellé comme suit :

« Article 96 bis :

Toute personne tenue de retenir à la source un impôt qui n'a pas effectué cette retenue ou qui aurait opéré une retenue insuffisante est personnellement redevable du montant de la retenue non effectuée et des pénalités y afférentes. »

Article 36 :

L'article 97 *sexies* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, tel que modifié et complété par la Loi de Finances rectificative n° 25/044 du 28 juin 2025 pour l'Exercice 2025, est supprimé.

Article 37 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 108 *ter* libellé comme suit :

« Article 108 ter :

La saisine de la Commission Nationale de Médiation Fiscale est suspensive des délais de recours devant les cours et tribunaux ».

Article 38 :

Il est créé un point L, sous le Chapitre II du Titre I de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, intitulé comme suit : « Déclaration du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes ».

Article 39 :

Il est inséré dans la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 22 *quarter* libellé comme suit :

« Article 22 quarter :

Les sociétés établies en République Démocratique du Congo qui paient des revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes sont tenues de souscrire une déclaration, au plus tard le quinze du mois qui suit celui du paiement de ces revenus aux bénéficiaires ou de leur mise à disposition.

Cette déclaration, accompagnée du paiement, est à souscrire auprès du Service de l'Administration des Impôts, gestionnaire de la société établie en République Démocratique du Congo ».

Article 40 :

Il est créé, dans la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sous le Titre V « Des autres prélèvements en matière des revenus », un Chapitre 3 intitulé comme suit : « Du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes ».

29/12/24

Article 41 :

Il est ajouté, sous le Chapitre 3 « Du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes » du Titre V « Des autres prélèvements en matière des revenus » de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques un article 149 *bis* libellé comme suit :

« Article 149 bis :

Il est institué un prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes en République Démocratique du Congo ».

Article 42 :

Il est ajouté, sous le Chapitre 3 « Du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes » du Titre V « Des autres prélèvements en matière des revenus » de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques un article 149 *ter* libellé comme suit :

« Article 149 ter :

Le prélèvement est assis sur le montant brut des sommes payées ou mises à la disposition de leurs bénéficiaires, au titre de revenus de capitaux mobiliers versés par des sociétés établies en République Démocratique du Congo à des personnes morales ou physiques situées à l'étranger. »

Article 43 :

Il est ajouté, sous le Chapitre 3 « Du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes » du Titre V « Des autres prélèvements en matière des revenus » de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, un article 149 *quater* libellé comme suit :

« Article 149 *quater* :

Le taux du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes est fixé à 20 % du montant brut des revenus versés. »

Article 44 :

Il est ajouté, sous le Chapitre 3 « Du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes » du Titre V « Des autres prélèvements en matière des revenus » de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, un article 149 *quinquies* libellé comme suit :

« Article 149 quinquies :

Le prélèvement est dû au moment du paiement ou de la mise à disposition des revenus à leurs bénéficiaires et retenu à la source par les sociétés établies en République Démocratique du Congo qui paie ces revenus. »

Article 45 :

Il est ajouté à l'article 10 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 10 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un alinéa 2 libellé comme suit :

« Article 10, alinéa 2 :

Par production d'immobilisations, il faut entendre l'opération par laquelle un assujetti fabrique ses propres actifs, incorporels ou corporels, en investissant ses ressources, son temps, son expertise et ses moyens, avec ou sans le concours de tiers ».

Article 46 :

L'article 35 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 35 :

Les taux de la taxe sur la valeur ajoutée sont les suivants :

- *taux normal : 16% applicable à toutes les opérations imposables à l'exclusion des opérations soumises au taux réduit ou au taux zéro ;*
- *taux réduit : de 1% et 5% applicables:*

• aux produits ci-après :

N°	POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION	TAUX
1	02.01 (Toute la position)	Viandes fraîches ou réfrigérées des animaux de l'espèce bovine (toute la position)	1%
2	02.02 (Toute la position)	Viandes congelées des animaux de l'espèce bovine (toute la position)	1%
3	02.03 (Toute la position)	Viandes fraîches réfrigérées ou congelées des animaux de l'espèce porcine (toute la position)	1%
4	02.06 (Toute la position)	Abats comestibles frais, réfrigérés ou congelés des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline	1%
5	02.07 (Toute la position)	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés des volailles du n° 01.05	1%
6	0303.23.00	Tilapias congelés	1%
7	0303.55.00	Chinchards congelés	1%
8	0305.51.00	Morues séchées et salées	1%
9	0305.52.00	Tilapias, siluridés, carpes, anguilles séchés et salés	1%
10	0305.53.00	Poissons des famille Bregmacerotidae, Euclitchthyidae, Gadidae, Macrouridae, Melanonidae, Merluccidae, Moridae et Muraenolepididae, séchés et salés	1%
11	0305.54.00	Harengs, anchois, sardines, sardinelles, sprats ou esprots, maquereaux, thazards, chinchards, carangues, mafous, castagnoles, comètes, séchés et salés	1%
12	0305.59.00	Autres poissons séchés et salés	1%
13	1006.20.00	Riz décortiqué (riz cargo ou riz brun)	1%
14	1006.30.00	Riz semi blanchi ou blanchi, même poli ou glacé	1%
15	1006.40.00	Riz en brisures	1%
16	1701.91.00	Sucres de canne ou de betteraves à l'état solide, additionnés d'aromatisants ou de colorants	1%
17	1701.99.00	Sucres de canne ou de betteraves à l'état solide, additionnés d'aromatisants ou de colorants	1%
18	1901.10.00	Préparations à base de lait pour l'alimentation des nourrissons et enfants en bas âge	1%

Suite

N°	POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION	TAUX
19	1901.90.90	Autres préparations de lait (produits des n° 04.01 à 04.04) ne contenant pas de cacao ou contenant moins de 5% en poids de cacao sur une base entièrement dégraissée	1%
20	04.02 (Toute la position)	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants	1%
21	2201.90.10	Autres eaux conditionnées pour la table	1%
22	2501.00.00	Sel iodé	1%
23	3401.19.10	Savons de ménage (autres que de toilettes) présentés en barres, en pains, ou en morceaux ou en sujets frappés	1%
24	3605.00.00	Allumettes autres que les articles de pyrotechnie du n° 36.04	1%

- *aux matières premières pour la valorisation de l'industrie locale (Cuivre, Etain, Plomb Aluminium et Zinc) :*

N°	Produits	Position tarifaire	Désignation	Unité de Quantité	Taux
PRODUIT BRUT					
1	Cuivre	74.01 74.02	Cuivre Brut ou Cuivre non raffiné	Kg	1%
2	Etain	80.01 80.01.10.00	Etain Brut Etain non Allié	Kg	1%
3	Plomb	78.01	Plomb Brut ou Plomb non Allié	Kg	1%
4	Aluminium	76.01 76.01.10.00	Aluminium Brut ou Aluminium non Allié	Kg	1%
5	Zinc	79.01 79.03	Zinc Brut (lingot, plaques) Poussières, Poudres et paillettes de Zinc	Kg	1%

- *à la vente des billets d'avion sur le trafic aérien national, soit 5% ;*
- *à l'acquisition des produits agricoles bruts et intrants destinés à l'agro-industrie ; y compris engrais et équipements agricoles, soit 1% ;*
- *à l'acquisition des intrants nécessaires à la fabrication locale du ciment, soit 1% ;*
- *à l'acquisition des matériaux et services de construction relatifs aux projets publics d'infrastructures d'intérêt national, soit 1%.*

- *taux 0%, applicable aux exportations et opérations assimilées.*

Article 47 :

Il est ajouté à l'article 42 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 10 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un point 4 libellé comme suit :

« Article 42, point 4 :

La taxe sur la valeur ajoutée sur une facture émise par une personne physique ou morale introuvable à l'adresse communiquée à l'Administration des Impôts ou sur une facture dont l'adresse renseignée est introuvable. »

Article 48 :

L'article 60 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la valeur ajoutée est modifié comme suit :

« Article 60 :

Tout redevable de la taxe sur la valeur ajoutée est tenu de souscrire chaque mois, au plus tard le quinze du mois qui suit celui de la réalisation des opérations, une déclaration conforme au modèle prescrit par l'Administration des Impôts.

La déclaration doit être souscrite en double exemplaire et accompagnée du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.

La déclaration doit être souscrite même si aucune opération imposable n'a été réalisée au cours du mois concerné. Elle doit, dans ce cas, être revêtue de la mention « Néant ».

Sont également soumises à déclaration les opérations de livraison de biens et de prestations de services à soi-même. »

Article 49 :

L'article 62 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 62 :

Le recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée est assuré par l'Administration des Impôts.

A l'importation, la taxe sur la valeur ajoutée est perçue par l'Administration des Douanes.

Toutefois, la taxe sur la valeur ajoutée due lors de l'importation des marchandises ou des acquisitions locales des produits manufacturés localement destinés à l'exploitation, par les entreprises minières pour les besoins de leur exploitation, à l'exception des produits pétroliers est constatée et liquidée par voie de déclaration des marchandises au cordon douanier pour l'importation des marchandises et à la Direction Générale des Impôts pour les acquisitions locales des produits manufacturés localement destinés à l'exploitation. Elle est déclarée auprès du Service gestionnaire compétent de l'Administration des Impôts dont relève chaque entreprise minière, à l'échéance qui suit l'importation ou l'achat local des marchandises.

Les modalités de mise en œuvre du mécanisme défini à l'alinéa 3 ci-dessus seront fixées par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.»

Article 50 :

Il est ajouté à l'article 74 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, un alinéa 2 libellé comme suit :

« Article 74, alinéa 2 :

La même sanction prévue à alinéa précédent s'applique en cas d'utilisation d'une facture ou d'une déclaration de la mise à la consommation par un assujetti plus d'une fois pour la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée.»

CHAPITRE III : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES NON FISCALES

Article 51 :

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises par les articles 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79 et 80 de la Loi de Finances n°24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025 et les articles 11, 13, 14 et 15 de la Loi de Finances rectificative n°25/044 du 28 juin 2025, pour l'exercice 2025, sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises dans la présente Loi modifient et complètent *ipso facto* les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, et, celles de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour.

Article 52 :

Conformément à l'article 60 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances Publiques, il est institué un Compte d'affectation spéciale dénommé :

« Fonds d'Investissement Stratégique de la République Démocratique du Congo, FIS-RDC en sigle. ».

Ce fonds a pour mission la mobilisation et la structuration des financements en vue d'accélérer notamment la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement.

Le FIS-RDC est alimenté par une quotité de 25% des pas de porte et royalties ou prime de cession et redevances supplémentaires dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat. Il bénéficie également de 50% de la quotité de la redevance sur la commission perçue par les établissements émetteurs de la monnaie mobile revenant au Trésor public ainsi que d'un transfert de 30% de la quote-part des ressources mobilisées par le fonds minier pour les générations futures.

Article 53 :

La quotité de 25% des pas de porte et royalties ou prime de cession et redevance supplémentaire dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat, revenant au Compte d'affectation spéciale FIS-RDC est payable dans les quinze (15) jours qui suivent la fin de chaque trimestre, au Compte bancaire renseigné par ce Fonds. Un arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions définit la procédure ainsi que les modalités de recouvrement.

Les quotités visées aux alinéas précédents sont non diluables.

La quotité de 25% des pas de porte et royalties ou prime de cession et redevance supplémentaire dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat, revenant au Compte d'affectation spéciale FIS-RDC est payable dans les quinze (15) jours qui suivent la fin de chaque trimestre, au Compte bancaire renseigné par ce Fonds et moyennant une note de perception émise par ledit Fonds sur la base de la note de calcul ou de taxation établie par le service d'assiette compétent.

La quotité de 50% des royalties, prime de cession, redevance supplémentaire et loyers (en cas d'amodiation), dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'État du secteur minier, en vertu de contrat, est constatée et liquidée par l'Administration compétente.

Article 54 :

Subsidiairement au point 7 de l'article 125 de la Loi n°15/012 du 01 août 2015 portant Régime Général des Hydrocarbures, il est ajouté un point 5 *bis* intitulé : « *Bonus de droit d'exploitation* ».

Article 55 :

Il est ajouté à l'Annexe XXII relative aux Hydrocarbures de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018, fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'acte générateur, repris au n°45, libellé comme suit :

Acte générateur	**Fait générateur**
Bonus de droit d'exploitation	*Signature du permis d'exploitation*

Article 56 :

Le bénéfice indûment réalisé par les opérateurs économiques, et considéré comme trop perçu, constaté par les inspecteurs du Ministère de l'Économie Nationale, conformément aux dispositions de l'article 66 de la Loi n°18/020 du 07 juillet 2018 relative à la liberté des prix et à la concurrence, et de l'article 80 de la Loi de Finances n°24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025, est pris en charge suivant les procédures et modalités prévues par l'article 28 de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour.

Article 57 :

Est modifié au point III De la Défense Nationale l'Annexe à l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central, telle que modifié et complété à ce jour, l'acte générateur repris au n°1 comme suite : Taxe sur Autorisation ou renouvellement de l'Autorisation d'achat, de transport et d'emmagasinage des produits explosifs.

Article 58 :

Il est inséré à l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'article 87 *bis* libellé comme suit :

« Article 87 bis :

L'Administration des recettes non fiscales peut être saisie par un redevable ou assujetti, d'une demande sur une question d'application des Lois et Règlements en matière des recettes non fiscales en lui présentant, de bonne foi, tous les éléments d'appréciation utiles ».

Cette demande est adressée au Directeur Général de l'Administration des recettes non fiscales pour décision.

L'Administration des recettes non fiscales dispose d'un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande pour se prononcer.

La réponse de l'Administration des recettes non fiscales, appelée « rescrit fiscal », lui est opposable, sous réserve que :

1. le redevable ou l'assujetti se soit conformé à la solution retenue ;
2. la situation du redevable ou de l'assujetti soit strictement identique à celle sur laquelle l'Administration des recettes non fiscales a pris position dans sa réponse à la demande du redevable ou de l'assujetti.

Lorsque l'Administration des recettes non fiscales a pris position sur une situation de droit ou de fait d'un redevable ou assujetti au regard d'un texte légal ou réglementaire relatif aux recettes non fiscales, elle ne peut modifier sa position.

Article 59 :

L'article 122, point 4 de la Loi n°011/2002 du 29 août 2002 portant Code forestier institue la taxe de déboisement ayant pour fait générateur le déboisement d'un périmètre forestier.

On entend par périmètre forestier : tout espace susceptible de faire l'objet de défrichage, *coupe* ou *extirpage* des végétaux ligneux et non ligneux, labour, excavation, découverture, dynamitage pouvant entraîner le changement d'affectation du sol.

Article 60 :

Il est ajouté à l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'article 81 *ter* libellé comme suit :

« ***Article 81 ter*** **:**

Lors de l'exercice de contrôle, les agents de l'Administration des recettes non fiscales peuvent faire recours à tout moyen technique et technologique en leur possession, notamment les outils numériques et logiciels informatiques dans la détermination des éléments d'assiette. »

Article 61 :

Il est ajouté à l'article 53 de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, un alinéa 3, libellé comme suit :

« *Le retard de paiement des dividendes consécutivement à une décision judiciaire prise, sur pied de l'article 146 de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et groupement d'intérêt économique, donne lieu à l'application des intérêts moratoires dont le taux et les modalités de calcul sont prévus à l'alinéa 1er du présent article.* »

Article 62 :

Il est inséré dans l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, un article 68 *ter* libellé comme suit :

« Article 68 ter :

Les décisions visées à l'article 68 de la présente Ordonnance-Loi et tous les actes de recouvrement entrepris par le Receveur des recettes non fiscales ou à la suite de la requête de ce dernier, ne font pas l'objet des procédures de référé prévues par la Loi organique n°16-027 du 15 octobre 2016 portant organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre administratif, excepté la procédure de référé fiscal ».

Article 63 :

Le point e de l'article 1er de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié comme suit :

« Le bon à payer est un titre de perception qui prend en charge la quotité de la prime de contentieux et celle des autres fonds définis par voie règlementaire. La forme et le nombre de feuilles ainsi que la catégorisation du bon à payer sont déterminés par la même voie ».

Article 64 :

Il est retenu, au profit du Trésor public, une quotité de 25% sur les dividendes dont bénéficient les sociétés commerciales dans lesquelles les entreprises publiques du secteur minier détiennent des parts sociales ou actions.

Cette quotité est payable, conformément aux procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, dans un délai de quinze (15) jours qui suivent la date de la mise en paiement des dividendes. Ce délai de paiement ne peut pas dépasser neuf mois, après la clôture de l'exercice concerné.

Le redevable légal est la société minière dans laquelle les sociétés commerciales visées à l'alinéa 1er du présent article sont associés ou actionnaires. Le non-respect de cette obligation entraine de pénalités d'assiette et de recouvrement prévues en matière de recettes non fiscales.

Article 65 :

Il est ajouté à l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme relative à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, un article 88 *bis* libellé comme suit :

« ***Article 88 bis :***

Les modalités pratiques de procédures relatives aux contrôles sur pièces et sur place ainsi qu'à la contre-vérification sont fixées par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions. »

Article 66 :

Il est ajouté à l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme relative à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, un article 102 *bis* libellé comme suit :

« Article 102 bis :

Tout agent de l'Administration des Recettes non fiscales revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire peut, muni d'un ordre de mission, effectuer une mission d'enquête afin de constater la matérialité des faits infractionnels dénoncés. »

Article 67 :

La quotité de 50 % de produits de la redevance de 3% sur les chiffres d'affaires des opérateurs du secteur des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication revenant au Fonds de Développement du Service Universel est payable dans les quinze (15) jours qui suivent la fin de chaque deux mois (bimestriel) directement au compte bancaire renseigné par ce Fonds et moyennant une note de perception émise par ledit Fonds sur la base de la note de calcul ou de taxation établie par le service d'assiette compétent.

Article 68 :

L'article 25 de la Loi n°08/006-A du 07 juillet 2008 portant création d'un Fonds National d'Entretien Routier, « FONER » en sigle est modifié et complété comme suit :

« ***Article 25 :***

Les régimes des poursuites en recouvrement et des garanties des droits, taxes et redevances FONER perçus à l'intérieur sont les mêmes que ceux prévus dans l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme relative à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour.

Ils sont applicables par les agents du FONER habilités à cet effet.

Les régimes des poursuites en recouvrement et des garanties des droits, taxes et redevances FONER perçus à l'importation sont les mêmes que ceux prévus dans le Code des douanes, conformément à l'article 353.

A ce titre, la DGDA est habilitée à poursuivre et à recouvrer les droits, taxes et redevances du FONER et à appliquer les pénalités et les amendes au même titre que ses droits, taxes et redevances. »

Article 69 :

Conformément aux dispositions des articles 106 et 107 de la loi n°25/045 du 1er juillet 2025 relative à l'Aménagement du territoire, il est ajouté à l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Annexe XXXV relative au Ministère de l'Aménagement du territoire, dont la teneur se présente comme suit :

Actes générateurs	**Faits générateurs**
1. *Droits d'occupation précaire du domaine public de l'Etat relevant du pouvoir central pour :* - *Erection d'une station-service de plus de 3 pompes ;* - *Installation des pipelines ;* - *Erection de monument ou de stèle ;* - *Canalisation de la fibre optique, des infrastructures de transports d'électricité, des ressources en hydrocarbures et en eau.*	*Demande d'occupation du domaine public de l'Etat*

2. Redevance d'occupation précaire du domaine public de l'Etat relevant du pouvoir central pour : - *Erection d'une station-service de plus de 3 pompes ;* - *Installation des pipelines ;* - *Erection de monument ou de stèle ;* - *Canalisation de la fibre optique, des infrastructures de transports d'électricité, des ressources en hydrocarbures et en eau.*	*Occupation du domaine public de l'Etat*
3. Agrément et/ou enregistrement des ONG, Professionnels et Bureaux d'études en matière d'aménagement du territoire.	*Demande d'agrément et/ou d'enregistrement*

Article 70 :

Conformément aux dispositions des articles 108 *quater,* 108 *octies*, 115, 116, 117, 220 *bis* de la Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n°18/001 du 09 mars 2018 et à celles de l'article 421 du Décret n°038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement minier, tel que modifié et complété par le Décret n°18/024 du 08 juin 2018, il est ajouté à l'Annexe XXIV, relative aux Mines, de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, les droits, taxes et redevances ci-après, libellés comme suit :

Actes générateurs	**Faits générateurs**
35. Frais de dépôt pour agrément d'un bureau d'études environnementales	*Demande d'agrément*
36. Frais de dépôt pour agrément de l'Entité de traitement	*Demande d'agrément d'une Entité de traitement*
37. Frais de dépôt pour agrément de l'Acheteur de l'Entité de traitement	*Demande d'agrément de l'Acheteur d'une Entité de traitement*
38. Taxe d'agrément pour l'Acheteur de l'Entité de traitement	

Actes générateurs	Faits générateurs
39. Redevance annuelle de l'Acheteur de l'Entité de traitement	
40. Frais de dépôt pour agrément de l'Acheteur supplémentaire de l'Entité de traitement	*Demande d'agrément de l'Acheteur supplémentaire d'une Entité de traitement*
41. Taxe d'agrément pour l'Acheteur supplémentaire de l'Entité de traitement	
42. Redevance annuelle de l'Acheteur supplémentaire de l'Entité de traitement	
43. Frais de dépôt pour agrément du laboratoire d'analyses des substances minérales	*Demande d'agrément du laboratoire d'analyses des substances minérales*
44. Frais de dépôt pour autorisation de l'extension du laboratoire d'analyses des substances minérales	*Demande d'autorisation de l'extension du laboratoire d'analyses des substances minérales*

Article 71 :

Le fait générateur libellé « Achat et Vente des substances minérales » correspondant à l'acte générateur « *frais de levée copie de la liste annuelle des acheteurs par les comptoirs agréés* », repris au n°24 de l'Annexe XXIV, relative aux Mines, de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié comme suit : « *demande de levée copie de la liste annuelle des acheteurs par les comptoirs agréés.* »

Article 72 :

Il est ajouté, à l'article 112 *quater* de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'alinéa 3 libellé comme suit :

Alinéa 3 :

« *Indépendamment de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire ou de la collectivité des associés statuant sur l'affectation des résultats, le dividende prioritaire et intangible sur le bénéfice net comptable d'une entreprise minière du portefeuille de l'Etat est déclaré au plus tard le 15 mai de chaque année et son paiement intervient endéans huit (08) jours dès la réception des titres de perception* ».

Article 73 :

L'acte générateur libellé « *Redevance sur l'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des lacs ou du fleuve et de ses affluents* », repris au point 11 de l'Annexe XXI relative à l'Energie et Ressources Hydrauliques de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, est modifié et complété comme suit : « *Redevance sur l'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des lacs ou du fleuve et de ses affluents, des bassins ou sous-bassins hydrauliques qui couvrent plus d'une province* ».

Article 74 :

Conformément aux dispositions de la Loi n°11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement, telle que modifiée et complétée à ce jour, il est ajouté à l'Annexe XXVIII relative à l'Environnement, de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'acte générateur des recettes non fiscales, libellé comme suit :

Acte générateur	**Fait générateur**
Taxe carbone	*L'émission des gaz à effet de serre au-delà du seuil règlementaire.*

Article 75 :

La taxe d'implantation et la taxe rémunératoire annuelle des installations classées, à percevoir à l'initiative du ministère de l'environnement et développement durable, sont calculées respectivement sur la base de la capacité installée et de la capacité exploitée.

TROISIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX DEPENSES DU BUDGET GENERAL

TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Article 76 :

Les dépenses du Budget général de l'exercice 2026 sont arrêtées à **48.969.279.573.100 FC *(Quarante-huit mille neuf cent soixante-neuf milliards deux cent soixante-dix-neuf millions cinq cent soixante-treize mille cent Francs Congolais)***.

Elles sont constituées des dépenses courantes et des dépenses en capital.

Les dépenses courantes sont composées des titres ci-après :

- Dette publique en capital arrêtée à **2.060.044.877.590 FC (Deux *mille soixante milliards quarante-quatre millions huit cent soixante-dix-sept mille cinq cent quatre-vingt-dix Francs Congolais*)**.
- Frais financiers évalués à **907.805.020.891 FC (*Neuf cent sept milliards huit cent cinq millions vingt mille huit cent quatre-vingt-onze Francs Congolais*)**.
- Dépenses de personnel chiffrées à **14.033.001.735.967 FC (*Quatorze mille trente-trois milliards un million sept cent trente-cinq mille neuf cent soixante-sept Francs Congolais*)**.

- Biens et matériels évalués à **804.730.824.412 FC (*huit cent quatre milliards sept cent-trente millions huit cent vingt-quatre mille quatre cent douze Francs Congolais*).**

- Dépenses de prestation arrêtées à **6.617.420.202.948 FC (*Six mille six cent-dix-sept milliards quatre cent vingt millions deux cent et deux mille neuf cent quarante-huit Francs Congolais*).**

- Transferts et interventions de l'Etat évalués à **8.533.757.915.245 FC (*Huit mille cinq cent trente-trois milliards sept cent cinquante-sept millions neuf cent quinze mille deux cent quarante-cinq Francs Congolais*).**

Les dépenses courantes sont reparties conformément aux états figurant aux annexes III, IV, V, VI, VII, et VIII.

Les dépenses en capital sont essentiellement constituées des titres 7 et 8 reparties de la manière suivante :

- Equipements évalués à **10.804.187.584.269 FC (*Dix mille huit cent quatre milliards cent quatre-vingt-sept millions cinq cent quatre-vingt-quatre mille deux cent soixante-neuf Francs Congolais*).**

- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière chiffrées à **5.208.331.411.778 FC (*Cinq mille deux cent huit milliards trois cent trente et un millions quatre cent onze mille sept cent soixante-dix-huit Francs Congolais*).**

La répartition de ces dépenses est indiquée dans les états figurant aux annexes IX et X.

TITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX DEPENSES

Article 77 :

En vue de préserver l'équilibre du Budget du Pouvoir central de l'exercice 2026, le Ministre ayant les Finances dans ses attributions est autorisé à lever des fonds au titre des bons et obligations du Trésor, dans le respect des critères de soutenabilité budgétaire fixés à l'Article 15 de la Loi relative aux finances publiques. Les bons du Trésor ne peuvent dépasser 0,5% du PIB fixé par la présente Loi.

Article 78 :

Le Ministre ayant les Finances dans ses attributions est autorisé, au nom et pour le compte du Pouvoir central, à recourir à des instruments financiers de garantie, y compris le crédit acheteur, l'assurance-crédit et autres mécanismes assimilés, en vue de faciliter le financement des projets d'investissement stratégiques. Ces opérations n'exigent pas une autorisation préalable du Parlement, dès lors qu'elles s'inscrivent dans les limites des plafonds d'endettement et des garanties fixés par la présente Loi.

Un arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions définira les modalités d'émission de ces instruments.

Article 79 :

Les dépenses de personnel relatives aux rémunérations des agents et fonctionnaires de l'Etat, civils et militaires, sont évaluées et exécutées conformément aux barèmes approuvés par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions, suivant les équivalences établies pour l'ensemble du pays.

Les rémunérations des secteurs transférés aux Provinces sont comprises dans l'enveloppe des rémunérations reprise dans la présente Loi.

Article 80 :

Un montant de **824.718.610.629 FC (*Huit cent vingt-quatre milliards sept cent dix-huit millions six cent dix mille six cent vingt-neuf Francs Congolais*)** est inscrit Budget au titre d'investissements du PDL de 145 territoires, tels que détaillés et répartis conformément aux états figurant à l'Annexe XIX de la présente Loi.

QUATRIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX BUDGETS ANNEXES ET AUX COMPTES SPECIAUX

Article 81 :

Les recettes des Budgets annexes, de même que leurs dépenses, sont évaluées à **962.258.869.270 FC *(Neuf cent soixante-deux milliards deux cent cinquante-huit millions huit cent soixante-neuf mille deux cent soixante-dix Francs congolais)***.

Les recettes des Budgets annexes sont constituées des actes générateurs des universités et instituts supérieurs, des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour ainsi que des organismes auxiliaires reclassés en Budgets annexes conformément à l'article 231 de la Loi relative aux finances publiques, tels que repris dans l'état figurant à l'Annexe XIII de la présente Loi.

Article 82 :

Les recettes des Comptes spéciaux sont arrêtées, en équilibre avec les dépenses correspondantes, à **4.404.212.750.090 FC *(Quatre mille quatre cent-quatre milliards deux cent-douze millions sept cent cinquante mille quatre-vingt-dix Francs congolais)***.

Elles concernent les comptes d'affectation spéciale repris à l'état figurant à l'Annexe XIV de la présente Loi.

Suite

CINQUIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 83 :

La perception des impôts, droits, taxes, redevances et autres revenus du Pouvoir central s'effectue conformément aux textes en vigueur et aux différentes modifications apportées dans la présente Loi.

Article 84 :

En attendant la mise en place effective des procédures et des modalités d'application des dispositions de la Loi relative aux finances publiques et du Règlement Général sur la Comptabilité Publique relatives à la fonction d'ordonnateur, et sans préjudice des dispositions reprises dans la présente Loi, le Ministre ayant le Budget dans ses attributions ou son délégué liquide, par un visa préalable, toute dépense engagée et jugée régulière, tandis que le Ministre ayant les Finances dans ses attributions ou son délégué assure l'ordonnancement.

Article 85 :

Pour un suivi efficient de l'exécution du Budget et une meilleure appréciation du plan d'engagement et du plan de trésorerie, le Ministre ayant les Finances dans ses attributions transmet journellement au Ministre ayant le Budget dans ses attributions, la situation des encaissements et des décaissements du Compte général et des sous comptes du Trésor public.

29/12

ANNEXE III : DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
1	**DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL**	**1 379 996 611 125**	**1 509 559 890 000**	**2 060 044 877 590**
11	Dette intérieure	979 560 000 000	1 004 559 890 000	1 200 000 000 000
12	Dette extérieure	400 436 611 125	505 000 000 000	860 044 877 590

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

29/11/12

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEXE IV : FRAIS FINANCIERS

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
2	**FRAIS FINANCIERS**	**331 360 527 218**	**1 175 430 359 538**	**907 805 020 891**
21	Intérêts sur la dette intérieure	222 050 824 560	1 012 430 359 537	654 380 357 669
22	Intérêts sur la dette extérieure	109 309 702 658	163 000 000 000	253 424 663 222

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

29/12

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE V : DEPENSES DE PERSONNEL

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
3	**DEPENSES DE PERSONNEL**	**10 695 060 945 322**	**12 097 393 895 076**	**14 033 001 735 967**
31	Traitement de base du personnel	5 437 974 203 510	6 612 693 650 735	7 855 947 129 572
32	Dépenses accessoires de personnel	5 257 086 741 812	5 484 700 244 341	6 177 054 606 395

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

29/12

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE VI : BIENS ET MATERIELS

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
4	**BIENS ET MATERIELS**	**767 629 836 683**	**794 399 075 784**	**804 730 824 412**
41	Fournitures et petits matériels	669 316 414 288	694 174 269 061	751 357 074 314
42	Matériaux de Construction, de Quincaillerie et Pièces de rechange pour équipements	22 658 388 499	22 644 947 144	9 338 742 793
44	Produits chimiques, fournitures énergétiques et semences	33 896 724 510	35 811 550 192	21 465 294 364
45	Matériels textiles et héraldiques	41 758 309 387	41 768 309 387	22 569 712 941

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

29/12

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEXE VII : DEPENSES DE PRESTATIONS

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
5	**DEPENSES DE PRESTATIONS**	**2 333 084 307 752**	**6 206 332 066 313**	**6 617 420 202 948**
51	Dépenses de Base	158 236 694 614	157 955 696 759	96 831 410 912
52	Publicité, Impression, Reproduction, Reliure et Conservation	111 176 956 382	122 602 645 430	110 223 118 956
53	Dépenses de Transport	113 640 771 757	111 266 209 511	91 658 837 606
54	Location Immobilière, d'équipements et de matériel	60 790 084 159	78 782 084 159	94 814 311 404
55	Entretien et réparations de matériel et d'équipement	42 572 501 161	42 093 189 020	14 870 619 620
56	Soins vétérinaires et de protection de l'environnement	1 024 211 580	1 024 211 580	846 620 844
57	Entretien, décoration et réparation d'ouvrages et d'édifices	5 682 386 150	5 653 751 712	2 349 113 082
58	Autres Services	1 839 960 701 949	5 686 954 278 143	6 205 826 170 524

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

29/12

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE VIII : TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
6	**TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT**	**8 623 492 652 389**	**6 985 125 749 004**	**8 533 757 915 245**
61	Subventions	381 051 003 541	131 051 003 541	223 433 256 237
62	Transferts	3 004 035 346 809	2 128 539 778 996	2 930 477 873 164
63	Interventions de l'Etat	4 649 132 838 721	4 446 435 893 149	5 039 487 313 251
64	Prestations sociales	589 273 463 319	279 099 073 318	340 359 472 593

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEXE IX : EQUIPEMENTS

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
7	**EQUIPEMENTS**	**13 915 447 038 390**	**11 589 478 887 732**	**10 804 187 584 269**
71	Equipements et Mobiliers	258 151 048 139	125 668 526 723	1 771 235 960 976
72	Equipement de Santé	315 011 063 023	146 480 558 322	2 920 123 823 479
73	Equipements éducatif, culturel et sportif	239 237 558 849	55 727 049 903	627 736 283 870
74	Equipements agro-sylvo pastoraux et industriels	1 618 062 144 684	739 090 716 590	1 819 260 198 593
75	Equipements de construction et de transport	332 737 001 066	69 270 419 198	149 408 810 459
76	Equipements de Communication	3 317 373 030	1 455 710 876	29 088 814 677
77	Equipements militaires	46 778 788 361	21 778 788 361	68 353 218 974
78	Equipements divers	11 102 152 061 238	10 430 007 117 759	3 418 980 473 242

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE X : CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
8	**CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE**	**8 753 611 437 389**	**5 391 885 392 467**	**5 208 331 411 778**
81	Acquisition de terrains	7 000 000 000	0	5 498 243 357
81	Acquisition de bâtiments	3 773 619 071	22 503 772 249	13 490 111 604
81	Acquisition des Immobilisations financières	0	0	0
82	Construction d'ouvrages et d'édifices	6 238 590 331 560	4 011 817 927 883	3 593 715 042 281
83	Réhabilitation, réfection et addition d'ouvrages et édifices	2 504 247 486 757	1 357 563 692 335	1 595 628 014 536

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE XI: REPARTITION DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL DU BUDGET 2026

N°	PROVINCE	TRANSFERT 40%					
		2025 (Initial)	TAUX (%)	2025 (Rectifié)	TAUX (%)	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	TAUX (%)
1	BAS UELE	199 621 953 558	2,10	137 813 787 215	2,10	161 585 360 018	2,10
2	EQUATEUR	194 869 049 905	2,05	134 532 506 569	2,05	157 738 089 544	2,05
3	HAUT KATANGA	965 790 022 938	10,16	666 756 227 674	10,16	781 765 360 858	10,16
4	HAUT LOMAMI	327 950 352 277	3,45	226 408 364 712	3,45	265 461 662 890	3,45
5	HAUT UELE	212 930 083 798	2,24	147 001 373 031	2,24	172 357 717 355	2,24
6	ITURI	241 447 505 736	2,54	166 689 056 919	2,54	195 441 340 215	2,54
7	KASAI	266 162 604 749	2,80	183 751 716 289	2,80	215 447 146 695	2,80
8	KASAI ORIENTAL	215 781 825 989	2,27	148 970 141 418	2,27	174 666 079 639	2,27
9	KONGO CENTRAL	780 426 780 345	8,21	538 786 282 400	8,21	631 721 812 266	8,21
10	KWANGO	304 185 833 997	3,20	210 001 961 473	3,20	246 225 310 507	3,20
11	KWILU	324 148 029 353	3,41	223 783 340 194	3,41	262 383 846 509	3,41
12	LOMAMI	210 078 341 603	2,21	145 032 604 641	2,21	170 049 355 068	2,21
13	LUALABA	394 491 003 463	4,15	272 346 293 784	4,15	319 323 449 562	4,15
14	KASAI CENTRAL	269 014 346 940	2,83	185 720 484 676	2,83	217 755 508 979	2,83
15	MAI NDOMBE	306 086 995 460	3,22	211 314 473 732	3,22	247 764 218 698	3,22
16	MANIEMA	306 086 995 460	3,22	211 314 473 732	3,22	247 764 218 698	3,22
17	MONGALA	199 621 953 558	2,10	137 813 787 215	2,10	161 585 360 018	2,10
18	NORD KIVU	487 647 915 125	5,13	336 659 394 484	5,13	394 729 950 905	5,13
19	NORD UBANGI	205 325 437 949	2,16	141 751 323 995	2,16	166 202 084 593	2,16
20	SANKURU	211 028 922 336	2,22	145 688 860 772	2,22	170 818 809 165	2,22
21	SUD KIVU	456 278 750 577	4,80	315 002 941 920	4,80	369 337 965 422	4,80
22	SUD UBANGI	200 572 534 292	2,11	138 470 043 346	2,11	162 354 814 115	2,11
23	TANGANYIKA	358 368 935 677	3,77	247 408 560 859	3,77	290 084 193 940	3,77
24	TSHOPO	274 717 831 327	2,89	189 658 021 454	2,89	222 372 233 550	2,89
25	TSHUAPA	189 165 565 516	1,99	130 594 969 790	1,99	153 121 364 971	1,99
26	KINSHASA	1 404 007 740 035	14,77	969 290 303 417	14,77	1 136 483 698 803	14,77
	TOTAL	**9 505 807 311 963**	**100,00**	**6 562 561 295 710**	**100,00**	**7 694 540 952 980**	**100,00**

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE XII: REPARTITION DU FONDS DE PEREQUATION DU BUDGET 2026

N°	PROVINCE	LOI DE FINANCES 2025				LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026			
		ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)	ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)	ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)
1	BAS UELE	199 621 953 558	2,10	128 103 052 618	5,39	137 813 787 215	2,10	81 332 087 717	5,39	161 585 360 018	2,10	40 139 572 228	5,39
2	EQUATEUR	194 869 049 905	2,05	131 227 517 314	5,52	134 532 506 569	2,05	83 315 797 173	5,52	157 738 089 544	2,05	41 118 586 185	5,52
3	HAUT KATANGA	965 790 022 938	10,16	26 477 993 159	1,11	666 756 227 674	10,16	16 810 766 162	1,11	781 765 360 858	10,16	8 296 565 126	1,11
4	HAUT LOMAMI	327 950 352 277	3,45	77 975 771 158	3,28	226 408 364 712	3,45	49 506 488 175	3,28	265 461 662 890	3,45	24 432 783 095	3,28
5	HAUT UELE	212 930 083 798	2,24	120 096 611 828	5,05	147 001 373 031	2,24	76 248 832 234	5,05	172 357 717 355	2,24	37 630 848 964	5,05
6	ITURI	241 447 505 736	2,54	105 911 972 635	4,46	166 689 056 919	2,54	67 243 064 647	4,46	195 441 340 215	2,54	33 186 260 503	4,46
7	KASAI	266 162 604 749	2,80	96 077 289 462	4,04	183 751 716 289	2,80	60 999 065 787	4,04	215 447 146 695	2,80	30 104 679 171	4,04
8	KASAI ORIENTAL	215 781 825 989	2,27	118 509 431 937	4,99	148 970 141 418	2,27	75 241 138 417	4,99	174 666 079 639	2,27	37 133 524 969	4,99
9	KONGO CENTRAL	780 426 780 345	8,21	32 766 919 671	1,38	538 786 282 400	8,21	20 803 579 075	1,38	631 721 812 266	8,21	10 267 125 661	1,38
10	KWANGO	304 185 833 997	3,20	84 067 628 279	3,54	210 001 961 473	3,20	53 374 182 564	3,54	246 225 310 507	3,20	26 341 594 275	3,54
11	KWILU	324 148 029 353	3,41	78 890 442 960	3,32	223 783 340 194	3,41	50 087 209 444	3,32	262 383 846 509	3,41	24 719 384 657	3,32
12	LOMAMI	210 078 341 603	2,21	121 726 882 578	5,12	145 032 604 641	2,21	77 283 884 256	5,12	170 049 355 068	2,21	38 141 674 968	5,12
13	LUALABA	394 491 003 463	4,15	64 823 231 445	2,73	272 346 293 784	4,15	41 155 996 194	2,73	319 323 449 562	4,15	20 311 590 766	2,73
14	KASAI CENTRAL	269 014 346 940	2,83	95 058 802 295	4,00	185 720 484 676	2,83	60 352 432 581	4,00	217 755 508 979	2,83	29 785 548 297	4,00
15	MAI NDOMBE	306 086 995 460	3,22	83 545 469 098	3,52	211 314 473 732	3,22	53 042 665 902	3,52	247 764 218 698	3,22	26 177 981 888	3,52
16	MANIEMA	306 086 995 460	3,22	83 545 469 098	3,52	211 314 473 732	3,22	53 042 665 902	3,52	247 764 218 698	3,22	26 177 981 888	3,52
17	MONGALA	199 621 953 558	2,10	128 103 052 618	5,39	137 813 787 215	2,10	81 332 087 717	5,39	161 585 360 018	2,10	40 139 572 228	5,39
18	NORD KIVU	487 647 915 125	5,13	52 439 846 100	2,21	336 659 394 484	5,13	33 293 837 077	2,21	394 729 950 905	5,13	16 431 403 836	2,21
19	NORD UBANGI	205 325 437 949	2,16	124 544 634 487	5,24	141 751 323 995	2,16	79 072 863 057	5,24	166 202 084 593	2,16	39 024 584 110	5,24
20	SANKURU	211 028 922 336	2,22	121 178 563 285	5,10	145 688 860 772	2,22	76 935 758 650	5,10	170 818 809 165	2,22	37 969 865 621	5,10
21	SUD KIVU	456 278 750 577	4,80	56 045 085 571	2,36	315 002 941 920	4,80	35 582 788 408	2,36	369 337 965 422	4,80	17 561 062 866	2,36
22	SUD UBANGI	200 572 534 292	2,11	127 495 929 144	5,36	138 470 043 346	2,11	80 946 627 585	5,36	162 354 814 115	2,11	39 949 337 289	5,36
23	TANGANYIKA	358 368 935 677	3,77	71 357 138 062	3,00	247 408 560 859	3,77	45 304 345 943	3,00	290 084 193 940	3,77	22 358 912 912	3,00
24	TSHOPO	274 717 831 327	2,89	93 085 263 148	3,92	189 658 021 454	2,89	59 099 440 902	3,92	222 372 233 550	2,89	29 167 163 211	3,92
25	TSHUAPA	189 165 565 516	1,99	135 184 125 877	5,69	130 594 969 790	1,99	85 827 831 259	5,69	153 121 364 971	1,99	42 358 342 552	5,69
26	KINSHASA	1 404 007 740 035	14,77	18 213 704 164	0,77	969 290 303 417	14,77	11 563 803 941	0,77	1 136 483 698 803	14,77	5 707 048 184	0,77
	TOTAL	**9 505 887 311 963**	**100,00**	**2 376 451 827 991**	**100,00**	**6 562 561 295 710**	**100,00**	**1 508 799 240 768**	**100,00**	**7 694 540 952 980**	**100,00**	**744 632 995 450**	**100,00**

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

ANNEXE XIII: SYNTHESE DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DU BUDGET 2026

N°	LIBELLE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
	RECETTES ATTENDUES	**903 004 745 024**	**903 004 745 024**	**962 258 869 270**
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	425 758 861 844	425 758 861 844	448 324 081 521
2	SANTE PUBLIQUE	322 345 000 000	322 345 000 000	339 429 285 000
3	BUDGETS ANNEXES RECLASSES	154 900 883 180	154 900 883 180	174 505 502 749
	DEPENSES ATTENDUES	**903 004 745 024**	**903 004 745 024**	**962 258 869 270**
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	425 758 861 844	425 758 861 844	448 324 081 521
2	SANTE PUBLIQUE	322 345 000 000	322 345 000 000	339 429 285 000
3	BUDGETS ANNEXES RECLASSES	154 900 883 180	154 900 883 180	174 505 502 749
	SOLDE	-	-	-

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

29/12

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE XIV: SYNTHESE DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU BUDGET 2026

N°	LIBELLE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2026	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
	RECETTES ATTENDUES	**3 850 853 568 850**	**4 039 184 094 684**	**4 404 212 750 090**
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER (FONER)	466 724 129 784	433 875 816 495	483 240 681 704
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)	1 767 703 820 460	1 767 703 820 460	1 833 826 771 099
3	REGIES DE VOIES AERIENNES (RVA)	108 115 873 919	108 115 873 919	112 997 910 697
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL (FPEN)	10 210 731 776	10 210 731 776	16 401 976 207
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL (FPC)	24 474 732 475	24 474 732 475	25 655 065 154
6	FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)	30 696 764 165	30 696 764 165	33 336 569 651
7	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME (FPT)	90 832 556 773	90 832 556 773	96 421 658 280
8	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	389 101 010 772	389 101 010 772	268 159 026 606
9	FONDS DE SOUTIEN ET DE DEVELOPPEMENT DES FARDC ET SERVICES DE SECURITE (FSD-FARDC)	296 974 084 921	296 974 084 921	574 331 185 469
10	FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT (FIPE)	61 005 973 893	61 005 973 993	75 167 604 290
11	FONDS NATIONAL DE REPARATION DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES (FONAREV)	605 013 889 912	605 013 889 812	632 333 652 898
12	FONDS D'INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES (FIS)		221 178 839 123	217 809 941 680
13	FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE UNIVERSEL (FDSU)			34 530 726 355
	DEPENSES ATTENDUES	**3 850 853 568 850**	**4 039 184 094 684**	**4 404 212 750 090**
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER (FONER)	466 724 129 784	433 875 816 495	483 240 681 704
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)	1 767 703 820 460	1 767 703 820 460	1 833 826 771 099
3	REGIES DE VOIES AERIENNES (RVA)	108 115 873 919	108 115 873 919	112 997 910 697
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL (FPEN)	10 210 731 776	10 210 731 776	16 401 976 207
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL (FPC)	24 474 732 475	24 474 732 475	25 655 065 154
6	FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)	30 696 764 165	30 696 764 165	33 336 569 651
7	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME (FPT)	90 832 556 773	90 832 556 773	96 421 658 280
8	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	389 101 010 772	389 101 010 772	268 159 026 606
9	FONDS DE SOUTIEN ET DE DEVELOPPEMENT DES FARDC ET SERVICES DE SECURITE (FSD-FARDC)	296 974 084 921	296 974 084 921	574 331 185 469
10	FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT (FIPE)	61 005 973 893	61 005 973 993	75 167 604 290
11	FONDS NATIONAL DE REPARATION DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES (FONAREV)	605 013 889 912	605 013 889 812	632 333 652 898
12	FONDS D'INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES (FIS)		221 178 839 123	217 809 941 680
13	FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE UNIVERSEL (FDSU)			34 530 726 355
	SOLDE	-	-	-

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026

Fait à Kinshasa, le 29 décembre2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEXE XV : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION

A) Taux de 5% Position tarifaire	
1. Vanille en poudre	0905.20.00
2. Farine de fèves de soja	1208.10.00
3. Glucose et sirop utilisés dans l'industrie Pharmaceutique	1702.30.10
4. Poudre de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	1805.00.00
5. Dolomie non calcinée ni frittée, dite « crue »	2518.20.00
6. Chaux vive	2522.10.00
Nitrate d'ammonium, même en solution aqueuse destiné à être utilisé comme engrais pour l'agriculture	3102.30.10
7. Autres préparations tensio-actives des types utilisées comme intrants par l'industrie locale	3402.90.11
8. Plaques, feuilles, bandes rubans, pellicules et autres formes plates, auto-adhésifs, en matières plastiques, même en rouleaux d'une largeur n'excédant pas 20 cm, des types utilisés par l'industrie locale pour la fabrication des collants (scotches)	3919.10.00
9. Papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crêpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles des types utilisé pour la fabrication des papiers hygiéniques	4803.10.00
10. Boîtes et caisses en papier ou carton ondulé	4819.10.00
Produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés, laminés à chaud, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur de 3 mm ou plus, mais inférieure à 4,75 mm	7208.26.00
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, laminés à chaud, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur inférieure à 3 mm	7208.27.00
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, laminés à chaud, non plaqués, ni revêtus d'une épaisseur de 3 mm ou plus, mais inférieure à 4,75 mm	7208.38.00
Produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés, laminés à chaud, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur inférieure à 3 mm	7208.39.00
Produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés, laminés froid, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur inférieure de 3 mm ou plus	7209.15.00
Produit laminés plats en fer ou en aciers non alliés, laminés froid, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur excédant 1 mm, mais inférieure à 3 mm	7209.16.00
Produit laminés plats en fer ou en aciers non alliés, laminés froid, non plaqués ni revêtus d'une épaisseur de 0.5 mm ou plus mais n'excédant pas 1mm.	7209.17.00
Produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés, plaqués ou revêtus, enroulés, destinés à la fabrication des tôles de toiture.	7210.90.10
Nickel non allié	7502.10.00
Plomb affiné	7801.10.00
Autre plomb non affiné, sous forme brute	7801.99.00
Débris de plomb	7802.00.10
Déchets de plomb	7802.00.20
Poussière de zinc	7903.10.00
Autres accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemples) en fonte, fer ou acier	7307.99.00
Autres feuilles et bandes minces en aluminium (même imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques ou supports similaires) d'une épaisseur n'excédant pas 0,2 mm (support non compris)	7607.19.00
B) Taux de 10% Position tarifaire	
1. Huile de palme brute	1511.10.00
2. Pâtes alimentaires non cuites ni farcies ni autrement préparées, contenant des œufs	1902.11.00
3. Autres pâtes alimentaires, non cuites ni farcies	1902.19.00

5. Dentifrices	3306.10.00
Préparations de dégraissage ou de nettoyage pour l'industrie à base de substances alcalines ou de solvants et d'émulsifiants.	3402.90.20
6. Ebauches de bouteilles	3923.30.10
7. Autres pneumatiques des types utilisés pour les voitures de tourisme (y compris les voitures du type break et les voitures de course) autres ceux qu'à base de caoutchouc neufs	4011.10.99
8. Autres pneumatiques des types utilisés pour motocycles base de caoutchouc synthétique	4011.40.11
10. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 à base de caoutchouc synthétiques	4011.99.91
11. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 autres que ceux à base de caoutchouc	4011.99.99
12. Pneumatiques rechapés ou usagés des types utilisés pour les voitures de types tourisme (y compris les voitures du types « break » et les voitures de course)	4012.11.00
13. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés Pour autobus ou camions	4012.12.00
14. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés pour véhicules aériens	4012.13.00
15. Autres pneumatiques rechapés ou usagés	4012.19.00
16. Autres pneumatiques usagés	4012.20.00
17. Autres (bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et "flaps"), en caoutchouc.	4012.90.00
Planches, plaques, panneaux, carreaux et articles similaires, non ornementés, revêtus ou renforcés de papier ou de carton.	6809.11.00
Autres planches, plaques, panneaux et articles similaires.	6809.19.00
Pointes et clous	7317.00.10
Serviettes hygiéniques	9619.00.10
C). Taux de 20% Position tarifaire	
1. Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraiches, réfrigérées ou congelées	02.01
2. Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées	02.02
3. Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraiches, Réfrigérées ou congelées	02.03
4. Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine fraiches, réfrigérées ou congelées	02.04
5. Œufs de volailles de l'espèce	0407.21.00
Nitrate d'ammonium, même en solution aqueuse, destiné à la fabrication des explosifs utilisés dans les carrières minières	3102.30.90
Nitrate d'ammonium en gel ou en granulés creux, destiné à l'industrie minière	3602.10.00
Explosifs préparés	3602.20.00
Liants préparés pour moules ou noyaux de fonderie; produits chimiques et préparations des industries connexes (y compris celles consistant en mélanges de produits naturels), non dénommés ni compris ailleurs	38.24
6. Autres papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crêpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles.	4803.00.90
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, laminés à froid, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur excédant 1 mm, mais inférieure à 3 mm	7209.26.00
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, laminés à froid, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur de 0,5 mm ou plus, mais n'excédant pas 1 mm	7209.27.00
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, plaqués ou revêtus (à l'exception des produits du n° 7210.90.10)	72.10
Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur de 4,75 mm ou plus.	7211.14.00
Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus d'une épaisseur inférieure à 4,75mm	7211.19.10
Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage Comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage ou ayant subi une torsion après laminage	7214.20.00
Profilés en L	7216.21.00
Autres tubes, tuyaux et profilés creux (soudés, rivés, agrafés ou à bords simplement rapprochés, par exemple), en fer ou en acier (toute la position, à l'exception des produits des n°s 7306.11.00 à 730629.00)	73.06

Boulets et articles similaires pour broyeurs	7326 11.00
Autres	7326 19.00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE XVI : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'EXPORTATION

CODE	DESIGNATION	UNITE		
55) 09.01	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange.			
	- Café non torréfié :			
	-Non décaféiné :			
	--- café vert Robusta, en fèves :			
11.11	---- W/S (Washed Supérieur)	kg	exempt	0
11.12	---- N/S (Natural Supérieur)	kg	exempt	0
11.13	---- W/M (Washed Moyen)	kg	exempt	0
11.14	---- N/M (Natural Moyen)	kg	exempt	0
11.15	---- W/I (Washed Inférieur)	kg	exempt	0
11.16	---- N/I (Natural Inférieur)	kg	exempt	0
11.17	---- C/M (Courant Moyen)	kg	exempt	0
11.18	---- C/I (Courant Inférieur)	kg	exempt	0
11.20	--- déchets et brisures de café vert Robusta	kg	exempt	0
	--- café vert Arabica, en fèves :			
11.31	---- K9 (Kivu 9)	kg	exempt	0
11.32	---- K3 (Kivu 3)	kg	exempt	0
11.33	---- K4 (Kivu 4)	kg	exempt	0
11.34	---- K5 (Kivu 5)	kg	exempt	0
11.35	---- K6 (Kivu 6)	kg	exempt	0
11.36	---- K7 (Kivu 7)	kg	exempt	0
11.37	---- K8 (Kivu 8)	kg	exempt	0
11.40	--- déchets et brisures de café vert Arabica	kg	exempt	0
56) 22.01	Eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazéifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées ; glace et neige			
10.00	- Eaux minérales et eaux gazéifiées	l	exempt	0%
	- Autres :			
90.10	-- autres eaux conditionnées pour la table	l	exempt	0%
90.20	-- glace et neige	l	exempt	0%
	-- autres, y compris l'eau douce :			
90.91	--- eau douce	l	5%	0%
90.99	--- autres	l	exempt	0%
57) 26.02	Minerais de manganèse et leurs concentrés, y compris les minerais de manganèse ferrugineux et leurs concentrés d'une teneur en manganèse de 20 % ou plus en poids, sur produit sec.			
00.10	- d'une teneur de 35 à 55 % en manganèse	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur supérieure ou égale à 56 % en manganèse	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
58) 26.03	Minerais de cuivre et leurs concentrés.			
	- concentrés simples de cuivre :			
00.11	-- d'une teneur de 16 à 20 % en cuivre	kg	10%	0%
00.12	-- d'une teneur de 21 à 25 % en cuivre	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 26 à 35 % en cuivre	kg	10%	0%
00.14	-- d'une teneur de 36 à 40 % en cuivre	kg	10%	0%
00.15	- d'une teneur de 41 à 45 % en cuivre	kg	10%	0%
00.16	-- d'une teneur de 45 % en cuivre ou plus	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-cobalt :			
00.21	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.22	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.23	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.24	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.29	-- autres	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-argent			
00.31	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 20 % en argent	kg	10%	0%

CODE	DESIGNATION	UNITE		
00.32	-- d'une teneur de 23 à 45 % en cuivre et de 0 à 20 % en cobalt	kg	10%	0%
00.39	-- autres	kg	10%	0%
59) 2604.00.00	**Minerais de nickel et leurs concentrés.**	kg	10%	0%
60) 26.05	**Minerais de cobalt et leurs concentrés.**			
	- concentrés simples de cobalt :			
00.10	-- d'une teneur de 0 à 7 % en cobalt	kg	10%	0%
00.20	-- d'une teneur de 8 à 10% en cobalt	kg	0,1	0%
00.30	-- d'une teneur de 11 à 13 % en cobalt	kg	10%	0%
00.40	-- d'une teneur de 14 à 16 % en cobalt	kg	0,1	0%
61) 2607.00.00	**Minerais de plomb et leurs concentrés.**	kg	10%	0%
62) 2608.00.00	**Minerais de zinc et leurs concentrés.**	kg	10%	0%
63) 26.09	**Minerais d'étain et leurs concentrés.**			
00.10	- d'une teneur de 55 à 65 % en étain	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur de 66 à 70 % en étain	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
64) 26.11	**Minerais de tungstène et leurs concentrés.**			
00.10	- provenant de gîtes primaires obtenus par broyage	kg	10%	0%
	- autres :			
00.91	-- d'une teneur de 55 à 65 % en oxyde de tungstène (oxyde de wolfram)	kg	10%	0%
00.92	-- d'une teneur de 66 à 70 % en oxyde de tungstène (oxyde de wolfram)	kg	10%	0%
00.99	-- autres	kg	10%	0%
65) 26.12	**Minerais d'uranium ou de thorium et leurs concentrés.**			
10.00	- Minerais d'uranium et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Minerais de thorium et leurs concentrés :			
20.10	-- monazite (terres rares)	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
66) 2614.00.00	**Minerais de titane et leurs concentrés.**	kg	10%	0%
67) 26.15	**Minerais de niobium, de tantale, de vanadium ou de zirconium et leurs concentrés.**			
10.00	- Minerais de zirconium et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- de niobium :			
90.11	--- d'une teneur de 55 à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.12	--- d'une teneur de 61 à 65 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- de tantale :			
90.21	--- d'une teneur de 20 à 25 % en tantale et supérieure ou égale à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.22	--- d'une teneur de 26 à 30 % en tantale et de 40 à 59 % en oxyde de niobium ou colombite	Kg	10%	0%
90.23	--- d'une teneur supérieure ou égale à 35 % en tantale et inférieure ou égale à 39 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.90	--- autres	kg	10%	0%
68) 26.16	**Minerais de métaux précieux et leurs concentrés.**			
10.00	- Minerais d'argent et leurs concentrés	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
69) 26.17	**Autres minerais et leurs concentrés.**			
10.00	- Minerais d'antimoine et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- Cassitérites :			
90.11	--- provenant de gîtes primaires obtenues par	kg		
	broyage		10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- Wolfram :			
90.21	--- provenant de gîtes primaires et obtenu par	kg		
	broyage		10%	0%

CODE	DESIGNATION	UNITE		
90.29	--- autres	kg	10%	0%
90.30	-- de bismuth	kg	10%	0%
90.40	kg		10%	0%
90.50	kg		10%	0%
90.60	kg		10%	0%
90.70			10%	0%
90.80	-- struverite	kg	10%	0%
	-- autres :			
90.91	--- résines rhénifères	kg	10%	0%
90.99	--- autres minerais	kg	10%	0%
70) 2619.00.00	**Scories, laitiers (*autres que le laitier granulé*),**	kg		
	battitures et autres déchets de la fabrication du fer ou de l'acier.		10%	
				0%
71) 26.20	**Scories, cendres et résidus (*autres que ceux provenant de la fabrication de la fonte, du fer ou de l'acier)* contenant des métaux, de l'arsenic ou leurs composés.**			
	- Contenant principalement du Zinc :			
11.00	-- Mattes de galvanisation	kg	10%	0%
19.00	-- Autres	kg	10%	0%
	- Contenant principalement du plomb :			
21.00	-- Boues d'essence au plomb et boues de composés antidétonants contenant du plomb	kg	10%	0%
29.00	-- Autres	kg	10%	0%
30.00	- Contenant principalement du cuivre	kg	10%	0%
40.00	- Contenant principalement de l'aluminium	kg	10%	0%
60.00	- Contenant de l'arsenic, du mercure, du thallium ou leurs mélanges, des types utilisés pour l'extraction de l'arsenic ou de ces métaux ou pour la fabrication de leurs composés chimiques	kg	10%	0%
	- Autres :			
91.00	-- Contenant de l'antimoine, du beryllium, du cadmium, du chrome ou leurs mélanges	kg	10%	0%
	-- Autres :			
99.10	--- contenant principalement de l'oxyde de tantale (tantalite)	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
72) 26.21	**Autres scories et cendres, y compris les cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux.**			
10.00	-Cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
73) 2709.00.00	**Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux.**	kg	5%	0%
74) 2716.00.00	**Énergie électrique.**	1000 kwh	5%	0%
75) 2817. 00.00	Oxyde de zinc et peroxyde de zinc		5%	0%
75) 28.22	**Oxydes et hydroxydes de cobalt; oxydes de cobalt du commerce.**			
	- hydroxydes de cobalt :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt	kg	10%	0%
00.12	-- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt	kg	10%	0%
00.14	-- d'une teneur supérieure ou égale à 41% en cobalt	kg	10%	0%
00.19	-- autres	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
76) 28.30	**Sulfures; polysulfures, de constitution chimique définie ou non.**			
10.00	- Sulfures de sodium	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- sulfure de denickelage :			
90.11	--- d'une teneur de 20 à 25% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.12	--- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%

CODE	DESIGNATION	UNITE		
90.13	--- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
90.90	-- autres	kg	10%	0%
77) 28.36	**Carbonates; peroxocarbonates (percarbonates); carbonate d'ammonium du commerce contenant du carbamate d'ammonium.**			
20.00	- Carbonate de disodium	kg	10%	0%
30.00	- Hydrogénocarbonate (bicarbonate) de Sodium	kg	10%	0%
40.00	- Carbonate de potassium	kg	10%	0%
50 ;00	- Carbonate de calcium	Kg	10%	0%
60.00	- Carbonate de baryum	kg	10%	0%
	- Autres :			
91.00	-- Carbonates de lithium	kg	10%	0%
92.00	-- Carbonate de strontium	kg	10%	0%
	-- Autres :			
	--- carbonate de cobalt :			
99.11	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 5 à 10% en cuivre	kg	10%	0%
99.12	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%
99.13	---- d'une teneur supérieure à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%
99.19	---- autres	kg	10%	0%
	---- Carbonate de cuivre			
99.21	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 1 à 2,5% en cobalt	kg	10%	0%
99.22	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.23	---- d'une teneur supérieure à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.29	--- autres	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
78) 44.03	**Bois bruts, même écorcés, désaubiérés ou équarris.**			
	-- Autres :			
	--- d'essences spécialement dénommées :			
99.11	---- benge/Mutenye (Guibourtiaamoldiama)	m^3	10%	0%
99.12	---- bubinga (Guibourtiademeusei)	m^3	10%	0%
99.13	---- khaya (Khayaanthotheca)	m^3	10%	0%
99.14	---- kotibe (Nesogordoniadewevrei)	m^3	10%	0%
99.15	---- lati (AmphimasPterocarpoides)	m^3	10%	0%
99.16	---- longhi (Gambeya africana)	m^3	10%	0%
99.17	---- mukulungu (AutranellaCongolensis)	m^3	10%	0%
99.18	---- padouk (Pterocarpussoyauxii)	m^3	10%	0%
99.19	---- wenge (MiletiaLaurentii)	m^3	10%	0%
99.20	--- d'essences non spécialement dénommées	m^3	10%	0%
	--- autres :			
99.91	---- bois écorcés	m^3	10%	0%
99.92	---- bois désaubiérés	m^3	10%	0%
99.93	---- bois équarris ou semi-équaris	m^3	10%	0%
99.94	---- rondins / grumes LM-B-BC	m^3	10%	0%
99.95	---- bois rabotés ou poncés	m^3	10%	0%
99.99	---- autres	m^3	10%	0%
79) 44.07	**Bois sciés ou désossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm.**			
	-- Autres :			
	--- sciés ou dédossés longitidinalement tranchés ou déroulés :			
29.11	---- sciages avivés d'une épaisseur inférieure à 50 mm	m^3	exempt	0%
29.12	---- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 50 et inférieure ou égale à 100 mm	m^3	exempt	0%
29.13	---- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 100 et inférieure ou égale à 150 mm	m^3	exempt	0%
29.19	---- autres	m^3	5%	0%
80) 71.02	**Diamants, même travaillés, mais non montés ni sertis.**			
	- Industriels :			

CODE	DESIGNATION	UNITE		
	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés :			
21.10	--- d'exploitation artisanale	carat	0,5%	0%
21.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%
	- Non industriels :			
	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés:			
31.10	--- d'exploitation artisanale	carat	0,5%	0%
31.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%
81) 71.06	**Argent (*y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné*), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.**			
	- Poudres :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
10.90	-- autres	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- Sous formes brutes :			
91.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
91.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
91.90	--- autres	kg	10%	0%
82) 71.08	**Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.**			
	- A usages non monétaires :			
	-- Poudres :			
	--- d'exploitation artisanale :			
11.11	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	0,5%	0%
11.12	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	0,5%	0%
11.19	---- autres	kg	0,5%	0%
	--- de production industrielle :			
11.21	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
11.22	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
11.29	---- autres	kg	3%	0%
	-- Sous autres formes brutes :			
	--- d'exploitation artisanale :			
12.11	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	0,5%	0%
12.12	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	0,5%	0%
12.19	---- autres	kg	0,5%	0%
	--- de production industrielle :			
12.21	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
12.22	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
12.29	---- autres	kg	3%	0%
83) 71.10	**Platine, sous formes brutes ou mi- ouvrées, ou en poudre.**			
	- Platine :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
11.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en platine	kg	10%	0%
11.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en platine	kg	10%	0%
11.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Palladium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
21.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en palladium	kg	10%	0%
21.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en palladium	kg	10%	0%
21.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Rhodium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
31.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en rhodium	kg	10%	0%
31.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en rhodium	kg	10%	0%
31.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Iridium, osmium et ruthénium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			

CODE	DESIGNATION	UNITE		
41.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.90	--- autres	kg	10%	0%
84) 72.04	**Déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); déchets lingotés en fer ou en acier.**			
	- Déchets et débris d'aciers alliés :			
21.00	-- D'aciers inoxydables	kg	5%	0%
29.00	-- Autres	kg	5%	0%
85) 72.24	**Autres aciers alliés en lingots ou autres formes primaires; demi-produits en autres aciers alliés.**			
10.00	- Lingots et autres formes primaires	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
86) 74.01	**Mattes de cuivre; cuivre de cément (précipité de cuivre).**			
	- mattes de cuivre :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 45% en cuivre	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 46 à 60% en cuivre	kg	5%	0%
00.13	-- d'une teneur de 61 à 80% en cuivre	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
87) 74.02	**Cuivre non affiné et alliages de cuivre sous forme brute**			
00.10	- Cuivre non affiné	kg	5% 0% 5% 0%	0%
00.90	- Cuivre blister kg		5%	
	- Cuivre noir kg			
	- Autres			
87) 74.03	**Cuivre affiné et alliages de cuivre sous forme brute.**			
	- Cuivre affiné :			
	-- Cathodes et sections de cathodes :			
11.10	--- cuivre électrolytique en plaques ou feuilles à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.20	--- cuivre électrolytique en cathodes (spot bleu) à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.30	--- cuivre en cathodes à raffiner, à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
	--- nodules et scraps :			
11.41	---- nodules d'une teneur de 90 à 99,9 % en cuivre	kg	10%	0%
11.42	---- scraps d'une teneur inférieure ou égale à 30 % en cuivre	kg	10%	0%
11.90	--- autre cuivre électrolytique à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
12.00	-- Barres à fil (wire-bars)	kg	10%	0%
13.00	-- Billettes	kg	10%	0%
	-- Autres :			
19.10	--- lingots ou lingots- bars à plus de 99,99 % de cuivre	kg	10%	0%
19.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Alliages de cuivre :			
21.00	-- A base de cuivre-zinc (laiton)	kg	10%	0%
22.00	-- A base de cuivre-étain (bronze)	kg	10%	0%
29.00	-- Autres alliages de cuivre (à l'exception des alliages mères du n° 74.05)	kg	10%	0%
88) 74.04	**Déchets et débris de cuivre.**			
00.10	- nodules d'une teneur inférieure à 99,85% en cuivre	kg	5%	0%
00.20	- scraps	kg	5%	0%
00.30	- déchets	kg	5%	0%
00.90	- autres	kg	5%	0%
89) 74.05	**Alliages mères de cuivre.**			
00.10	- alliage rouge d'une teneur inférieure ou égale à 80% en cuivre et inférieure ou égale à 7% en cobalt	kg	10%	0%
00.20	- alliage rouge d'une teneur de 81 à 90% en cuivre et inférieure ou égale à 5% en cobalt	kg	10%	0%
00.90	-autres	kg	10%	0%

CODE	DESIGNATION	UNITE		
90) 74.06	**Poudres et paillettes de cuivre.**			
10.00	- Poudres à structure non lamellaire	kg	10%	0%
20.00	- Poudres à structure lamellaire; paillettes	kg	10%	0%
91) 75.02	**Nickel sous forme brute.**			
	- Nickel non allié :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en nickel	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en nickel	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de nickel	kg	5%	0%
92) 78.01	**Plomb sous forme brute.**			
	- Plomb affiné :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
	- Autres :			
91.00	-- contenant de l'antimoine comme autre élément prédominant en poids	kg	5%	0%
99.00	-- Autres	kg	5%	0%
93) 78.02	**Déchets et débris de plomb.**			
	- débris :			
00.11	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
	- déchets :			
00.21	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.22	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.29	-- autres	kg	5%	0%
94) 78.04	**Tables, feuilles et bandes, en plomb; poudres et paillettes de plomb.**			
	- Poudres et paillettes			
20.10	-- d'une teneur inférieure ou égale à 30% en plomb	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
95) 79.01	**Zinc sous forme brute.**			
	- Zinc non allié :			
11.00	-- Contenant en poids 99,99 % ou plus de zinc	kg	5%	0%
12.00	-- Contenant en poids moins de 99,99 % de zinc	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de zinc	kg	5%	0%
96) 79.03	**Poussières, poudres et paillettes, de zinc.**			
	- poussières de zinc :			
10.10	-- d'une teneur de 69 à 80% en zinc	kg	10%	0%
10.20	-- d'une teneur de 79 à 90% en zinc	kg	10%	0%
10.30	-- d'une teneur de 30 à 40% en zinc et de 20 à 30% en plomb	kg	10%	0%
10.40	-- d'une teneur de 41 à 50% en zinc et inférieure ou égale à 10% en plomb	kg	10%	0%
10.90	-- autres	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
97) 80.01	**Etain sous forme brute.**			
10.00	- Etain non allié	kg	10%	0%
20.00	- Alliages d'étain	kg	10%	0%
98) 8002.00.00	**Déchets et débris d'étain.**	kg	10%	0%
99) 81.05	**Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt et ouvrages en cobalt, y compris les déchets et débris.**			
	- Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres :			
	-- mattes de cobalt :			
20.11	--- mattes de cobalt-fer d'une teneur inférieure ou égale à 30% en cobalt	kg	10%	0%
20.12	--- mattes de cobalt-nickel d'une teneur de 10 à 20% en cobalt, de 20 à 40 % en cuivre et de 5 à 10 % en nickel	kg	10%	0%
20.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- cobalt séparateur magnétique :			

CODE	DESIGNATION	UNITE		
20.21	--- d'une teneur de 55 à 60% en cobalt	kg	10%	0%
20.22	--- d'une teneur de 61 à 65% en cobalt	kg	10%	0%
20.29	--- autres	kg	10%	0%
20.90	---- mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres	kg	10%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
	- Autres : en cobalt			
90.10	-- cobalt électrolytique en cathodes brisées d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
90.20	-- cobalt en granulés d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 %	kg	10%	0%
90.30	-- cobalt cathodique d'une teneur inférieure à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
	-- alliages blancs en lingots, en granulés ou en poudre:			
90.41	--- d'une teneur de 20 à 30 % en cobalt et de 21 à 25% en cuivre	kg	10%	0%
90.42	--- d'une teneur de 21 à 30 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.43	--- d'une teneur de 31 à 40 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.49	--- autres	kg	10%	0%
	-- alliages cobalt-nickel en lingots, en granulés ou en poudre:			
90.51	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.52	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 16 à 25% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.53	--- d'une teneur de 41 à 50 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.59	--- autres	kg	10%	0%
	-- cobalt autrement présenté :			
90.91	--- d'une teneur inférieure ou égale à 90 % en cobalt	kg	10%	0%
90.92	--- d'une teneur de 91 à 95% en cobalt	kg	10%	0%
90.93	--- d'une teneur de 96 à 99% en cobalt	kg	10%	0%
90.99	--- autres	kg	10%	0%
100) 8106.00.00	**Bismuth et ouvrages en bismuth, y compris les déchets et débris.**	kg	5%	0%
101)81.07	**Cadmium et ouvrages en cadmium, y compris les déchets et débris.**			
	- Cadmium sous forme brute; poudres :			
20.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en cadmium	kg	10%	0%
20.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en cadmium	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
102) 81.08	**Titane et ouvrages en titane, y compris les déchets et débris.**			
20.00	- Titane sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
103) 81.09	**Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris.**			
20.00	- Zirconium sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
104) 81.12	**Béryllium, chrome, germanium, vanadium, gallium, hafnium (celtium), indium, niobium (columbium), rhénium et thallium, ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris.**			
	- Béryllium :			
12.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
13.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
19.00	--Autres	kg	10%	0%
	- Chrome :			
21.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
22.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
29.00	-- Autres	kg	10%	0%
	- Thallium :			

CODE	DESIGNATION	UNITE		
	-- Autres:			
51.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
52.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
59.00	-- Autres	kg	5%	0%
	- Autres :			
	--- sous forme brute; déchets et débris; poudres :			
92.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
92.20	--- d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
92.90	--- autres	kg	5%	0%
	-- Autres :			
99.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
99.20	--- d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
99.90	--- autres	kg	5%	0%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEXE XVII : MODIFICATION DU TARIF DES DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
2930.10.00	**Thiocomposés organiques.** - 2-(N,N-Diméthylamino) éthanethiol	5%
2932.96.00	**Composés hétérocycliques à hétéroatome(s) d'oxygène exclusivement.** -- Carbofurane (ISO)	5%
2934.92.00	**Acides nucléiques et leurs sels, de constitution chimique définie ou non; autres composés hétérocycliques.** **-- Autres fentanyls et leurs derives**	**5%**
3911.20.00	**Résines de pétrole, résines de coumarone-indène, polyterpènes, polysulfures, polysulfones et autres produits mentionnés dans la Note3 du présent Chapitre, non dénommés ni compris ailleurs, sous formes primaires.** - Poly (1,3-phénylène méthylphosphonate)	5%
8106 10.00 90.00	**Bismuth et ouvrages en bismuth, y compris les déchets et débris** - Contenant plus de 99,99 % en poids de bismuth - Autres	5%
8109 21.00 29.00 31.00 39.00	**Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris.** - Zirconium sous forme brute; poudres : -- Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium -- Autres - Déchets et débris : -- Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium -- Autres	5%
8112 31.00 41.00	**Béryllium, chrome, hafnium (celtium), rhénium, thallium, cadmium, germanium, vanadium, gallium, indium et niobium (columbium), ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris.** - Hafnium (celtium) : -- Sous forme brute; déchets et débris; poudres - Rhénium : -- Sous forme brute; déchets et débris; poudres - Cadmium : -- Déchets et débris	5%

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
61.00		
8428.70.00	**Autres machines et appareils de levage, de chargement, de déchargement ou de manutention (ascenseurs, escaliers mécaniques, transporteurs, téléphériques, par exemple).**	5%
8462	**Machines (y compris les presses) à forger ou à estamper, moutons, marteaux-pilons et martinets pour le travail des métaux (à l'exclusion des laminoirs); machines (y compris les presses, les lignes de refendage et les lignes de découpe à longueur) à rouler, cintrer, plier, dresser, planer, cisailler, poinçonner, gruger ou à grignoter les métaux (à l'exclusion des bancs à étirer); presses pour le travail des métaux ou des carbures métalliques, autres que celles visées ci-dessus.**	5%
	- Machines pour le travail à chaud (y compris les presses) à forger par matriçage ou à forgeage libre ou à estamper, moutons, marteaux-pilons et martinets :	
	-- Machine pour le forgeage à matrice fermée	
	- Machines (y compris les presses plieuses) à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, pour produits plats :	
	-- Machines de formage des profilés	
	-- Presses plieuses, à commande numérique	
	-- Presses à panneaux, à commande numérique	
	-- Machines à profiler à galets, à commande numérique	
	-- Autres machines à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, à commande numérique.	
11.00	- Lignes de refendage, lignes de découpe à longueur et autres machines (à l'exclusion des presses) à cisailler, autres que les machines combinées à poinçonner et à cisailler, pour produits plats :	
19.00	-- Lignes de refendage et lignes de découpe à longueur	
	-- Machines à cisailler, à commande numérique	
	- Machines (à l'exclusion des presses) à poinçonner, à gruger ou à grignoter, pour produits plats, y compris les machines combinées à poinçonner et à cisailler :	
22.00	-- A commande numérique	
23.00	- Machines pour travailler les tubes, tuyaux, profilés creux, profilés et barres (à l'exclusion des presses):	
24.00	-- A commande numérique	
25.00	-- Autres	
26.00	- Presses à froid à métaux :	
	-- Presses hydrauliques	
	-- Presses mécaniques	
	-- Servopresses	

29/12/15

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
	-- Autres	
32.00	- Autres	
33.00		
42.00		
51.00		
59.00		
61.00		
62.00		
63.00		
69.00		
90.00		
	Machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent Chapitre.	5%
8479.83.00	-- Presses isostatiques à froid	
8485	**Machines pour la fabrication additive.**	
10.00	- Par dépôt métallique	
20.00	- Par dépôt de matières plastiques ou de caoutchouc	5%
30.00	- Par dépôt de plâtre, de ciment, de céramique ou de verre	
80.00	- Autres	
90.00	- Parties	
8514	**Fours électriques industriels ou de laboratoires, y compris ceux fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques; autres appareils industriels ou de laboratoires pour le traitement thermique des matières par induction ou par pertes diélectriques.**	5%
	- Fours à résistance (à chauffage indirect) :	
	-- Presses isostatiques à chaud	
	-- Autres	
	- Autres fours :	
11.00	-- Fours à faisceau d'électrons	
19.00	-- Fours à plasma et fours à arc sous vide	
	-- Autres	
31.00		
32.00		
39.00		

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
8525	**Appareils d'émission pour la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision; appareils photographiques numériques et caméscopes.**	5%
	- Caméras de télévision, appareils photographiques numériques et caméscopes :	
	-- Ultrarapides, mentionnés dans la Note 1 de sous-positions du présent Chapitre	
	-- Autres, résistants aux rayonnements, mentionnés dans la Note 2 de sous-positions du présent Chapitre	
	-- Autres, à vision nocturne, mentionnés dans la Note 3 de sous-positions du présent Chapitre	
	-- Autres	
81.00		
82.00		
83.00		
89.00		
8543.40.00	5%	
8701	**Tracteurs (à l'exclusion des chariots-tracteurs du n° 87.09).**	5%
	- Tracteurs routiers pour semi- remorques :	
21.00	-- Uniquement à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi- diesel)	
	-- Equipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) et d'un moteur électrique	
22.00	-- Equipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par étincelles et d'un moteur électrique	
	-- Uniquement à moteur électrique pour la propulsion	
23.00	-- Autres	
24.00		
29.00		
8704	**Véhicules automobiles pour le transport de marchandises.**	
	- Autres, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) et d'un moteur électrique :	
	-- D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes	
41.00	-- D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes mais n'excédant pas 20 tonnes	

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
42.00	-- D'un poids en charge maximal excédant 20 tonnes	5%
	- Autres, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par étincelles et d'un moteur électrique :	
43.00	-- D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes	
	-- D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes	
	- Autres, uniquement à moteur électrique pour la propulsion	
51.00	- Autres	
52.00		
60.00		
90.00		
8806	**Véhicules aériens sans pilote.**	5%
10.00	- Conçus pour le transport de passagers	
	- Autres, conçus uniquement pour être téléguidés :	
	-- D'un poids maximal au décollage n'excédant pas 250 g	
21.00	-- D'un poids maximal au décollage excédant 250 g mais n'excédant pas 7 kg	
22.00	-- D'un poids maximal au décollage excédant 7 kg mais n'excédant pas 25 kg	
23.00	-- D'un poids maximal au décollage excédant 25 kg mais n'excédant pas 150 kg	
24.00	-- Autres	
	- Autres :	
29.00	-- D'un poids maximal au décollage n'excédant pas 250 g	
91.00	-- D'un poids maximal au décollage excédant 250 g mais n'excédant pas 7 kg	
92.00	-- D'un poids maximal au décollage excédant 7 kg mais n'excédant pas 25 kg	
93.00	-- D'un poids maximal au décollage excédant 25 kg mais n'excédant pas 150 kg	
94.00	-- Autres	
99.00		
8807	**Parties des appareils des n°s 88.01, 88.02 ou 88.06.**	5%
10.00	- Hélices et rotors, et leurs parties	
20.00	- Trains d'atterrissage et leurs parties	
30.00	- Autres parties d'avions, d'hélicoptères ou de véhicules aériens sans pilote	
90.00	- Autres	
9027	**Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques (polarimètres, refractomètres, spectromètres, analyseurs de gaz ou de fumées, par exemple); instruments et appareils pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou similaires ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques (y compris les indicateurs de temps de pose); microtomes.**	

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
81.00 89.00	- Autres instruments et appareils : -- Spectromètres de masse -- Autres	5%
309 10.00 90.00	**Farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de poisson, crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques, propres à l'alimentation humaine.** - De poisson - Autres	10%
1515.60.00	**Autres graisses et huiles végétales ou d'origine microbienne (y compris l'huile de jojoba) et leurs fractions, fixes, même raffinées, mais non chimiquement modifiées.** - Graisses et huiles d'origine microbienne et leurs fractions	10%
3006.93.00	**Préparations et articles pharmaceutiques** -- Placebos et trousses pour essais cliniques masqués (ou à double insu), destinés à un essai clinique reconnu, présentés sous forme de doses	10%
3204.18.00	**Matières colorantes organiques synthétiques, même de constitution chimique définie; préparations visées à la Note 3 du présent Chapitre, à base de matières colorantes organiques synthétiques; produits organiques synthétiques des types utilisés comme agents d'avivage fluorescents ou comme luminophores, même de constitution chimique définie.** -- Matières colorantes caroténoïdes et préparations à base de ces matières	10%
3816.00.00	**Ciments, mortiers, bétons et compositions similaires réfractaires y compris les pisés de dolomie, autres que les produits du n° 38.01.**	10%
3822.11.00	**Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même sur un support, même présentés sous forme de trousses, autres que ceux du n° 30.06; matériaux de référence certifiés.** -- Pour le paludisme	10%

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
3824.89.00	**Liants préparés pour moules ou noyaux de fonderie; produits chimiques et préparations des industries connexes (y compris celles consistant en mélanges de produits naturels), non dénommés ni compris ailleurs.** -- Contenant des paraffines chlorées à chaine courte	10%
4402.20.00	**Charbon de bois (y compris le charbon de coques ou de noix), même aggloméré.** - De coques ou de noix	10%
81.03 91.00 99.00	**Tantale et ouvrages en tantale, y compris les déchets et débris.** - Autres : -- Creusets -- Autres	10%
8109 91.00 99.00	**Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris.** - Autres : -- Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium -- Autres	10%
8112 39.00 49.00 69.00	**Béryllium, chrome, hafnium (celtium), rhénium, thallium, cadmium, germanium, vanadium, gallium, indium et niobium (columbium), ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris.** - Hafnium (celtium) : -- Autres - Rhénium : -- Autres - Cadmium : -- Autres	10%
8419	**Appareils, dispositifs ou équipements de laboratoire, même chauffés électriquement (à l'exclusion des fours et autres appareils du n° 85.14), pour le traitement de matières par des opérations impliquant un changement de température telles que le chauffage, la cuisson, la torréfaction, la distillation, la rectification, la stérilisation, la pasteurisation, l'étuvage, le séchage, l'évaporation, la vaporisation, la condensation ou le refroidissement, autres que les appareils domestiques; chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation.** - Chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation :	

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
12.00 33.00 34.00 35.00	-- Chauffe-eau solaires - Séchoirs : -- Appareils de lyophilisation, appareils de cryodessiccation et séchoirs à pulvérisation -- Autres, pour produits agricoles -- Autres, pour le bois, la pâte à papier, le papier ou le carton	10%
8421.32.00	**Centrifugeuses, y compris les essoreusescentrifuges; appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz.** - Appareils pour la filtration ou l'épuration des gaz : -- Convertisseurs catalytiques et filtres à particules, même combinés, pour l'épuration ou la filtration des gaz d'échappement des moteurs à allumage par étincelles ou par compression.	10%
8517	**Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil; autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils pour la communication dans un réseau filaire ou sans fil (tel qu'un réseau local ou étendu), autres que ceux des n°s 84.43, 85.25, 85.27 ou 85.28.** - Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil : -- Téléphones intelligents -- Autres téléphones pour réseaux cellulaires ou autres réseaux sans fil - Parties : -- Antennes et réflecteurs d'antennes de tous types; parties reconnaissables comme étant utilisées conjointement avec ces articles -- Autres	10%

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
13.00 14.00 71.00 79.00		
8539	**Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits « phares et projecteurs scellés » et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc; sources lumineuses à diodes émettrices de lumière (LED).** - Sources lumineuses à diodes émettrices de lumière (LED): -- Modules à diodes émettrices de lumière (LED) -- Lampes et tubes à diodes émettrices de lumière (LED)	10%
51.00 52.00		
8541	**Dispositifs à semi-conducteur (par exemple, diodes, transistors, transducteurs à semi-conducteur); dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière (LED), même assemblées avec d'autres diodes émettrices de lumière (LED); cristaux piézo-électriques montés.** - Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière (LED) : -- Diodes émettrices de lumière (LED) -- Cellules photovoltaïques non assemblées en modules ni constituées en panneaux -- Cellules photovoltaïques assemblées en modules ou constituées en panneaux -- Autres - Autres dispositifs à semi-conducteur : -- Transducteurs à semi-conducteur -- Autres	10%
41.00 42.00 43.00 49.00 51.00		

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
59.00		
8708.22.00	**Parties et accessoires des véhicules automobiles des n°s 87.01 à 87.05.** - Autres parties et accessoires de carrosseries (y compris les cabines) : -- Pare-brises, vitres arrières et autres glaces visés à la Note 1 de sous-positions du présent Chapitre	10%
24.04.	**Produits contenant du tabac, du tabac reconstitué, de la nicotine ou des succédanés de tabac ou de nicotine, destinés à une inhalation sans combustion; autres produits contenant de la nicotine, destinés à l'absorption de la nicotine dans le corps humain.**	20%
36.03 10.00 20.00 30.00 40.00 50.00 60.00	**Mèches de sûreté; cordeaux détonants; amorces et capsules fulminantes; allumeurs; détonateurs électriques.** - Mèches de sûreté - Cordeaux détonants - Amorces fulminantes - Capsules fulminantes - Allumeurs - Détonateurs électriques	20%
4401 32.00 41.00 49.00	**Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires; bois en plaquettes ou en particules; sciures, déchets et débris de bois, même agglomérés sous forme de bûches, briquettes, granulés ou sous formes similaires.** -- Briquettes de bois -- Sciures -- Autres	20%
4407 13.00 14.00 23.00	**Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm.** -- De E-P-S (*épicea (Picéa spp.), pin (Pinus spp.) et sapin (Abies spp.)*) -- De Hem-fir *(hemlock de l'Ouest (Tsuga heterophylla)* et sapin *(Abies spp.))* -- Teak	20%
4412 41.00	**Bois contre-plaqués, bois plaqués et bois stratifiés similaires.** - Bois de placage stratifié (lamibois (LVL)) : -- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux	

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
42.00	-- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères	20%
49.00	-- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois de conifères	
	- A âme panneautée, lattée ou lamellée :	
51.00	-- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux	
52.00	-- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères	
59.00	-- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois de conifères	
	- Autres :	
91.00	-- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux	
92.00	-- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères	
99.00	-- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois autres que de conifères	
4414	**Cadres en bois pour tableaux, photographies, miroirs ou objets similaires.**	20%
	- En bois tropicaux	
10.00	- Autres	
90.00		
4418	**Ouvrages de menuiserie et pièces de charpente pour construction, y compris les panneaux cellulaires, les panneaux assemblés pour revêtement de sol et les bardeaux («shingles» et «shakes»), en bois.**	20%
	- Fenêtres, portes-fenêtres et leurs cadres et chambranles :	
	-- En bois tropicaux	
11.00	-- Autres	
19.00	- Portes et leurs cadres, chambranles et seuils :	
	-- En bois tropicaux	
21.00	-- Autres	
29.00	- Poteaux et poutres autres que les produits des n°s 4418.81 à 4418.89	
30.00	- Bois d'ingénierie structural :	20%
	-- Bois lamellé-collé (BLC)	
81.00	-- Bois lamellé croisé (CLT ou X-lam)	
82.00	-- Poutres en I	
83.00	-- Autres	
	- Autres :	
89.00	-- Panneaux cellulaires en bois	
92.00		
4419.20.00	**Articles en bois pour la table ou la cuisine.** - En bois tropicaux	20%

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
4420	**Bois marquetés et bois incrustés; coffrets, écrins et étuis pour bijouterie ou orfèvrerie, et ouvrages similaires, en bois; statuettes et autres objets d'ornement, en bois; articles d'ameublement en bois ne relevant pas du Chapitre 94.**	
	- Statuettes et autres objets d'ornement :	20%
	-- En bois tropicaux	
	-- Autres	
11.00		
19.00		
4421.20.00	**Autres ouvrages en bois.** - Cercueils	20%
5703	**Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles (y compris le gazon), touffetés, même confectionnés.**	
	- De nylon ou d'autres polyamides :	
	-- Gazon	
21.00	-- Autres	20%
	- D'autres matières textiles synthétiques ou de matières textiles artificielles :	
29.00	-- Gazon	
31.00	-- Autres	
39.00		
5802.10.00	**Tissus bouclés du genre éponge, autres que les articles du n° 58.06; surfaces textiles touffetées, autres que les produits du n° 57.03.** - Tissus bouclés du genre éponge, en coton	20%
6815	**Ouvrages en pierres ou en autres matières minérales (y compris les fibres de carbone, les ouvrages en ces matières et en tourbe), non dénommés ni compris ailleurs.**	
	- Fibres de carbone; ouvrages en fibres de carbone pour usages autres qu'électriques; autres ouvrages en graphite ou autre carbone pour usages autres qu'électriques :	
	-- Fibres de carbone	20%
	-- Textiles en fibres de carbone	
	-- Autres ouvrages en fibres de carbone	
	-- Autres	
11.00		
12.00		
13.00		
19.00		
7019	**Fibres de verre (y compris la laine de verre) et ouvrages en ces matières (fils, stratifils (rovings), tissus, par exemple).**	

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
	- Etoffes liées mécaniquement :	
	-- Tissus de stratifils (rovings) à maille fermée	
61.00	-- Autres étoffes de stratifils (rovings) à maille fermée	20%
62.00	-- Tissus de fils à maille fermée, à armure toile non enduits ni stratifiés	
63.00	-- Tissus de fils à maille fermée, à armure toile, enduits ou stratifiés	
64.00	-- Tissus à maille ouverte d'une largeur n'excédant pas 30 cm	
65.00	-- Tissus à maille ouverte d'une largeur excédant 30 cm	
66.00	-- Autres	
69.00	- Etoffes liées chimiquement :	
	-- Voilles (fines couches)	20%
71.00	-- Autres étoffes à maille fermée	
72.00	-- Autres étoffes à maille ouverte	
73.00	- Laine de verre et ouvrages en ces matières	
80.00		
7104	**Pierres synthétiques ou reconstituées, même travaillées ou assorties mais non enfilées ni montées ni serties; pierres synthétiques ou reconstituées non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport.**	
	- Autres, brutes ou simplement sciées ou dégrossies :	
	-- Diamants	
	-- Autres	20%
	- Autres :	
21.00	-- Diamants	
29.00	-- Autres	
91.00		
99.00		
7419	**Autres ouvrages en cuivre.**	
20.00	- Coulés, moulés, estampés ou forgés, mais non autrement travaillés	20%
80.00	- Autres	
	Pompes à air ou à vide, compresseurs d'air ou d'autres gaz et ventilateurs; hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, même filtrantes; enceintes de sécurité biologique étanches aux gaz, même filtrantes.	20%
	- Enceintes de securité biologique étanches aux gaz	
8414.70.00		
8524	**Modules d'affichage à écran plat, même comprenant des écrans tactiles.**	
	- Sans pilotes ni circuits de commande :	
	-- A cristaux liquids	

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
11.00	-- A diodes émettrices de lumière organiques (OLED)	
12.00	-- Autres	20%
19.00	- Autres :	
	-- A cristaux liquids	
91.00	-- A diodes émettrices de lumière organiques (OLED)	
92.00	-- Autres	
99.00		
8549	**Déchets et débris électriques et électroniques.**	
	- Déchets et débris de piles, de batteries de piles et d'accumulateurs électriques ; piles et batteries de piles électriques hors d'usage et accumulateurs électriques hors d'usage :	
	-- Déchets et débris d'accumulateurs au plomb et à l'acide; accumulateurs au plomb et à l'acide hors d'usage	
	-- Autres, contenant du plomb, du cadmium ou du mercure	
11.00	-- Triés par type de composant chimique et ne contenant ni plomb, ni cadmium ni mercure	
	-- En vrac et ne contenant ni plomb, ni cadmium ni mercure	
12.00	-- Autres	
13.00	- Des types utilisés principalement pour la récupération des métaux précieux :	
	-- Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs à mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB)	
14.00	-- Autres	20%
19.00	- Autres assemblages électriques et électroniques et les cartes de circuits imprimés :	
	-- Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs à mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB)	
	-- Autres	
21.00	- Autres :	
	-- Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs au mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB)	
	-- Autres	

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
29.00 31.00 39.00 91.00 99.00		20%
9004 20.00 40.00	**Sommiers ; articles de literie et articles similaires (matelas, couvre-pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) comportant des ressorts ou bien rembourrés ou garnis intérieurement de toutes matières, y compris ceux en caoutchouc alvéolaire ou en matières plastiques alvéolaires, recouverts ou non.** - Matelas : - Couvre-pieds, couvre-lits, édredons et couettes	20%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
RESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE XVIII : TAUX APPLICABLES AUX MARCHANDISES ET SERVICES VISES A L'ARTICLE 3 DE L'ORDONNANCE-LOI N°18/002 DU 13 MARS 2018 PORTANT CODE DES ACCISES

DESIGNATION DES PRODUITS	ESPECES	TAUX D'IMPOSITION		TAUX D'IMPOSITION	
		DA/AD VALOREM		DA/AD VALOREM	
		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025		LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
ACIDE SULFURIQUE, OLEUM	ACIDE SULFURIQUE, OLEUM	20%	28.07	20%	28.07
ALCOOLS ET BOISSONS					
ALCOOLS	alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80° vol ou plus, à usage médical ;	5%	2207.20.11	5%	2207.20.11
	alcool éthylique dénaturé de tous titres, à l'exception de l'alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80° vol ou plus à usage médical ;	10%	2207.20.12	10%	2207.20.12
	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80°vol ou plus à tous usages industriels	10%	2207.20.10	10%	2207.20.10
	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80° vol ;	10%	2208.90.10	10%	2208.90.10
	alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	10%	29.05	10%	29.05
	eaux – de – vie dénaturées de tous titres;	80%	2207.20.22 ; 2207.20.29	80%	2207.20.22 ; 2207.20.29
BOISSONS		DA/AD VALOREM		DA/AD VALOREM	
	BIERES				
	bières de malt d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant moins de 6°	30%	2203.00.10	30%	2203.00.10
	bières de malt d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant 6° et plus.	35%	2203.00.90	35%	2203.00.90
	autres boissons dont le titre alcoométrique volumique n'excède pas 0,5° vol. Bières sans alcools ;	15%	2202.99.93	15%	2202.99.93
	Bières sans alcool	15%	2202.91.00	15%	2202.91.00
	AUTRES BOISSONS FERMENTEES OU NON.				
	autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple) dont le titre alcoométrique volumique excède 0,5 % vol ;	45%	2206.00.10	45%	2206.00.10
	mélanges de boissons fermentées ;	45%	2206.00.20	45%	2206.00.20
	mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques ;	45%	2206.00.30	45%	2206.00.30
	moûts de raisin fermentés ou non avec addition d'alcool ;	45%	2204.21.20	45%	2204.21.20
	vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques ;	45%	22.05	45%	22.05
	vins de raisins, y compris les vins enrichis en alcool.	45%	22.04	45%	22.04
	BOISSOINS ALCOOLISEES ET DISTILLEES OU SPIRITUEUSES				
	eaux – de – vie, liqueurs, whisky et autres boissons spiritueuses ;	80%	22.08	80%	22.08
	BOISSONS ENERGISSANTES	15%		15%	
	EAUX MINERALES				
	eaux minérales naturelles ou artificielles, traitées et/ou conditionnées, gazéifiées ou non.	5%	2201.10.11 ; 2201.10.20 ; 2201.10.30	5%	2201.10.11 ; 2201.10.20 ; 2201.10.30
	Eaux de table et autres eaux conditionnées pour la table	5%	2201.90.10	1%	2201.90.10
	LIMONADES, JUS ET AUTRES BOISSONS NON ALCOOLIQUES				
	boissons à base de jus de fruits ou de légumes, limonades et autres boissons sucrées, aromatisées ou non	10%	2202.99.10 ; 2202.99.21 ; 2202.99.22	10%	2202.99.10 ; 2202.99.21 ; 2202.99.22
	Autres boissons non alcooliques additionnées de sucre ou non et utilisant des matières premières et autres substances autres que les fruits, les légumes et les jus de fruits et les jus de légumes	10%	2202.99.94	10%	2202.99.94
	Jus de tout fruit naturel d'une valeur prix n'excedent pas 20	10%	20.09	10%	20.09
TABACS FABRIQUES, PRODUITS DU TABAC, LES SUCCEDANES DU TABACS AINSI QUE LES PRODUITS ET INSTRUMENTS OU AUTRES DISPOSITIFS SERVANT A FUMER, SUCER, CHIQUER OU PRISER.		TAUX D'IMPOSITION AD VALOREM		TAUX D'IMPOSITION AD VALOREM	
	Autres produits pour pipes à eau ;	100%	2403.99.40	100%	2403.99.40
	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués ;	100%	2403.11.00 ; 2403.19.00	80%	2403.11.00 ; 2403.19.00
	Cartouche pour cigarettes électroniques;	100%	2404.19.10	100%	2404.19.10
	Cigarettes électroniques;	100%	8543.40.10	100%	8543.40.10
	Extraits et sauces de tabac ;	100%	2403.99.20	100%	2403.99.20
	Pipe à eau;	120%	9614.00.11	100%	9614.00.11

DESIGNATION DES PRODUITS	ESPECES	TAUX D'IMPOSITION		TAUX D'IMPOSITION	
	Succédanés de tabac fabriqués ne contenant pas de tabac ;	100%	2402.90.10 ; 2402.90.90	100%	2402.90.10 ; 2402.90.90
	Tabac pressé ou sauce, utilisé pour la fabrication du tabac à priser;	100%	2403.99.10	100%	2403.99.10
	Tabacs « homogénéisés » ou « reconstitués ».	100%	2403.91.00	100%	2403.91.00
COSMETIQUES, PRODUITS DE PARFUMERIE ET AUTRES PRODUITS D'ENTRETIEN	COSMETIQUES, SAVONS ET AUTRES PRODUITS D'ENTRETIEN	DA/ AD VALOREM		DA/ AD VALOREM	
	agents de surface organiques autres que les savons ;	10%	34.02	10%	34.02
	préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que les préparations organiques tenso-actives à usage de savon ou destinées au lavage de la peau ;	10%	3402.90.10	10%	3402.90.10
	produits et préparations organiques tensio-actifs à usage de savon, même contenant du savon;	10%	3401.11.61 ; 3401.11.63	10%	3401.11.61 ; 3401.11.63
	produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, même contenant du savon ;	10%	3401.30.00	10%	3401.30.00
	Savons.	10%	3401.11.20 ; 3401.11.30 ; 3401.11.40 ; 3401.11.50 ; 3401.11.20 3401.19.10 ; 3401.19.20 ;	10%	3401.11.20 ; 3401.11.30 ; 3401.11.40 ; 3401.11.50 ; 3401.11.20 3401.19.10 ; 3401.19.20 ;
	cirages et crèmes pour chaussures, encaustiques, brillants pour carrosseries, verre ou métaux, pâtes et poudres à récurer et préparations similaires, (même sous forme de papier, ouates, feutres, nontissés, matière plastique ou caoutchouc alvéolaires, imprégnés, enduits ou recouverts de ces préparations), y compris les cires artificielles et les cires préparées ;	10%	34.05	10%	34.05
	laques pour cheveux ;	15%	3305.30.00	15%	3305.30.00
	préparations capillaires autres que les shampoings ;	15%	3305.20.00 ;	15%	3305.20.00 ;
	préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, y compris les poudres et les poudres compactes, ainsi que les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer ;	15%	33.04	15%	33.04
	préparations pour l'ondulation ou le défrisage permanent ;	15%	3305.20.00	15%	3305.20.00
	préparations pour le prérasage, le rasage ou l'après-rasage;	15%	3307.10.00	15%	3307.10.00
	préparations pour manucures ou pédicures ;	15%	3304.30.00	15%	3304.30.00
	produits de beauté ;	15%	33.04	15%	33.04
	produits de maquillage ;	15%	3304.10.00 ; 3304.20.00	15%	3304.10.00 ; 3304.20.00
	shampoings.	15%	3305.10.00	15%	3305.10.00
	autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques ;	20%	3307.41.00 ; 3307.49.00 ; 3307.90.10 ; 3307.90.90	20%	3307.41.00 ; 3307.49.00 ; 3307.90.10 ; 3307.90.90
	désodorisants corporels et antisudoraux ;	20%	3307.20.10 ; 3307.20.90	20%	3307.20.10 ; 3307.20.90
	désodorisants corporels, préparations pour bain, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques ;	20%	Les positions tarifaires sont reprises ci-dessus	20%	Les positions tarifaires sont reprises ci-dessus
	parfums et eaux de toilette ;	20%	33.03	20%	33.03
	préparations pour bain ;	20%	3307.30.00	20%	3307.30.00
	préparations pour parfumer et désodoriser les locaux.	20%	3307.41.00 ; 3307.49.00	20%	3307.41.00 ; 3307.49.00
ARTICLES ET OUVRAGES EN MATIERES PLASTIQUES					
	articles d'équipement pour la construction (réservoirs, cuves et récipients d'une contenance excédant 300 litres, portes et fenêtres, volets et stores, etc.) en matières plastiques ;	10%	39.25	10%	39.25
	articles de transport ou d'emballage en matières plastiques, sacs, sachets, bidons, bouteilles, préformes, pochettes et comets ;	10%	3923.10.00 ; 3923.21.00 ; 3923.29.10 ; 3923.29.20 ; 3923.90.00 ; 3923.30.10 ; 3923.30.90	1%	3923.10.00 ; 3923.21.00 ; 3923.29.10 ; 3923.29.20 ; 3923.90.00 ; 3923.30.10 ; 3923.30.90
	autres ouvrages en matières plastiques ; plaques et feuilles en matières plastiques alvéolaires ; articles de literie et articles similaires (matelas, couvre pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) en matières plastiques alvéolaires;	10%	39.26 ; 94.04	10%	39.26 ; 94.04

DESIGNATION DES PRODUITS	ESPECES	TAUX D'IMPOSITION		TAUX D'IMPOSITION	
	baignoires, douches, éviers, lavabos, bidets, cuvettes d'aisance et leurs sièges et couvercles, réservoirs de chasse et articles similaires pour usages sanitaires ou hygiéniques, en matières plastiques ;	10%	39.22	1%	39.22
	sièges et autres meubles, en matières plastiques, à l'exclusion de ceux utilisés en médecine, en chirurgie, en art dentaire et en art vétérinaire ;	10%	94.01%	10%	94.01%
	tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple) en matières plastiques à l'exclusion de boyaux artificiels;	10%	39.17	1%	39.17
	articles d'hygiène ou de toilette, en matières plastiques.	10%	3924.90.10 ; 3924.90.90	1%	3924.90.10 ; 3924.90.90
ARTICLES ET OUVRAGES EN CAOUTCHOUC					
	bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et « flaps », en caoutchouc ;	10%	4012.90.00	10%	4012.90.00
	chambres à air, en caoutchouc	10%	40.13	10%	40.13
	pneumatiques neufs, rechapés ou usagés, en caoutchouc ;	10%	40.11 ; 4012.11.00 ; 4012.12.00 ; 4012.13.00 ; 4012.19.00 ; 4012.20.00	10%	40.11 ; 4012.11.00 ; 4012.12.00 ; 4012.13.00 ; 4012.19.00 ; 4012.20.00
	tubes et tuyaux en caoutchouc, même pourvus de leurs accessoires (joints, coudes, raccords par exemple.	10%	4017.00.91	10%	4017.00.91
HUILES MINERALES					
	LUBRIFIANTS ET HUILES DE DEGRAISSAGE				
	huiles de graissage et lubrifiants contenant ou non du biodiesel ;	10%	2710.19.50	10%	2710.19.50
	liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, même contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux en toutes proportions ;	10%	2710.19.91	10%	2710.19.91
	préparations des types utilisés pour l'ensimage des matières textiles, l'huilage ou le graissage du cuir, des pelleteries ou d'autres matières même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ;	10%	34.03	10%	34.03
	préparations lubrifiantes, y compris à usage industriel et les huiles de coupe, les préparations pour le dégrippage des écrous, les préparations antirouille ou anticorrosion et les préparations pour le démoulage, à base de lubrifiants même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux.	10%	34.03	10%	34.03
	Toutes huiles minérales autres que les produits pétroliers	10%		10%	
	PRODUITS PETROLIERS				
	avgas, jet A1, kérosène, pétrole lampant contenant ou non du biodiesel;	15%	2710.12.30 ; 2710.12.41 ; 2710.19.10 ; 2710.19.20 ; 2710.20.13 ; 2710.20.14 ; 2710.20.91 ; 2710.20.92	15%	2710.12.30 ; 2710.12.41 ; 2710.19.10 ; 2710.19.20 ; 2710.20.13 ; 2710.20.14 ; 2710.20.91 ; 2710.20.92
	gaz naturel, propane et butanes liquéfiés ;	15%	2711.11.00 ; 2711.12.00 ; 2711.13.00	15%	2711.11.00 ; 2711.12.00 ; 2711.13.00
	essences et gazoils et autres produits contenant ou non du biodiesel;	25%	2710.12.20 ; 2710.12.20 ; 2710.19.40 ; 2710.20.12 ; 2710.20.13 ; 2710.20.19	25%	2710.12.20 ; 2710.12.20 ; 2710.19.40 ; 2710.20.12 ; 2710.20.13 ; 2710.20.19
VEHICULES					
	véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, neufs ou usagés;	10%	87.02	10%	87.02
	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises, neufs ou usagés ;	10%	87.04	10%	87.04
	voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que les véhicules automobiles pour les véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus), y compris les voitures du type « break » et les voitures de course, neufs ou usagés.	10%	87.03	10%	87.03
SERVICES DES TELECOMMUNICATIONS ET DE TECHNOLOGIES DE COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION					

DESIGNATION DES PRODUITS	ESPECES	TAUX D'IMPOSITION		TAUX D'IMPOSITION	
	accès à internet ;	10%	9804.00.00	10%	9804.00.00
	data;	10%	98.03	10%	98.03
	Messagerie	10%	98.02	10%	98.02
	Voix.	10%	98.01	10%	98.01
	Allocation d'une liaison spécialisée (tous les services issus de cette allocation) utilisée ou non mais facturée.	10%	9805.10.00	10%	9805.10.00
	Services à valeur ajoutée, fournis à titre onéreux ou non.	10%	9805.21.00 ; 9805.22.00 ; 9805.23.00 ; 9805.24.00	10%	9805.21.00 ; 9805.22.00 ; 9805.23.00 ; 9805.24.00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE XIX: REPARTITION DES CREDITS ALLOUES AUX PROJETS DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL PAR TERRITOIRE

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
01	**BAS-UELE**	**12 721 836 847**	**12 721 836 847**	**12 839 988 111**
011100	TERRITOIRE D'AKETI	2 128 619 357	2 128 619 357	2 155 245 715
011200	TERRITOIRE D'ANGO	2 106 061 987	2 106 061 987	2 073 546 048
011300	TERRITOIRE DE BAMBESA	2 118 766 901	2 118 766 901	2 136 139 919
011400	TERRITOIRE DE BONDO	2 113 171 569	2 113 171 569	2 071 546 302
011500	TERRITOIRE DE BUTA	2 132 900 128	2 132 900 128	2 221 058 981
011600	TERRITOIRE DE POKO	2 122 316 905	2 122 316 905	2 182 451 146
02	**EQUATEUR**	**39 719 197 443**	**39 719 197 443**	**39 161 791 811**
021100	TERRITOIRE DE BASANKUSU	5 672 051 953	5 672 051 953	5 581 675 552
021200	TERRITOIRE DE BIKORO	5 617 799 898	5 617 799 898	5 368 086 378
021300	TERRITOIRE DE BOLOMBA	5 662 358 866	5 662 358 866	5 704 212 716
021400	TERRITOIRE DE BOMONGO	5 688 293 238	5 688 293 238	5 404 974 145
021500	TERRITOIRE DE INGENDE	5 704 625 803	5 704 625 803	5 916 668 348
021600	TERRITOIRE DE LUKOLELA	5 710 984 767	5 710 984 767	5 245 754 693
021700	TERRITOIRE DE MAKANZA	5 663 082 918	5 663 082 918	5 940 419 979
03	**HAUT-KATANGA**	**36 852 258 300**	**36 852 258 300**	**36 453 303 297**
031100	TERRITOIRE DE KAMBOVE	6 170 458 173	6 170 458 173	6 254 303 258
031200	TERRITOIRE DE KASENGA	6 102 166 257	6 102 166 257	5 819 166 102
031300	TERRITOIRE DE KIPUSHI	6 199 352 862	6 199 352 862	5 590 987 697
031400	TERRITOIRE DE MITWABA	6 140 749 499	6 140 749 499	6 678 377 255
031500	TERRITOIRE DE PWETO	6 166 981 072	6 166 981 072	5 996 903 334
031600	TERRITOIRE DE SAKANIA	6 072 550 437	6 072 550 437	6 113 565 651
04	**HAUT-LOMAMI**	**30 538 050 154**	**30 538 050 154**	**31 096 777 107**
041100	TERRITOIRE DE BUKAMA	5 948 168 698	5 948 168 698	6 076 144 754
041200	TERRITOIRE DE KABONGO	5 938 806 481	5 938 806 481	6 402 442 885
041300	TERRITOIRE DE KAMINA	5 937 712 001	5 937 712 001	5 889 931 496
041400	TERRITOIRE DE KANIAMA KASESE	5 936 183 939	5 936 183 939	6 029 429 566
041500	TERRITOIRE DE MALEMBA-NKULU	6 777 179 035	6 777 179 035	6 698 828 406
05	**HAUT-UELE**	**34 624 196 244**	**34 624 196 244**	**32 451 237 549**
051100	TERRITOIRE DE DUNGU	5 773 920 924	5 773 920 924	5 661 501 696
051200	TERRITOIRE DE FARADJE	5 709 847 365	5 709 847 365	5 517 033 373
051300	TERRITOIRE DE NIANGARA	5 761 840 368	5 761 840 368	5 437 508 004
051400	TERRITOIRE DE RUNGU	5 807 012 067	5 807 012 067	5 524 582 257
051500	TERRRITOIRE DE WAMBA	5 814 862 097	5 814 862 097	4 730 682 635
051600	TERRRITOIRE DE WATSA	5 756 713 423	5 756 713 423	5 579 929 584
06	**ITURI**	**29 333 785 858**	**29 333 785 858**	**29 664 102 930**
061100	TERRITOIRE D'ARU	5 896 820 505	5 896 820 505	5 481 274 007
061200	TERRITOIRE DE DJUGU	5 858 192 319	5 858 192 319	5 935 126 348
061300	TERRITOIRE D'IRUMU	5 863 482 280	5 863 482 280	6 163 374 906
061400	TERRITOIRE DE MAHAGI	5 835 589 729	5 835 589 729	6 038 483 917
061500	TERRITOIRE DE MAMBASA	5 879 701 025	5 879 701 025	6 045 843 752
07	**KASAI**	**28 377 374 270**	**28 377 374 270**	**29 103 834 849**
071100	TERRITOIRE DE DEKESE	5 641 002 562	5 641 002 562	6 412 766 508
071200	TERRITOIRE D'ILEBO	5 674 581 841	5 674 581 841	5 487 329 456
071300	TERRITOIRE DE KAMONIA	5 738 481 959	5 738 481 959	5 090 399 372
071400	TERRITOIRE DE LUEBO	5 665 580 739	5 665 580 739	6 285 218 310
071500	TERRITOIRE DE MWEKA	5 657 727 169	5 657 727 169	5 828 121 203
08	**KASAI-ORIENTAL**	**28 321 776 520**	**28 321 776 520**	**26 438 780 126**
081100	TERRITOIRE DE KABEYA KAMWANGA	5 667 966 787	5 667 966 787	4 790 781 506
081200	TERRITOIRE DE KATANDA	5 706 888 679	5 706 888 679	5 104 296 110
081300	TERRITOIRE DE LUPATAPATA	5 681 873 967	5 681 873 967	5 515 978 404
081400	TERRITOIRE DE MIABI	5 624 515 452	5 624 515 452	5 235 248 872
081500	TERRITOIRE DE TSHILENGE	5 640 531 635	5 640 531 635	5 792 475 234
09	**KONGO CENTRAL**	**60 903 866 311**	**60 903 866 311**	**59 856 380 588**
091100	TERRITOIRE DE KASANGULU	6 093 164 462	6 093 164 462	6 237 083 872
091200	TERRITOIRE DE KIMVULA	6 055 002 490	6 055 002 490	6 035 794 808
091300	TERRITOIRE DE LUKULA	5 961 581 947	5 961 581 947	6 058 978 934
091400	TERRITOIRE DE LUOZI	6 041 298 787	6 041 298 787	5 763 731 669
091500	TERRITOIRE DE MADIMBA	6 088 067 939	6 088 067 939	5 746 621 654

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
091600	TERRITOIRE DE MBANZA NGUNGU	6 078 033 871	6 078 033 871	5 993 020 883
091700	TERRITOIRE DE MOANDA	6 104 490 292	6 104 490 292	5 845 641 622
091800	TERRITOIRE DE SEKE BANZA	6 087 523 077	6 087 523 077	6 236 685 363
091900	TERRITOIRE DE SONGOLOLO	6 251 539 534	6 251 539 534	5 801 886 826
092000	TERRITOIRE DE TSHELA	6 143 163 912	6 143 163 912	6 136 934 957
10	**KWANGO**	**28 242 414 107**	**28 242 414 107**	**29 185 969 111**
101100	TERRITOIRE DE FESHI	5 676 483 856	5 676 483 856	5 748 183 118
101200	TERRITOIRE DE KAHEMBA	5 636 704 959	5 636 704 959	6 111 817 409
101300	TERRITOIRE DE KASONGOLUNDA	5 610 342 011	5 610 342 011	5 923 136 432
101400	TERRITOIRE DE KENGE	5 672 659 933	5 672 659 933	5 472 430 186
101500	TERRITOIRE DE POPOKABAKA	5 646 223 348	5 646 223 348	5 930 401 966
11	**KWILU**	**28 430 039 569**	**28 430 039 569**	**29 196 392 501**
111100	TERRITOIRE DE BAGATA	5 680 509 007	5 680 509 007	6 180 909 765
111200	TERRITOIRE DE BULUNGU	5 725 839 229	5 725 839 229	5 781 617 431
111300	TERRITOIRE D'IDIOFA	5 708 871 629	5 708 871 629	5 907 321 153
111400	TERRITOIRE DE GUNGU	5 702 954 497	5 702 954 497	5 511 329 818
111500	TERRITOIRE DE MASIMANIMBA	5 611 865 207	5 611 865 207	5 815 214 334
12	**LOMAMI**	**28 780 869 729**	**28 780 869 729**	**28 691 296 906**
121100	TERRITOIRE DE KABINDA	5 746 538 722	5 746 538 722	5 771 436 165
121200	TERRITOIRE DE KAMIJI	5 762 671 363	5 762 671 363	5 579 286 973
121300	TERRITOIRE DE LUBAO	5 754 367 737	5 754 367 737	5 690 058 449
121400	TERRITOIRE DE LUILU	5 764 231 138	5 764 231 138	5 952 497 320
121500	TERRITOIRE DE NGANDAJIKA	5 753 060 769	5 753 060 769	5 698 017 999
13	**LUALABA**	**29 936 470 075**	**29 936 470 075**	**30 804 369 208**
131100	TERRITOIRE DE DILOLO	5 983 006 489	5 983 006 489	6 254 850 570
131200	TERRITOIRE DE KAPANGA	5 996 447 881	5 996 447 881	6 286 561 129
131300	TERRITOIRE DE LUBUDI	5 984 655 659	5 984 655 659	5 964 184 747
131400	TERRITOIRE DE MUTSHATSHA	5 958 343 870	5 958 343 870	5 778 944 144
131500	TERRITOIRE DE SANDOA	6 014 016 176	6 014 016 176	6 519 828 618
14	**KASAI CENTRAL**	**29 076 246 844**	**29 076 246 844**	**27 925 992 975**
141100	TERRITOIRE DE DEMBA	5 979 261 229	5 979 261 229	6 078 104 096
141200	TERRITOIRE DE DIBAYA	5 766 404 554	5 766 404 554	5 404 409 640
141300	TERRITOIRE DE DIMBELENGE	6 163 859 277	6 163 859 277	5 560 573 731
141400	TERRITOIRE DE KAZUMBA	5 506 080 275	5 506 080 275	5 657 735 667
141500	TERRITOIRE DE LUIZA	5 660 641 509	5 660 641 509	5 225 169 841
15	**MAI-NDOMBE**	**49 723 898 198**	**49 723 898 198**	**51 331 954 352**
151100	TERRITOIRE DE BOLOBO	6 486 932 628	6 486 932 628	6 656 922 101
151200	TERRITOIRE D'INONGO	5 801 491 968	5 801 491 968	5 881 897 518
151300	TERRITOIRE DE KIRI	6 397 432 742	6 397 432 742	7 175 796 359
151400	TERRITOIRE DE KUTU	6 432 465 079	6 432 465 079	6 498 065 286
151500	TERRITOIRE DE KWAMOUTH	6 450 698 175	6 450 698 175	6 529 079 078
151600	TERRITOIRE DE MUSHIE	6 488 114 553	6 488 114 553	6 455 232 636
151700	TERRITOIRE D'OSHWE	5 829 049 514	5 829 049 514	5 910 231 006
151800	TERRITOIRE DE YUMBI	5 837 713 539	5 837 713 539	6 224 730 368
16	**MANIEMA**	**40 405 754 958**	**40 405 754 958**	**42 300 666 029**
161100	TERRITOIRE DE KABAMBARE	5 726 298 184	5 726 298 184	5 743 430 351
161200	TERRITOIRE DE KAILO	5 760 461 052	5 760 461 052	5 818 777 664
161300	TERRITOIRE DE KASONGO	5 819 117 230	5 819 117 230	6 512 642 346
161400	TERRITOIRE DE KIBOMBO	5 768 666 906	5 768 666 906	6 138 676 502
161500	TERRITOIRE DE LUBUTU	5 884 192 363	5 884 192 363	5 990 258 537
161600	TERRITOIRE DE PANGI	5 782 366 553	5 782 366 553	5 981 555 782
161700	TERRITOIRE DE PUNIA	5 664 652 670	5 664 652 670	6 115 324 847
17	**MONGALA**	**17 663 991 654**	**17 663 991 654**	**17 767 173 447**
171100	TERRITOIRE DE BONGANDANGA	6 031 777 079	6 031 777 079	5 922 047 847
171200	TERRITOIRE DE BUMBA	5 797 030 688	5 797 030 688	6 228 951 768
171300	TERRITOIRE DE LISALA	5 835 183 887	5 835 183 887	5 616 173 832
18	**NORD-KIVU**	**34 144 307 516**	**34 144 307 516**	**33 905 556 170**
181100	TERRITOIRE DE BENI (OICHA)	5 727 217 970	5 727 217 970	5 260 673 258
181200	TERRITOIRE DE LUBERO	5 732 694 332	5 732 694 332	5 541 048 620
181300	TERRITOIRE DE MASISI	5 732 570 465	5 732 570 465	5 729 877 773
181400	TERRITOIRE DE NYIRAGONGO	5 722 238 665	5 722 238 665	5 799 740 372
181500	TERRITOIRE DE RUTSHURU	5 481 332 713	5 481 332 713	5 666 307 200
181600	TERRITOIRE DE WALIKALE	5 748 253 371	5 748 253 371	5 907 908 947
19	**NORD-UBANGI**	**23 540 653 644**	**23 540 653 644**	**23 631 469 045**
191100	TERRITOIRE DE BOSOBOLO	5 885 995 933	5 885 995 933	6 110 748 162
191200	TERRITOIRE DE BUSINGA	5 877 722 733	5 877 722 733	6 116 012 418

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
191300	TERRITOIRE DE MOBAYI MBONGO	5 875 735 156	5 875 735 156	5 653 990 823
191400	TERRITOIRE DE YAKOMA	5 901 199 822	5 901 199 822	5 750 717 642
20	**SANKURU**	**34 422 938 367**	**34 422 938 367**	**34 680 473 508**
201100	TERRITOIRE DE KATAKO KOMBE	5 739 140 247	5 739 140 247	5 259 288 428
201200	TERERITOIRE DE KOLE	5 680 871 524	5 680 871 524	5 607 961 524
201300	TERRITOIRE DE LODJA	5 714 468 552	5 714 468 552	6 612 286 014
201400	TERRITOIRE DE LOMELA	5 725 716 485	5 725 716 485	5 469 901 652
201500	TERRITOIRE DE LUBEFU	5 761 487 426	5 761 487 426	5 962 753 001
201600	TERRITOIRE DE LUSAMBO	5 801 254 133	5 801 254 133	5 768 282 889
21	**SUD-KIVU**	**47 362 088 767**	**47 362 088 767**	**46 908 336 609**
211100	TERRITOIRE DE FIZI	5 820 231 617	5 820 231 617	5 549 343 059
211200	TERRITOIRE D'IDJWI	5 722 717 320	5 722 717 320	5 672 269 636
211300	TERRITOIRE DE KALEHE	5 687 951 384	5 687 951 384	6 423 107 314
211400	TERRITOIRE DE KABARE	5 739 734 647	5 739 734 647	5 589 105 029
211500	TERRITOIRE DE MWENGA	5 680 155 259	5 680 155 259	6 377 991 772
211600	TERRITOIRE DE SHABUNDA	7 160 684 806	7 160 684 806	6 183 347 153
211700	TERRITOIRE D'UVIRA	5 765 805 061	5 765 805 061	5 754 081 501
211800	TERRITOIRE DE WALUNGU	5 784 808 673	5 784 808 673	5 359 091 145
22	**SUD-UBANGI**	**22 988 077 974**	**22 988 077 974**	**23 053 385 646**
221100	TERRITOIRE DE BUDJALA	5 746 173 273	5 746 173 273	5 427 102 444
221200	TERRITOIRE DE GEMENA	5 750 162 389	5 750 162 389	5 499 291 565
221300	TERRITOIRE DE KUNGU	5 752 672 872	5 752 672 872	6 247 048 679
221400	TERRITOIRE DE LIBENGE	5 739 069 440	5 739 069 440	5 879 942 958
23	**TANGANYIKA**	**35 295 759 975**	**35 295 759 975**	**35 102 793 160**
231100	TERRITOIRE DE KABALO	5 863 826 321	5 863 826 321	5 768 830 328
231200	TERRITOIRE DE KALEMIE	5 894 356 349	5 894 356 349	6 018 359 486
231300	TERRITOIRE DE KONGOLO	5 884 613 478	5 884 613 478	5 938 504 678
231400	TERRITOIRE DE MANONO	5 872 165 400	5 872 165 400	6 013 594 307
231500	TERRITOIRE DE MOBA	5 870 436 881	5 870 436 881	5 764 381 055
231600	TERRITOIRE DE NYUNZU	5 910 361 546	5 910 361 546	5 599 123 306
24	**TSHOPO**	**39 348 719 490**	**39 348 719 490**	**37 800 880 553**
241100	TERRITOIRE DE BAFWASENDE	5 564 049 638	5 564 049 638	5 283 608 181
241200	TERRITOIRE DE BANALIA	5 634 729 835	5 634 729 835	5 067 378 322
241300	TERRITOIRE DE BASOKO	5 681 658 752	5 681 658 752	5 333 921 928
241400	TERRITOIRE D'ISANGI	5 635 045 977	5 635 045 977	5 232 345 974
241500	TERRITOIRE D'OPALA	5 601 622 209	5 601 622 209	5 489 148 761
241600	TERRITOIRE D'UBUNDU	5 603 225 815	5 603 225 815	6 160 790 139
241700	TERRITOIRE DE YAHUMA	5 628 387 264	5 628 387 264	5 233 687 248
25	**TSHUAPA**	**33 963 937 817**	**33 963 937 817**	**35 365 705 041**
251100	TERRITOIRE DE BEFALE	5 648 149 620	5 648 149 620	5 722 881 378
251200	TERRITOIRE DE BOENDE	5 666 770 204	5 666 770 204	5 886 029 066
251300	TERRITOIRE DE BOKUNGU	5 693 766 934	5 693 766 934	5 594 802 168
251400	TERRITOIRE DE DJOLU	5 655 492 791	5 655 492 791	5 841 678 501
251500	TERRITOIRE D'IKELA	5 632 919 368	5 632 919 368	6 115 597 080
251600	TERRITOIRE DE MONKOTO	5 666 838 900	5 666 838 900	6 204 716 848
	TOTAL	**824 718 510 631**	**824 718 510 631**	**824 718 610 629**

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

29/12

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEXE XX : PLAFONDS D'AUTORISATIONS DES EMPLOIS RÉMUNÉRÉS

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Section : 10 PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	**0**	**0**	**8 415**	**0**	**0**	**8 415**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 145	0	0	2 145
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	2 373	0	0	2 373
Spécificité : 4 Professionnels Santé	0	0	103	0	0	103
Spécificité : 5 Professionnels Agri.	0	0	2 992	0	0	2 992
Spécificité : 6 Militaire, Policier, Sécurité	0	0	287	0	0	287
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	515	0	0	515
Section : 11 PRIMATURE	**0**	**0**	**1 373**	**0**	**0**	**1 373**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	414	0	0	414
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	492	0	0	492
Spécificité : 6 Militaire, Policier, Sécurité	0	0	271	0	0	271
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	196	0	0	196
Section : 15 CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	**0**	**0**	**453**	**0**	**0**	**453**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	412	0	0	412
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	41	0	0	41
Section : 16 ASSEMBLEE NATIONALE	**0**	**0**	**3 908**	**0**	**0**	**3 908**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	639	0	0	639
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	3 269	0	0	3 269
Section : 17 SÉNAT	**0**	**0**	**1 392**	**0**	**0**	**1 392**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	402	0	0	402
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	990	0	0	990
Section : 20 POUVOIR JUDICIAIRE	**0**	**0**	**10 217**	**0**	**0**	**10 217**
Spécificité : 7 Personnel Justice et Magistrat	0	0	10 217	0	0	10 217
Section : 21 SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	**0**	**0**	**2 933**	**0**	**0**	**2 933**
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	2 933	0	0	2 933
Section : 22 AFFAIRES ÉTRANGERES	**0**	**0**	**2 027**	**0**	**0**	**2 027**

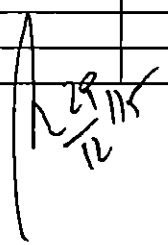
Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 379	0	0	1 379
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	127	0	0	127
Spécificité : 2 Personnels Diplomatiques	0	0	521	0	0	521
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	447	0	0	447
Section : 24 DECENTRALISATION	**0**	**0**	**820**	**0**	**0**	**820**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	820	0	0	820
Section : 25 INTÉRIEUR ET SECURITE	**0**	**0**	**212 801**	**8000**	**0**	**220 801**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	20 978	0	0	20 978
Spécificité : 4 Professionnels Santé	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 5 Professionnels Agri.	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 6 Militaire, Policier, Sécurité		0	191 653	8 000	0	199 653
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	170	0	0	170
Section : 26 RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	**0**	**0**	**228**	**0**	**0**	**228**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	228	0	0	228
Section : 27 DEFENSE NATIONALE	**15 000**	**0**	**294 614**	**18 000**	**0**	**312 614**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	7 169	0	0	7 169
Spécificité : 4 Professionnels Santé	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 5 Professionnels Agri.	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 6 Militaire, Policier, Sécurité	15 000	0	287 445	18 000	0	305 445
Section : 28 ANCIENS COMBATTANTS	**0**	**0**	**702**	**0**	**0**	**702**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	702	0	0	702
Section : 29 ÉCONOMIE NATIONALE	**0**	**0**	**3 064**	**0**	**0**	**3 064**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 064	0	0	3 064
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 30 FINANCES	**0**	**0**	**19 320**	**0**	**0**	**19 320**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	19 122	0	0	19 122
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	198	0	0	198
Section : 31 BUDGET	**0**	**0**	**5 913**	**0**	**0**	**5 913**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	5 240	0	0	5 240
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	673	0	0	673

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Section : 32 PLAN ET COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT	**0**	**0**	**2 986**	**0**	**0**	**2 986**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 678	0	0	1 678
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	1 308	0	0	1 308
Section : 33 RECONSTRUCTION	**0**	**0**	**983**	**0**	**0**	**983**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	983	0	0	983
Section : 34 JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	**0**	**0**	**6 069**	**0**	**0**	**6 069**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 197	0	0	3 197
Spécificité : 7 Personnel Justice et Magistrat	0	0	2 872	0	0	2 872
Section : 35 REFORMES INSTITUTIONNELLES	**0**	**0**	**120**	**0**	**0**	**120**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	120	0	0	120
Section : 36 RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	**0**	**0**	**1 402**	**0**	**0**	**1 402**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 402	0	0	1 402
Section : 37 SANTE PUBLIQUE, HYGIENE ET PREVENTION	**0**	**0**	**49 455**	**0**	**0**	**49 455**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	8 045	0	0	8 045
Spécificité : 4 Professionnels Santé	0	0	41 410	0	0	41 410
Section : 38 EDUCATION NATIONALE ET NOUVELLE CITOYENNETE	**0**	**0**	**701 495**	**0**	**0**	**701 495**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 276	0	0	3 276
Spécificité : 3 Personnel Enseignant	0	0	698 121	0	0	698 121
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	98	0	0	98
Section : 40 ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	**0**	**0**	**38 697**	**0**	**0**	**38 697**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	900	0	0	900
Spécificité : 4 Professionnels Santé	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 8 Personnel de l'ESU et de la RS	0	0	37 797	0	0	37 797
Section : 41 RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	**0**	**0**	**6 903**	**0**	**0**	**6 903**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 8 Personnel de l'ESU et de la RS	0	0	6 903	0	0	6 903

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Section : 42 INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	**0**	**0**	**12 512**	**0**	**0**	**12 512**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	5 979	0	0	5 979
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	6 533	0	0	6 533
Section : 43 URBANISME ET HABITAT	**0**	**0**	**3 501**	**0**	**0**	**3 501**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 501	0	0	3 501
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 44 AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE	**0**	**0**	**12 419**	**0**	**0**	**12 419**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	566	0	0	566
Spécificité : 5 Professionnels Agri.	0	0	11 853	0	0	11 853
Section : 45 DÉVELOPPEMENT RURAL	**0**	**0**	**7 094**	**0**	**0**	**7 094**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 5 Professionnels Agri.	0	0	7 094	0	0	7 094
Section : 46 INDUSTRIE, PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE	**0**	**0**	**2 752**	**0**	**0**	**2 752**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 621	0	0	2 621
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	131	0	0	131
Section : 47 COMMERCE EXTÉRIEUR	**0**	**0**	**3 549**	**0**	**0**	**3 549**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 177	0	0	3 177
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	372	0	0	372
Section : 48 MINES	**0**	**0**	**2 602**	**0**	**0**	**2 602**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 602	0	0	2 602
Section : 49 HYDROCARBURES	**0**	**0**	**818**	**0**	**0**	**818**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	818	0	0	818
Section : 50 RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	**0**	**0**	**2 734**	**0**	**0**	**2 734**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 586	0	0	2 586
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	148	0	0	148
Section : 51 TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	**0**	**0**	**4 449**	**0**	**0**	**4 449**

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 023	0	0	3 023
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	1 426	0	0	1 426
Section : 52 POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PTNTIC)	**0**	**0**	**1 462**	**0**	**0**	**1 462**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 368	0	0	1 368
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	94	0	0	94
Section : 53 COMMUNICATION ET MEDIAS	**0**	**0**	**6 601**	**0**	**0**	**6 601**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	657	0	0	657
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	5 944	0	0	5 944
Section : 54 DROITS HUMAINS	**0**	**0**	**682**	**0**	**0**	**682**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	682	0	0	682
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 55 AFFAIRES FONCIERES	**0**	**0**	**4 709**	**0**	**0**	**4 709**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général			4 709			4 709
Section : 56 ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	**0**	**0**	**9 124**	**0**	**0**	**9 124**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	5 358	0	0	5 358
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	3 766	0	0	3 766
Section : 57 TOURISME	**0**	**0**	**3 263**	**0**	**0**	**3 263**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 439	0	0	2 439
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	824	0	0	824
Section : 58 CULTURE ET ARTS	**0**	**0**	**6 471**	**0**	**0**	**6 471**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 169	0	0	2 169
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	4 302	0	0	4 302
Section : 59 JEUNESSE ET EVEIL PATRIOTIQUE	**0**	**0**	**3 827**	**0**	**0**	**3 827**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 827	0	0	3 827
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 60 SPORTS ET LOISIRS	**0**	**0**	**1 155**	**0**	**0**	**1 155**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général		0	832	0	0	832

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	323	0	0	323
Section : 61 FONCTION PUBLIQUE	**0**	**0**	**9 724**	**0**	**0**	**9 724**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	9 663	0	0	9 663
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	61	0	0	61
Section : 62 EMPLOI ET TRAVAIL	**0**	**0**	**3 630**	**0**	**0**	**3 630**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 705	0	0	1 705
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	1 925	0	0	1 925
Section : 63 PREVOYANCE SOCIALE	**0**	**0**	**505**	**0**	**0**	**505**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	405	0	0	405
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	100	0	0	100
Section : 64 AFFAIRES SOCIALES	**0**	**0**	**12 540**	**0**	**0**	**12 540**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	6 821	0	0	6 821
Spécificité : 8 Personnel de l'ESU et de la RS	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	5 719	0	0	5 719
Section : 65 GENRE, FAMILLE ET ENFANT	**0**	**0**	**1 554**	**0**	**0**	**1 554**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 357	0	0	1 357
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	197	0	0	197
Section : 68 PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP	**0**	**0**	**400**	**0**	**0**	**400**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	400	0	0	400
Section : 69 INTEGRATION REGIONALE	**0**	**0**	**836**	**0**	**0**	**836**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	806	0	0	806
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	30	0	0	30



Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Section : 70 ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	**0**	**0**	**1 472**	**0**	**0**	**1 472**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 082	0	0	1 082
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	390	0	0	390
Section : 71 NUMERIQUE	**0**	**0**	**570**	**0**	**0**	**570**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	570	0	0	570
Section : 74 PORTEFEUILLE	**0**	**0**	**476**	**0**	**0**	**476**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	178	0	0	178
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	298	0	0	298
Section : 76 COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	**0**	**0**	**-**	**0**	**0**	**-**
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	-	0	0	-
Section : 77 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	**0**	**0**	**3 186**	**0**	**0**	**3 186**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	63	0	0	63
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	3 123	0	0	3 123
Section : 78 FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	**0**	**0**	**2 988**	**0**	**0**	**2 988**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 433	0	0	1 433
Spécificité : 3 Personnel Enseignant	0	0	1 555	0	0	1 555
Section : 79 CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	**0**	**0**	**262**	**0**	**0**	**262**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	171	0	0	171
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	91	0	0	91
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 80 CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	**0**	**0**	**272**	**0**	**0**	**272**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	8	0	0	8
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	264	0	0	264
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 81 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	**0**	**0**	**387**	**0**	**0**	**387**

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	6	0	0	6
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	381	0	0	381
Section : 82 PECHE ET ELEVAGE	**0**	**0**	**2 051**	**0**	**0**	**2 051**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 051	0	0	2 051
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 83 AFFAIRES COUTUMIERES	**0**	**0**	**6 971**	**0**	**0**	**6 971**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	6 971	0	0	6 971
Section : 84 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	**0**	**0**	**847**	**0**	**0**	**847**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	847	0	0	847
Section : 85 COUR DES COMPTES	**0**	**0**	**470**	**0**	**0**	**470**
Spécificité : 7 Personnel Justice et Magistrat			470			470
Section : 90 ENTREPRENARIAT, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	**0**	**0**	**1 935**	**0**	**0**	**1 935**
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 343	0	0	1 343
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	592	0	0	592
Total Général	**15 000**		**1 518 275**	**26 000**		**1 544 275**

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

29/12

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE XXI : PRESENTATION DES CREDITS PAR SECTION, PROGRAMME ET ACTION POUR L'EXERCICE 2026

Section	Programme	Action		LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
10	**PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE**			**1 379 066 125 141**
	1	**Présidence de la République**		**1 379 066 125 141**
		10	Dotation 1 Présidence	1 379 066 125 141
11	**PRIMATURE**			**673 191 485 938**
	2	**Administration Générale de la Primature**		**632 419 714 267**
		21	Pilotage de la stratégie de la Primature	60 467 083 131
		22	Coordination Administrative de la Primature	571 952 631 136
	3	**Coaching du Gouvernement A**		**28 736 101 172**
		31	impulsion, Coordination, Suivi et Evaluation du travail Gouvernemental A	17 151 959 396
		32	Banque de données des actions du gouvernement	11 584 141 776
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		**12 035 670 499**
			Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	12 035 670 499
12	**VICE-PRIMATURE**			**1 638 495 342**
	21	**Administration Générale de l'Intérieur et Sécurité**		**273 082 557**
		211	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Intérieur et Sécurité	273 082 557
	26	**Administration Générale de la Défense**		**273 082 557**
		261	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Défense	273 082 557
	33	**Administration Générale de l'Economie Nationale**		**273 082 557**
		331	Pilotage de la Stratégie Ministérielle de l'Economie Nationale	273 082 557
	39	**Administration Générale du Budget**		**273 082 557**
		391	Pilotage de la stratégie ministérielle du Budget	273 082 557
	101	**Administration Générale des Transports et Voies de communication**		**273 082 557**
		1011	Pilotage de la stratégie du ministère des Transports et Voies de communication	273 082 557
	129	**Administration Générale de la Fonction Publique**		**273 082 557**
		1291	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Fonction Publique	273 082 557
15	**CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX**			**24 346 113 333**
	8	**Recherche et décoration des requérants**		**24 346 113 333**
		81	Pilotage de la stratégie de la Chancellerie	9 328 708 294
		82	Coordination Administratve de la Chancellerie	7 490 538 877
		83	Décoration	7 191 939 719
		85	Suivi et interventions judiciaires	334 926 443
16	**ASSEMBLEE NATIONALE**			**943 627 838 427**
	9	**Assemblée Nationale**		**943 627 838 427**
		90	Dotation 7 Assemblée Nationale	943 627 838 427
17	**SÉNAT**			**364 593 595 788**
	10	**Sénat**		**364 593 595 788**
		100	Dotation 8 Sénat	364 593 595 788
19	**ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL**			**923 344 914 358**
	154	**Coordination des Organes exécutifs provinciaux ou locaux**		**923 344 914 358**
		1540	Dotation 9 Organe Exécutif Provincial et Local	923 344 914 358
20	**POUVOIR JUDICIAIRE**			**647 236 909 939**
	11	**Pouvoir Judiciaire**		**647 236 909 939**
		110	Dotation 10 Pouvoir Judiciaire	647 236 909 939
21	**SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**			**116 545 377 983**
	2	**Administration Générale de la Primature**		**116 545 377 983**
		22	Coordination Administrative de la Primature	116 545 377 983
22	**AFFAIRES ÉTRANGERES, COOPERATION INTERNATIONALE ET**			**394 355 217 809**
	12	**Administration Générale des Affaires Etrangères**		**192 046 536 263**
		121	Pilotage de la stratégie ministérielle des Affaires Etrangères	27 640 204 095
		122	Coordination Administrative des Affaires Etrangères	164 406 332 168
	13	**Redynamisation de la diplomatie**		**124 434 173 672**
		131	Animation, mise en œuvre et suivi de la politique étrangère de la RDC	1 784 953 921
		132	Gestion du réseau diplomatique et consulaire	122 301 404 507
		134	Gestion du protocole d'Etat	347 815 244
	14	**Promotion des relations avec les Organisations Internationales**		**75 866 814 221**
		141	Régularisation des contributions et Participations aux rencontres internationales	68 887 026 287
		142	Suivi des programmes d'activités de la MONUSCO	6 979 787 934
	15	**Congolais de l'étranger**		**815 569 326**
		151	Protection Consulaire aux Congolais de l'Etranger	815 569 326
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		**1 192 124 327**
			Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	1 192 124 327

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
23	**COOPÉRATION INTERNATIONNALE, REGIONALE ET FRANCOPHONIE**		**18 762 983 005**
	16	**Administration Générale de la Coopération Internationale**	**16 576 407 136**
	162	Coordination Administrative de la coopération internationale	16 576 407 136
	17	**Redynamisation de la coopération internationale**	**2 186 575 869**
	171	Gestion des relations de la coopération bilatérale	850 425 977
	172	Gestion des relations de la coopération multilatérale	841 245 634
	173	Gestion de la coopération décentralisée	216 844 132
	174	Préparation et suivi des accords des ressources extérieures	278 060 126
24	**DECENTRALISATION**		**18 417 981 601**
	18	**Administration Générale de la Décentralisation**	**15 889 137 723**
	182	Coordination Administrative de la Décentralisation	15 889 137 723
	20	**Décentralisation**	**2 205 070 691**
	201	Suivi de l'effectivité et du progrès de découpage territorial	645 723 217
	202	Coordination de la décentralisation sectorielle, des rapports avec les provinces et ETD et suivi de la préparation et de l'organisation des élections provinciales, urbaines, municipales et locales	364 499 705
	204	Promotion de la coopération décentralisée	408 996 163
	205	Suivi des investissements, finances locales, et mise en place et en œuvre de la caisse nationale de péréquation	397 967 649
	206	Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la décentralisation	387 883 957
	Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		**323 773 187**
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	323 773 187
25	**INTÉRIEUR, SECURITE, DECENTRALISATION ET AFFAIRES**		**3 291 287 072 801**
	21	**Administration Générale de l'Intérieur et Sécurité**	**1 294 683 757 222**
	211	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Intérieur et Sécurité	39 613 399 211
	212	Coordination Administrative de l'intérieur et Securité	1 255 070 358 011
	22	**Mise en œuvre de la Politique de la Sécurité intérieure et Extérieure**	**1 906 191 286 745**
	221	Elaboration des Rapports sur l'état de la nation	391 833 255 572
	222	Maintien de l'ordre public, de la Sécurité publique et Protection des personnes et de leurs biens	1 202 165 235 064
	223	Migration et Surveillance des frontières et Police des étrangers	296 860 162 583
	224	Contrôle des armes à feu, munitions, armes légères et de petit calibre	6 319 562 460
	226	Protection juridique et administrative et prise en charge holistique des refugiés; Protection des déplacés internes	7 274 156 698
	227	Poursuite des travaux de démarcation avec les 9 pays voisins, la coopération transfrontalière et implantation des antennes provinciales	1 038 097 954
	228	Etude sur le plateau continental	700 816 414
	23	**Administration du Territoire**	**39 037 701 619**
	231	Coordination des Rapports entre les membres du Gouvernement et les Gouvernements de province	397 798 411
	233	Coordination de la gestion des catastrophes	231 612 911
	235	Recensement et enregisrement des naissances	38 408 290 297
	Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		**51 374 327 215**
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	51 374 327 215
26	**RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES**		**6 482 154 983**
	24	**Gouvernance Démocratique**	**83 269 836**
	241	Renforcement des capacités institutionnelles	42 469 744
	242	Accompagnement des partis et regroupements politiques	40 800 092
	25	**Administration Générale des Relations avec les partis politiques**	**6 340 887 489**
	252	Coordination Administrative des relations avec les partis politiques	6 340 887 489
	Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		**57 997 658**
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	57 997 658
27	**DEFENSE ET ANCIENS COMBATTANTS**		**7 926 737 734 929**
	26	**Administration Générale de la Défense**	**7 612 763 852 177**
	261	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Défense	38 113 847 190
	262	Coordination administrative de la Défense	7 563 123 958 072
	263	Rationnalisation de la Gestion des Ressources Humaines	11 526 046 915
	27	**Formation et entrainement**	**17 455 995 134**
	271	Instruction	12 955 524 153
	272	Entrainement	3 762 915 626
	273	Spécialisation des FARDC	737 555 355
	28	**Equipement et matériels militaires**	**169 380 580 185**
	281	Acquisition des équipements FARDC	166 060 664 422
	282	Maintenance des équipements des FARDC	3 319 915 763
	29	**Infrastructures**	**5 197 577 455**
	291	Construction	5 197 577 455
	30	**Opérations militaires**	**41 503 332 208**
	301	Mise en œuvre des opérations	29 856 608 034
	302	Appui aux renseignements et opérations d'influence	5 924 187 848

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	303	Commandement et Contrôle de la mise en œuvre des opérations militaires	5 722 536 326
	212	**Production Militaire**	**80 436 397 770**
	2121	Industrie Militaire	78 367 541 061
	2122	Gestion des Parcs Agro-Pastoraux	2 068 856 709
28	**ANCIENS COMBATTANTS**		**27 674 192 658**
	32	**Anciens Combattants**	**556 673 182**
	321	Protection sociale des invalides de guerres, retraités militaires et des anciens combattants	236 555 301
	322	Gestion des infrastructures et équipements des Anciens Combattants	320 117 881
	177	**Administration Générale des Anciens Combattants**	**27 117 519 476**
	1771	Pilotage de la Stratégie Ministérielle des Anciens Combattants	1 379 733 071
	1772	Coordination Administrative des Anciens Combattants	25 737 786 405
29	**ÉCONOMIE NATIONALE**		**52 696 418 037**
	33	**Administration Générale de l'Economie Nationale**	**35 595 178 470**
	331	Pilotage de la Stratégie Ministérielle de l'Economie Nationale	3 536 334 187
	332	Coordination Administrative de l'Economie Nationale	32 058 844 283
	34	**Régulation de l'Economie**	**17 101 239 567**
	341	Protection du Consommateur	438 320 673
	342	Amélioration de la compétitivité et du climat des affaires	421 031 388
	343	Diversification de l'Economie	448 742 587
	344	Promotion de l'entreprenariat national	6 287 418 727
	345	Transformation des produits locaux	8 564 416 400
	346	Renforcement du système d'information économique	941 309 792
30	**FINANCES**		**6 050 866 838 867**
	35	**Administration Générale des Finances**	**753 192 682 910**
	351	Pilotage de la Stratégie Ministérielle des Finances	40 843 744 895
	352	Coordination Administrative des Finances	712 348 938 015
	36	**Appui à la Stabilisation du Cadre Macroéconomique**	**22 901 971 577**
	361	Coordination de la politique monétaire	1 311 867 755
	362	Suivi de la conjoncture et de la mise en œuvre des réformes	21 590 103 822
	37	**Mobilisation des Recettes Publiques**	**2 053 362 854 259**
	371	Mobilisation des recettes intérieures	2 053 362 854 259
	38	**Comptabilité Publique, Gestion de la Trésorerie et de la Dette publique**	**2 545 363 653 059**
	381	Production des comptes de qualité (budgétaire et de la comptabilité générale)	12 158 844 424
	382	Reddition des comptes de l'exercice clos du pouvoir central	6 340 477 077
	383	Gestion de la Trésorerie	15 153 259 193
	384	Gestion de la Dette Publique	2 327 093 225 358
	385	Encadrement et dynamisation du secteur financier	184 617 847 007
	197	**Pilotage des Réformes des Finances Publiques**	**21 665 319 393**
	1971	Pilotage de la Réforme des Finances Publique	21 665 319 393
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	**654 380 357 669**
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	654 380 357 669
31	**BUDGET**		**975 175 037 411**
	39	**Administration Générale du Budget**	**475 422 255 684**
	391	Pilotage de la stratégie ministérielle du Budget	96 796 413 990
	392	Coordination Administrative du Budget	378 625 841 694
	40	**Programmation et Budgétisation des Politiques publiques**	**49 936 289 416**
	401	Programmation et budgétisation des politiques publiques	46 289 747 366
	402	Suivi et analyses budgétaires	3 646 542 050
	41	**Contrôle et suivi l'exécution du Budget**	**402 648 392 509**
	411	Contrôle budgétaire	1 725 880 769
	412	Contrôle des marchés publics	20 842 729 953
	413	Contrôle de la solde	1 356 291 081
	414	Gestion des charges communes et de la comptabilité des matières	375 944 614 185
	415	Gestion et développement de la chaine de la dépense et de la recette publiques	2 778 876 521
	42	**Développement et Suivi des Performances**	**3 420 480 904**
	421	Standardisation des normes, développement, Suivi et évaluationdes performances	3 420 480 904
	153	**Gestion des Approvionnements et Impression**	**28 216 336 427**
	1531	Approvisionnement et Impressions	28 216 336 427
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	**15 531 282 471**
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	15 531 282 471
32	**PLAN ET COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT**		**469 122 064 183**
	43	**Administration Générale du Plan**	**292 486 195 557**
	431	Pilotage de la Stratégie Ministérielle du Plan	220 964 183 983
	432	Coordination Administrative du Plan	71 522 011 574

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	44	**Etudes et Planification du développment**	**105 642 042 821**
	441	Etudes économiques et statistiques	71 959 125 581
	442	Elaboration et suivi-évaluation du Plan National Stratégique de Développement	5 682 242 498
	443	Coordination des stratégies sectorielles	10 513 197 680
	444	Appui à la coordination de la planification provinciale et locale	14 443 805
	445	Renforcement des capacités gouverne-mentales	17 473 033 257
	45	**Investissements et Promotion du partenariat**	**70 993 825 805**
	451	Programmation des investissements publics	40 693 821 818
	452	Promotion des investissements privés	12 244 586 932
	453	Suivi-évaluation des projets d'investissements publics	5 510 895 219
	454	Coordination de mobilisation et suivi des financements extérieurs	12 152 379 361
	455	Appui à la coordination des PIP central (sectoriel) et provincial	392 142 475
33	**RECONSTRUCTION**		**11 004 566 994**
	46	**Administration Générale de la Reconstruction**	**10 696 694 983**
	462	Coordination Administrative de la Reconstruction	10 696 694 983
	47	**Reconstruction**	**307 872 011**
	471	Schéma directeur de la reconstruction	104 270 496
	472	Participation à la recherché des ressources internes et externs à la realisation	137 033 559
	473	Reconstruction et Développement des Centres de Production	66 567 956
34	**JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX**		**134 233 766 845**
	48	**Administration Générale de la Justice**	**116 409 138 959**
	481	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Justice	12 941 187 141
	482	Coordination Administrative de la Justice	103 467 951 818
	49	**Affaires Juridiques et Judiciaires**	**751 001 061**
	491	Formulation de la Politique judiciaire	114 439 571
	492	Administration de la Justice	636 561 490
	50	**Affaires pénitentiaires et assistance aux victimes**	**7 100 631 437**
	501	Gestion des affaires pénitentiaires	6 052 082 108
	502	Prévention de la délinquance juvénile	195 894 374
	503	Assistance aux Victimes	852 654 955
	51	**Contentieux de l'Etat**	**334 654 102**
	511	Appui juridique à la gestion des contentieux	334 654 102
	52	**Modernisation du droit des affaires**	**9 638 341 286**
	521	Simplification de la création des entreprises	8 329 093 367
	522	Harmonisation du droit des affaires africaines	1 309 247 919
35	**REFORMES INSTITUTIONNELLES**		**14 051 101 505**
	53	**Administration Générale des Réformes Institutionnelles**	**12 169 009 442**
	532	Coordination Administrative des réformes institutionnelles	12 169 009 442
	193	**Réformes institutionnelles**	**1 882 092 063**
	1931	Suivi et Evaluation de la mise en œuvre des différentes lois et textes réglementaires sur la réforme institutionnelle	1 882 092 063
36	**RELATIONS AVEC LE PARLEMENT**		**84 556 002 588**
	54	**Administration Générale des Relations avec le Parlement**	**84 255 781 828**
	541	Pilotage de la stratégie ministérielle des Relations avec le Parlement	57 023 339 938
	542	Coordination Administrative des Relations avec le Parlement	27 232 441 890
	56	**Coopération parlementaire et gestion des Divisions provinciales**	**131 693 162**
	561	Echange d'Expériences avec les Etats et les Organisations Parlementaires	131 693 162
	57	**Gouvernance harmonieuse et connaisance des lois**	**168 527 598**
	571	Couverture, suivi et évaluation des sessions parlementaires	168 527 598
37	**SANTE PUBLIQUE, HYGIENE ET PREVOYANCE SOCIALE**		**4 986 893 187 901**
	58	**Administration Générale de la Santé**	**4 480 792 339 975**
	581	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Santé	142 064 830 862
	582	Coordination Administrative de la Santé	4 318 010 046 136
	584	Développement des Ressources Humaines pour la Santé	776 283 054
	585	Renforcement du système d'information sanitaire	816 999 488
	586	Planification stratégique, Equité, Evaluation et Suivi	4 037 912 761
	587	Gouvernance Financière	15 086 267 674
	59	**Prestations de services de santé et continuité des soins**	**309 848 689 678**
	591	Offre de soins	11 008 637 408
	592	Infrastructures sanitaires	44 520 411 826
	593	Médicaments et intrants spécifiques	189 721 632 732
	594	Renforcement de la SRMNEA-NUT	64 598 007 712
	60	**Lutte contre la maladie**	**196 252 158 248**
	601	Epidémies et Endemies	43 394 035 921
	602	Urgences Sanitaires et catastrophes	194 900 562
	603	Maladies transmissibles et non transmissibles	13 083 076 776

Section	Programme		Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		604	Hygiène aux frontières	137 459 637 592
		605	Appui à l'action sanitaire communautaire	2 120 507 397
38	**EDUCATION ET NOUVELLE CITOYENNETE**			**5 213 472 363 203**
	61	**Administration Générale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et**		**1 550 724 135 128**
		611	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique	359 193 694 704
		612	Coordination Administrative de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique	1 191 530 440 424
	62	**Enseignement Secondaire Général et Technique**		**9 984 372 405**
		621	Encadrement pédagogique et Gestion administrative des structures	9 984 372 405
	63	**Enseignement Pré-Scolaire et Primaire**		**3 080 312 670 189**
		631	Administration scolaire/Pré-Scolaire et Primaire	3 021 121 267 300
		632	Enseignement et Vie de l'élève /Pré-Scolaire et Primaire	18 111 962 523
		633	Infrastructures et Equipement/Pré-Scolaire et Primaire	41 079 440 366
	64	**Evaluation pédagogique et Formation continue**		**570 618 283 564**
		641	Evaluation/Enseignement Pré-Scolaire et Primaire	57 967 516 151
		644	Evaluation Certificative	510 892 426 223
		645	Formation continue des enseignants	1 758 341 190
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		**1 832 901 917**
			Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	1 832 901 917
40	**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE, RECHERCHE SCIENTIFI**			**1 004 043 986 444**
	67	**Administration Générale de l'Enseignement Supérieur et Universitaire**		**127 047 428 107**
		671	Pilotage de la stratégie ministérielle l'Enseignement Supérieur et Universitaire	2 261 041 284
		672	Coordination Administrative l'Enseignement Supérieur et Universitaire	124 786 386 823
	68	**Enseignement Supérieur et Universitaire**		**497 979 124 217**
		681	Consolidation du système LMD	490 406 437 747
		682	Promotion de l'assurance qualité	7 273 653 413
		684	Numérisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire	299 033 057
	69	**Recherche scientifique et universitaire**		**198 171 048 365**
		691	Revitalisation de la recherche: promotion de la recherche fondamentale, appliquée et recherche-développement	172 058 065 949
		692	Renouvellement des ressources professorales	26 112 982 416
	70	**Enseignement Supérieur Pédagogique**		**180 846 385 755**
		701	Enseignement supérieur pédagogique reconceptualisé	180 846 385 755
41	**RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE**			**295 405 173 179**
	71	**Administration Générale de la Recherche Scientifique et Innovation**		**105 217 252 049**
		712	Coordination Administrative de la Recherche Scientifique	105 217 252 049
	72	**Promotion de la recherche et application de la Science, la Technologie**		**9 813 470 663**
		721	Assurer la promotion de la science, technologie et de l'innovation	2 819 559 752
		722	Recherche et développement expérimental	2 803 411 433
		723	Coordination de la recherche	4 190 499 478
	73	**Valorisation des résultats de recherche**		**167 106 032 453**
		731	Publication et Promotion des résultats de recherche	167 106 032 453
	183	**Protection contre les dangers des rayonnements ionisants (Nucléaires**		**13 268 418 014**
		1831	Inspection des matières nucléaires et des sources radioactives	12 933 673 248
		1832	Contrôle de la radioactivité dans les zones minières	334 744 766
42	**INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS**			**3 774 583 614 290**
	74	**Administration Générale des Infrastructures et Travaux publics**		**2 877 823 905 596**
		741	Pilotage de la stratégie ministérielle des Infrastructures et Travaux publics	285 250 186 299
		742	Coordination Administrative des Infrastructures et Travaux publics	2 592 573 719 297
	75	**Routes et voiries urbaines**		**883 106 180 499**
		751	Entretien et réhabilitation des voiries	883 106 180 499
	76	**Parc immobilier et automobiles de l'Etat**		**13 653 528 195**
		761	Gestion des édifices publics	10 065 728 456
		762	Gestion du parc automobile de l'Etat	3 587 799 739
43	**URBANISME ET HABITAT**			**64 360 682 122**
	77	**Administration Générale de l'Urbanisme et Habitat**		**53 886 703 294**
		771	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Urbanisme et Habitat	3 447 879 814
		772	Coordination Administrative de l'Urbanisme et Habitat	50 438 823 480
	79	**Amélioration de l'habitat**		**9 344 221 335**
		791	Promotion de l'habitat et accès aux Logements décents	5 623 316 882
		792	Immeubles du domaine privé de l'Etat	1 754 191 214
		793	Financement de l'habitat	1 966 713 239
	185	**Viabilisation de zones urbaines, peri-urbaines et rurales**		**1 129 757 493**
		1851	Plan de développement urbain (PDU)	368 464 287
		1852	Civisme urbain	761 293 206

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
44	**AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE**		**1 238 995 279 717**
	80	**Administration Générale de l'Agriculture**	**1 204 272 333 659**
	801	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Agriculture	142 772 122 002
	802	Coordination Administrative de l'Agriculture	1 061 500 211 657
	81	**Développement des Filières végétales**	**29 596 676 336**
	811	Filières des cultures vivrières et maraîchères	7 442 565 774
	812	Filières de cultures industrielles ou pérennes	12 598 496 505
	814	Accompagnement des producteurs	6 096 990 278
	815	Adaptation aux changément climatique pour le développement des filières végétales	3 458 623 779
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	**5 126 269 722**
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	5 126 269 722
45	**DÉVELOPPEMENT RURAL**		**1 296 807 155 500**
	84	**Administration Générale du Développment Rural**	**1 265 162 539 617**
	841	Pilotage de la stratégie ministérielle du Développement Rural	169 957 488 097
	842	Coordination Administrative du Développement Rural	1 095 205 051 520
	85	**Développement des infrastructures rurales**	**21 368 220 883**
	851	Construction, Aménagement et suivi des routes de desserte agricole et des voies navigables	5 447 137 443
	852	Desserte en eau potable en milieu rural	14 298 575 580
	853	Couverture en énergie électrique	1 512 071 248
	854	Habitat rural	110 436 612
	180	**Accompagnement des populations paysannes**	**10 276 395 000**
	1801	Organisation et accompagnement du monde rural	7 404 068 832
	1802	Financement du secteur rural (Coopérative et crédit bancaire, subventions)	1 672 790 343
	1805	Promotion des Technologies Alternatives/Innovations; information-animation et diversification des chaines des valeurs rurales	1 199 535 825
46	**INDUSTRIE**		**108 608 056 564**
	86	**Administration Générale de l'Industrie**	**82 011 380 171**
	861	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Industrie	1 967 619 185
	862	Coordination Administrative de l'Industrie	80 043 760 986
	87	**Développement du secteur de l'ndustrie**	**26 596 676 393**
	871	Amélioration des conditions d'implantation, de fonctionnement et de relance des industries	2 881 856 990
	872	Production des normes et audit de qualité dans les industries locales	5 231 459 681
	873	Implantation des espaces industriels (ZES, corridors de développement, parcs industriels)	18 299 656 610
	874	Amélioration de la gestion de la propriété industrielle	183 703 112
47	**COMMERCE EXTÉRIEUR**		**63 209 352 159**
	89	**Administration Générale du Commerce Extérieur**	**41 442 626 726**
	891	Pilotage de la stratégie ministérielle du Commerce Extérieur	1 659 247 715
	892	Coordination Administrative du Commerce Extérieur	39 783 379 011
	90	**Commerce extérieur**	**21 766 725 433**
	901	Promotion et facilitation des échanges extérieurs	749 923 617
	902	Contrôle de qualité	283 783 859
	903	Mise en œuvre de la stratégie nationale des exportations	272 039 200
	904	Mise en œuvre de la matrice d'actions de l'EDIC	111 616 574
	905	Suivi et mise en œuvre des politiques commerciales nationales sectorielles	19 722 118 053
	906	Mise en place du Comité National de Négociation de la Zone de Libre Echange du Continent Africain.	627 244 130
48	**MINES**		**26 604 317 244**
	91	**Administration Générale des Mines**	**20 467 701 251**
	911	Pilotage de la stratégie ministérielle des Mines	1 030 042 953
	912	Coordination Administrative des Mines	19 437 658 298
	92	**Recherches Géologiques et Minières**	**1 272 266 752**
	921	Informations géologiques et minières	1 086 466 824
	922	Misions de recherches géologiques et minières	185 799 928
	93	**Gestion et Contrôle des Activités minières**	**4 864 349 241**
	931	Contrôle technique des activités minières et des carrières	4 309 808 194
	932	Environnement minier	198 750 288
	933	Lutte contre la fraude et la contrebande minières	355 790 759
49	**HYDROCARBURES**		**30 127 145 657**
	94	**Administration Générale des Hydrocarbures**	**24 006 389 935**
	941	Pilotage de la stratégie ministérielle des Hydrocarbures	439 921 593
	942	Coordination Administrative des Hydrocarbures	23 566 468 342
	95	**Amont Pétrolier**	**5 925 482 976**
	951	La Certification des réserves pétrolières et gazières des bassins sédimentaires	269 410 354
	952	Renforcement des capacités de transformation du brut et de ses dérivés	5 511 734 221

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	953	Elaboration d'un cadre réglémentaire sur le biocarburant	144 338 401
	96 Aval Pétrolier		**195 272 746**
	961	Planification et suivi des stocks, du transport et de la distribution des produits pétroliers	195 272 746
50	**RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE**		**1 825 835 160 239**
	97 Administration Générale des Ressources Hydraulique et de l'Electricité		**1 734 165 961 344**
	971	Pilotage de la stratégie ministérielle des Ressources Hydraulique et de l'Electricité	44 244 632 697
	972	Coordination Adminitrative des Ressources Hydraulique et de l'Electricité	1 689 921 328 647
	98 Développement de Ressources Energetiques et Gestion de		**90 201 302 548**
	981	Développement des infrastructures énergétiques	669 813 879
	982	Développement de l'électrification et contrôle du service public de l'électricité en milieu urbain et péri-urbain	19 996 024 401
	983	Promouvoir l'utilisation des matières énergétiques autres que les hydrocarbures dans l'industrie et le commerce	69 535 464 268
	99 Eau potable		**1 192 659 453**
	991	Développement des infrastructures d'eau potable	776 573 961
	992	Desserte en eau potable (adopté)	151 514 105
	993	Contrôle technique des entreprises de production, de distribution et de transport d'eau potable	264 571 387
	Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		**275 236 894**
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	275 236 894
51	**TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT**		**457 349 804 949**
	101 Administration Générale des Transports et Voies de communication		**272 293 022 287**
	1011	Pilotage de la stratégie du ministère des Transports et Voies de communication	14 525 312 119
	1012	Coordination administrative des Transports et Voies de communication	257 767 710 168
	102 Réglementation et développement des plateformes de transports multi-		**185 056 782 662**
	1021	Normalisation des activités de transports	409 185 629
	1022	Construction, entretien, réhabilitation et utilisation des plates-formes routières, ferroviaires, fluviales, maritimes, lacustres et aéronautiques	168 677 898 885
	1023	Surveillance météorologique (stations d'observations climatiques)	3 613 600 638
	1024	Surveillance d'exploitation de transports	37 542 672
	1025	Délivrance des titres d'exploitations, de sécurité, de qualification professionnelle et statistique de transports	11 874 598 535
	1026	Plates-formes des emballages et étiquetage	443 956 303
52	**POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**		**54 495 958 006**
	104 Administration Générale des Postes, télécommunications et nouvelles		**39 354 182 153**
	1041	Pilotage de la stratégie ministérielle des Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication	2 460 913 987
	1042	Coordination Administrative des Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication	36 893 268 166
	105 Développement du secteur postal		**1 500 669 363**
	1051	Politiques et Réglementation postales	244 864 053
	1052	Taxation et tarification postale	1 236 696 628
	1053	Police du secteur postale	19 108 682
	106 Développement des télécommunications et NTIC		**13 641 106 490**
	1061	Politiques et Réglementation des télécommunications	361 869 195
	1063	Police du secteur des télécommunications	2 640 381 433
	1064	Rélations avec les organisations internationales du secteur des télécommunications	7 148 029 212
	1065	Promotion des NTIC	3 490 826 650
53	**COMMUNICATION ET MEDIAS**		**165 440 388 774**
	107 Administration Générale de la Communication et Médias		**30 166 879 222**
	1071	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Communication et Médias	3 699 084 157
	1072	Coordination Administrative de la Communication et Médias	26 467 795 065
	108 Médias		**1 159 276 309**
	1081	Développement et promotion des médias audiovisuels	441 868 113
	1082	Développement et promotion de la presse	717 408 196
	109 Communication		**134 114 233 243**
	1091	Développement de la communication	36 647 664 621
	1092	Promotion de l'image de la RDC	29 192 633 554
	1093	Communication pour le développement	68 273 935 068
54	**DROITS HUMAINS**		**22 959 797 660**
	110 Administration Générale des Droits Humains		**14 405 488 597**
	1101	Pilotage de la stratégie ministérielle des Droits Humains	1 811 350 890
	1102	Coordination Administrative des Droits Humains	12 594 137 707
	111 Promotion et protection des Droits Humains		**8 554 309 063**
	1111	Vulgarisation des droits humains	433 441 759
	1112	Suivi du respect des droits humains	8 120 867 304
55	**AFFAIRES FONCIERES**		**31 590 526 258**

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	112	**Administration Générale des Affaires Foncières**	**29 272 145 382**
	1121	Pilotage de la stratégie ministérielle des Affaires Foncières	676 464 921
	1122	Coordination Administrative des Affaires Foncières	28 595 680 461
	113	**Accès au Foncier**	**487 781 367**
	1131	Gestion, Sécurisation et Octroi des titres immobiliers	300 147 942
	1132	Numérisation du cadastre foncier et création des banques de données	78 079 027
	1134	Réforme institutionnelle foncière	109 554 398
	114	**Domaine foncier privé de l'Etat**	**1 830 599 509**
	1141	Identification et immatriculation du domaine privé de l'Etat	64 001 089
	1142	Expertise et évaluatioon des biens fonciers et immobiliers	1 766 598 420
56	**ENVIRONNEMENT, DEVELOPPEMENT DURABLE ET NOUVELLE ECONOMIE**		**449 277 516 306**
	115	**Administration Générale de l'Environnement et Conservation de la**	**3 976 459 933**
	1151	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Environnement et Conservation de la nature	3 976 459 933
	116	**Environnement et cadre de vie**	**11 829 815 567**
	1161	Surveillance de l'environnement	373 024 724
	1162	Assainissement du milieu	10 996 685 769
	1164	Consolidation des action d'attenuation et d'adaption aux changements climatiques	184 641 610
	1166	Gestion durable des terres	275 463 464
	117	**Gestion des Ressources Forestières**	**1 371 494 122**
	1171	Encadrement de l'exploitaion artisanale et industrielle des forets	73 065 780
	1172	Restauration des paysages forestiers degradés	634 315 281
	1173	Statistiques forestières	479 553 037
	1174	Valorisation des produits forestiers non ligneux	184 560 024
	118	**Gestion des Ressources en eau**	**292 928 644**
	1181	Valorisation des ressources en eau	292 928 644
	119	**Conservation de la diversité biologique**	**16 116 219 256**
	1191	Aires protégées nationales et transfrontalières	15 799 578 239
	1192	Cogestion de la diversité biologique	309 099 396
	1193	Valorisation de la diversité biologique	7 541 621
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	**5 685 204 373**
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	5 685 204 373
	(vide)	**(vide)**	**410 005 394 411**
	1152	Coordination administrative de	410 005 394 411
57	**TOURISME**		**70 461 319 116**
	120	**Administration Générale du Tourisme**	**53 915 898 245**
	1201	Pilotage de la stratégie ministérielle du Tourisme	27 709 530 485
	1202	Coordination Administrative du Tourisme	26 206 367 760
	121	**Développement des Ressources touristiques**	**1 891 465 752**
	1211	Valorisation des produits touristique	594 953 003
	1212	Incitation des partenaires publics privés	580 199 891
	1213	Facilitation de l'acces aux sites	716 312 858
	188	**Promotion de la destination RDC**	**14 653 955 119**
	1881	Facilitation de la cooperation	7 472 987 963
	1882	Organisation des evenementielles	7 180 967 156
58	**CULTURE, ARTS ET PATRIMOINE**		**134 039 673 307**
	103	**Coopération culturelle**	**16 688 647 277**
	1031	Contribution aux organismes internationaux	15 333 669 139
	1032	Participation aux rencontres culturelles nationales et internationales	1 354 978 138
	122	**Administration Générale de la Culture et Arts**	**18 904 639 675**
	1221	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Culture et Arts	1 679 992 359
	1222	Coordination administrative de la Culture et Arts	17 224 647 316
	123	**Développement de la Culture et des Arts**	**4 864 571 910**
	1231	Promotion de la culture et des Arts	191 672 117
	1232	Production artistique	363 093 436
	1233	Organisation des manifestations culturelles et artistiques	1 319 534 947
	1234	Encadrement des activités culturelles et artistiques	2 990 271 410
	124	**Protection du Patrimoine culturel**	**93 581 814 445**
	1241	Protection des biens et oeuvres culturels	88 386 543 147
	1242	Protection des auteurs	5 195 271 298
59	**JEUNESSE**		**43 886 706 648**
	55	**Initiation à la Nouvelle citoyenneté**	**375 967 084**
	551	Volontariat des jeunes	44 566 911
	552	Education civique	163 530 665
	553	Education à la vie	167 869 508
	125	**Administration Générale de la Jeunesse**	**37 751 751 060**
	1251	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Jeunesse	2 321 984 321

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	1252	Coordination Administrative de la Jeunesse	35 429 766 739
	126	**Insertion sociale des adolescents et Jeunes**	**5 758 988 504**
	1261	Formation et Employabilité des jeunes	4 369 836 504
	1262	Promotion de l'entrepreuneriat	797 456 443
	1263	Promotion de la vie associative	320 456 679
	1264	Partenariat bilateral et multilateral	271 238 878
60	**SPORTS ET LOISIRS**		**42 240 653 085**
	127	**Administration Générale des Sports et Loisirs**	**28 869 916 099**
	1271	Pilotage de la stratégie ministérielle des Sports et Loisirs	4 223 973 766
	1272	Coordination Administrative des Sports et Loisirs	24 645 942 333
	128	**Création et gestion des infrastructures des Sport et Loisirs**	**9 327 898 314**
	1281	Identification et études de sites nécessaires à la pratique du sport	1 530 624 976
	1282	Homologation des installations sportives et des loisirs	7 797 273 338
	200	**Développement des Sport et des Loisirs**	**4 042 838 672**
	2001	Promotion du Sport des masses	538 644 612
	2002	Promotion du Sport d'élite	924 932 427
	2003	Formation des cadres sportifs	2 040 617 016
	2004	Promotion des loisirs	538 644 617
61	**FONCTION PUBLIQUE, MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET INNO**		**703 443 152 010**
	31	**Réforme de l'Administration publique**	**5 957 184 750**
	311	Amelioration de l'organisation des methodes de travail	5 957 184 750
	129	**Administration Générale de la Fonction Publique**	**679 526 679 088**
	1291	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Fonction Publique	760 035 177
	1292	Coordination Administrative de la Fonction Publique	678 766 643 911
	130	**Amelioration de la Gestion des ressources humaines des services**	**17 109 386 759**
	1301	Rationnalisation de gestion des effectifs du Personnel de l'Etat	254 106 374
	1302	Renouvellement et renforcement des capacités des ressources humaines des Administrations	573 958 084
	1303	Amélioration de la gestion des carrières	5 364 189 279
	1304	Maîtrise des effectifs	210 873 565
	1305	Réforme de l'Inspection.	10 706 259 457
	131	**Gestion des Retraités et Rentiers de l'Etat**	**849 901 413**
	1311	Mise à la retraite	73 692 145
	1312	Gestion de la pension de retraite et de la rente de survie	38 630 751
	1313	Sécurité sociale des agents et fonctionnaires (CNSSAP)	407 452 569
	1315	Identification des rétraités et rentiers de l'Etat	194 875 474
	1316	Assistance sociale aus rétraités et rentiers de l'Etat	135 250 474
62	**EMPLOI ET TRAVAIL**		**99 405 763 429**
	132	**Administration Générale de l'Emploi et Travail**	**35 398 788 130**
	1321	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Emploi et Travail	1 021 030 082
	1322	Coordination Administrative de l'Emploi et Travail	34 377 758 048
	133	**Formation Professionnelle**	**3 342 661 308**
	1331	Formation, insertion et réinsertion	3 270 064 221
	1332	Contrôle et évaluation des formations professionnelles	72 597 087
	134	**Promotion de l'Emploi et du Travail**	**60 664 313 991**
	1341	Promotion de l'Emploi	13 485 714 133
	1342	Promotion du Travail	47 045 807 970
	1343	Hygiène, santé et securité au travail	132 791 888
63	**PREVOYANCE SOCIALE**		**80 563 007 347**
	135	**Administration Générale de la Prévoyance Sociale**	**49 237 278 648**
	1352	Coordination Administrative de la Prévoyance Sociale	49 237 278 648
	136	**Protection Sociale**	**31 325 728 699**
	1361	Couverture sociale	31 043 277 418
	1362	Promotion des mutuelles	282 451 281
64	**AFFAIRES SOCIALES, ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONA**		**268 143 839 041**
	156	**Assistance sociale**	**24 876 438 484**
	1561	Infrastructures sociales et équipements	10 683 739 856
	1562	Aide et secours aux personnes vulnérables	13 127 793 205
	1563	Prise en charge holistique des personnes vulnérables	1 064 905 423
	169	**Administration Générale des Affaires Sociales**	**131 631 418 466**
	1691	Pilotage de la stratégie ministérielle des Affaires Sociales	1 350 237 702
	1692	Coordination Administrative des Affaires Sociales	130 281 180 764
	179	**Promotion sociale des personnes vulnérables**	**4 017 933 607**
	1791	Infrastructures sociales et équipements	1 142 032 723
	1792	Offre et accessibilité à l'éducation non formelle	269 938 553
	1793	Alphabétisation de masse	141 282 726
	1794	Réhabilitation sociale (et/ou relèvement communautaire)	185 537 780
	1795	Réduction de la vulnérabilité aux risques sociaux	2 279 141 825

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	181	**Promotion de la Solidarité nationale**	**107 618 048 484**
	1811	Campagne de Solidarité Nationale	778 826 882
	1812	Mise en place des mécanismes de mobilisation des fonds de solidarité	106 839 221 602
65	**GENRE, FAMILLE ET ENFANT**		**171 086 104 753**
	137	**Administration Générale du Genre, Famille et Enfant**	**157 593 726 334**
	1371	Pilotage de la stratégie ministérielle du Genre, Famille et Enfant	1 503 101 364
	1372	Coordination Administrative du Genre, Famille et Enfant	156 090 624 970
	138	**Statut de la Femme et Egalité de genre**	**6 149 105 336**
	1381	Lutte contre les violences basées sur le genre	4 075 167 620
	1382	Autonomisation de la femme	2 073 937 716
	139	**Promotion et Protection des droits de la famille et de l'enfant**	**6 889 533 970**
	1391	vulgarisation des textes juridiques favorables aux droits de la femme, de l'enfant et de la Famille	6 889 533 970
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	**453 739 113**
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	453 739 113
68	**PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP**		**28 753 189 099**
	189	**Administration Générale des Personnes vivant avec handicap**	**28 753 189 099**
	1891	Pilotage de la stratégie ministérielle des personnes vivant avec handicap	28 753 189 099
69	**INTEGRATION REGIONALE**		**29 657 205 799**
	157	**Redynamisation de l'Intégration Régionale**	**497 100 146**
	1571	Gestion de la coopération bilaterale Africaine	140 127 896
	1572	Gestion de la coopération multilatérale Africaine	202 749 474
	1574	Renforcement des structures de coopération	154 222 776
	170	**Administration Générale de l'Intégration Régionale**	**29 160 105 653**
	1702	Coordination Administrative de l'Intégration régionale	29 160 105 653
70	**ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE**		**132 686 630 441**
	158	**Prevention et Reduction des risques des catastrophes et de**	**5 145 812 001**
	1581	Mitigation des risques de catastrophes	634 395 912
	1582	Mise en place des mécanismes de veille humanitaire et analyse de suivi des risques catastrophes	3 985 849 942
	1583	Gestion holistique des personnes déplacées internes et des rapatriés	525 566 147
	171	**Administration Générale des Actions Humanitaires et Solidarité**	**122 983 689 196**
	1711	Pilotage de la stratégie ministérielle des Actions Humanitaires et Solidarité Nationale	1 909 468 837
	1712	Coordination Administrative des Actions Humanitaires et Solidarité Nationale	121 074 220 359
	199	**Préparation et organisation de la réponse humanitaire d'Urgence**	**4 557 129 244**
	1991	Préparation de la réponse humanitaire d'urgence	363 618 613
	1992	Organisation de la réponse humanitaire d'urgence	120 260 844
	1993	Mise en place des mécanismes de solidarité nationale et de mobilisation des ressources	4 073 249 787
71	**ECONOMIE NUMERIQUE**		**226 713 223 741**
	190	**Administration Générale du Numérique**	**224 928 725 857**
	1901	Pilotage de la stratégie Ministérielle du numérique	23 881 069 690
	1902	Coordination Admistrative du Numérique	201 047 656 167
	211	**Développement du Numérique**	**1 784 497 884**
	2111	Infrastructures numériques	1 007 205 142
	2112	Protections des données	777 292 742
74	**PORTEFEUILLE**		**273 448 253 686**
	140	**Administration Générale du Portefeuille**	**181 016 689 052**
	1401	Pilotage de la stratégie ministérielle du Portefeuille	3 493 192 553
	1402	Coordination Administrative du Portefeuille	177 523 496 499
	141	**Gouvernance des entreprises du Portefeuille**	**86 952 905 958**
	1411	Gestion et rentabilisation du Portefeuille de l'Etat	807 124 052
	1412	Acquisition et gestion des Participations de l'Etat dans les entreprises d'économie mixte	73 401 027 062
	1413	Contrôle de gestion des Entreprises publiques	12 744 754 844
	142	**Restructuration du Portefeuille et Désengagement de l'Etat**	**5 478 658 676**
	1421	Création des nouvelles entreprises	498 546 440
	1422	Restructuration des entreprises du portefeuille de l'Etat	4 963 760 510
	1423	Gestion du processus de désengagement de l'Etat des entreprises du portefeuille	16 351 726
76	**COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE**		**2 857 882 709**
	160	**Accord de la Ste Sylvestre**	**2 857 882 709**
	1601	Dotation 12 Accord de la Saint Sylvestre	2 857 882 709

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
77	**COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE**		**313 480 927 051**
	143	**Organisation des processsus électoraux et référendaires**	**313 480 927 051**
	1431	Supervision, pilotage et coordination administrative	311 067 951 111
	1432	Constitution et entretien du fichier éléctoral	2 291 736 254
	1433	Planification, programmation et organisation matérielle des scrutins éléctoraux et référendaires	121 239 686
78	**FORMATION PROFESSIONNELLE**		**87 469 138 302**
	161	**Enseignement et Formation professionnelle**	**18 806 092 891**
	1611	Enseignement et formation professionnelle	18 168 648 253
	1612	Enseignement et vie de l'élève de la formation professionnelle	637 444 638
	173	**Administration Générale de la Formation professionnelle**	**65 751 246 914**
	1731	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Enseignement et Formation Professionnelle	12 522 047 766
	1732	Coordination Administrative de la Formation Professionnelle, Arts et Métiers	53 229 199 148
	194	**Apprentissage, réinsertion scolaire et insertion professionnelle**	**702 511 952**
	1941	Gestion des centres d'accueil des apprentis	702 511 952
	195	**Arts et Métiers**	**687 599 989**
	1952	Encadrement des acteurs des métiers et artisanats	687 599 989
	196	**Evaluation pédagogique et professionnelle**	**1 521 686 556**
	1961	Enseignement professionnel	633 300 718
	1962	Examens, concours et certification	888 385 838
79	**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE**		**60 397 944 413**
	100	**Administration Générale du Conseil Economique et Social**	**43 061 481 000**
	1001	Coordination administrative du Conseil Economique et Social	43 061 481 000
	144	**Conseil Economique et Social**	**16 862 912 959**
	1441	Conseil economique et Social	16 862 912 959
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	**473 550 454**
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	473 550 454
80	**CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION**		**27 689 796 525**
	145	**Régulation des médias**	**27 689 796 525**
	1451	Administration générale du Conseil Supérieur de l'Audio-Visuel et de la Communication	12 794 252 334
	1452	Enregistrement et examen des plaintes de la reglémentation et des avis	10 770 393 542
	1453	Contrôle des médias et de la conformité de la publicité	321 268 992
	1454	Etudes, promotion et développement des médias	2 052 164 640
	1455	Appui aux coordinations provinciales du CSAC	1 409 011 925
	1456	Mise en place d'une loi de régulation des médias en ligne	342 705 092
81	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**		**23 704 796 952**
	149	**Administration Générale de la Commission nationale des droits de**	**20 908 346 676**
	1491	Pilotage de la stratégiede la CNDH	17 306 603 466
	1492	Coordination Administrative et financière de la CNDH	3 601 743 210
	162	**Promotion et protection des droits de l'homme**	**2 796 450 276**
	1621	Investigation sur les cas de violattion des droits de l'homme	908 876 146
	1622	Appui au respect des droits de l'homme	1 887 574 130
82	**PECHE ET ELEVAGE**		**159 841 623 772**
	82	**Développement des Filières animales**	**7 392 007 663**
	821	Relance de l'élevage des bovins	807 718 953
	822	Développement de l'élevage des animaux à cycle court	4 274 797 249
	823	Réhabilitation et construction des infrastructures d'élevage	2 309 491 461
	83	**Développement des Filières Halieutiques et aquacoles**	**3 591 119 158**
	831	Pêche industrielle	2 810 132 533
	832	Aquaculture	780 986 625
	163	**Administration Générale de la Pêche et élevage**	**145 256 186 054**
	1631	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Pêche et élevage	39 267 118 675
	1632	Coordination Administrative de la Pêche et élevage	105 989 067 379
	187	**Lutte contre les maladies animales**	**3 602 310 897**
	1871	Prévention et surveillance des maladies	1 854 584 761
	1872	Contrôle et éradication des maladies	1 747 726 136
83	**AFFAIRES COUTUMIERES**		**34 876 332 315**
	19	**Gestion des affaires administratives et Coutumières**	**18 384 219 045**
	191	Gestion des conflits coutumièrs en RDC	164 890 504
	193	Monographie des affaires coutumières	169 402 005
	194	Gestion du pouvoir coutumier	134 513 808
	195	Reconstitution du patrimoine coutumier des entités coutumières dans les 26 provinces	17 915 412 728
	174	**Administration Générale des Affaires Coutumières**	**16 365 736 086**
	1742	Coordination Administrative des Affaires Coutumières	16 365 736 086

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	198	**Intégration et Promotion des Peuples Autochtones / Pygmées**	**126 377 184**
	1981	Intégration et Promotion des peuples autochtones pygmeés	126 377 184
84	**AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**		**48 967 674 934**
	78	**Aménagement du territoire**	**21 192 306 202**
	781	Schéma national d'Aménagement du territoire	19 862 231 948
	782	Gestion de l'espace physique national	970 660 601
	783	Inventaire et valorisation des ressources naturelles	359 413 653
	175	**Administration Générale de l'Aménagement du Territoire**	**27 352 324 780**
	1751	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Aménagement du Territoire et Rénovation de la Ville	1 330 168 488
	1752	Coordination Administrative de l'Aménagement du Territoire et Rénovation de la Ville	26 022 156 292
	186	**Rénovation de la Ville**	**423 043 952**
	1861	Modernisation des villes	144 871 974
	1862	Création des nouvelles villes	278 171 978
85	**COUR DES COMPTES**		**105 319 168 743**
	152	**Contrôle juridictionnel et de gestion des finances publiques**	**105 319 168 743**
	1521	Coordination et Pilotage de la Cour des Comptes	89 424 878 124
	1522	Déclaration de conformité de l'exécution de la loi de finances	5 811 457 253
	1523	Jugement des fautes de gestion et surveillance de la discipline budgétaire	10 082 833 366
90	**ENTREPRENEURIAT ET DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES**		**140 771 728 069**
	146	**Administration Générale de la Classe moyenne, Petites et Moyennes**	**92 335 080 094**
	1461	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Classe Moyenne, des Petites et Moyennes Entreprises, Artisanat	3 056 351 747
	1462	Coordination Administrative de la Classe Moyenne, des Petites et Moyennes Entreprises, Artisanat	89 278 728 347
	147	**Développment des mesures d'appui et de soutien aux PMEA**	**45 979 994 554**
	1471	Appui pour l'accès au financement public et privé	3 620 488 128
	1473	Développement des programmes d'incubation des prestataires locaux orientés vers les marchés et besoins d'approvisionnement locaux	27 997 917 584
	1475	Relance et formalisation des PMEA	14 361 588 842
	148	**Mise à niveau des PMEA**	**2 456 653 421**
	1481	Encadrement et formation des PME	1 204 830 848
	1482	Promotion de l'usage des normes de la culture de l'innovation, certification et contrôle de qualité	790 215 455
	1483	Appui aux PME pour le développement de leurs compétences techniques, technologiques et managériales	461 607 118
93	**OPPOSITION POLITIQUE**		**300 381 178**
	165	**Opposition politique**	**300 381 178**
	1651	Dotation 11 Opposition Politique	300 381 178
		Total	**48 969 279 573 100**

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original

Le 29 décembre 2025

Le Cabinet du Président de la République

Anthony NKINZO KAMOLE

Directeur de Cabinet

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES PAR TITRE

Code	Nature	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	Struct. (%)	% PIB	Taux Accr./2024	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	Struct. (%)	% PIB	Taux Accr./LF 2025	PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	Struct. (%)	% PIB	Taux Accr./LFR 2025
1	**DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL**	**1 379 996 611 125**	**2,9**	**0,6**	**-20,4**	**1 509 559 890 000**	**3,3**	**0,6**	**9,4**	**2 060 044 877 590**	**4,2**	**0,8**	**36,5**
11	Dette Intérieure	979 560 000 000	2,1	0,5	-24,1	1 004 559 890 000	2,2	0,4	2,6	1 200 000 000 000	2,5	0,4	19,5
12	Dette Extérieure	400 436 611 125	0,9	0,2	-9,5	505 000 000 000	1,1	0,2	26,1	860 044 877 590	1,8	0,3	70,3
2	**FRAIS FINANCIERS**	**331 360 527 218**	**0,7**	**0,2**	**-52,8**	**1 175 430 359 538**	**2,6**	**0,5**	**254,7**	**907 805 020 891**	**1,9**	**0,3**	**-22,8**
21	Intérêts sur la dette intérieure	222 050 824 560	0,5	0,1	-64,5	1 012 430 359 537	2,2	0,4	355,9	654 380 357 669	1,3	0,2	-35,4
22	Intérêts sur la dette extérieure	109 309 702 658	0,2	0,1	42,8	163 000 000 000	0,4	0,1	49,1	253 424 663 222	0,5	0,1	55,5
3	**DÉPENSES DE PERSONNEL**	**10 695 060 945 322**	**22,9**	**5,0**	**22,4**	**12 097 393 895 076**	**26,4**	**5,1**	**13,1**	**14 033 001 735 967**	**28,7**	**5,2**	**16,0**
31	Traitement de base du personnel	5 437 974 203 510	11,6	2,5	13,3	6 612 693 650 735	14,5	2,8	21,6	7 855 947 129 572	16,0	2,9	18,8
32	Dépenses accessoires de personnel	5 257 086 741 812	11,2	2,5	33,5	5 484 700 244 341	12,0	2,3	4,3	6 177 054 606 395	12,6	2,3	12,6
4	**BIENS ET MATÉRIELS**	**767 629 836 683**	**1,6**	**0,4**	**44,5**	**794 399 075 784**	**1,7**	**0,3**	**3,5**	**804 730 824 412**	**1,6**	**0,3**	**1,3**
41	Fournitures et petits matériels	669 316 414 288	1,4	0,3	49,2	694 174 269 061	1,5	0,3	3,7	751 357 074 314	1,5	0,3	8,2
42	Matériaux de Construction, de Quincaillerie et Pièces de rechar	22 658 388 499	0,0	0,0	32,0	22 644 947 144	0,0	0,0	-0,1	9 338 742 793	0,0	0,0	-58,8
44	Produits chimiques, fournitures énergétiques et semences	33 896 724 510	0,1	0,0	9,8	35 811 550 192	0,1	0,0	5,6	21 465 294 364	0,0	0,0	-40,1
45	Matériels Textiles et Heraldiques	41 758 309 387	0,1	0,0	20,1	41 768 309 387	0,1	0,0	0,0	22 569 712 941	0,0	0,0	-46,0
5	**DÉPENSES DE PRESTATIONS**	**2 333 084 307 752**	**5,0**	**1,1**	**103,4**	**6 206 332 066 313**	**13,6**	**2,6**	**166,0**	**6 617 420 202 948**	**13,5**	**2,5**	**6,6**
51	Dépenses de Base	158 236 694 614	0,3	0,1	40,6	157 955 696 759	0,3	0,1	-0,2	96 831 410 912	0,2	0,0	-38,7
52	Publicité, Impression, Reproduction, Reliure et Conservation	111 176 956 382	0,2	0,1	76,2	122 602 645 430	0,3	0,1	10,3	110 223 118 956	0,2	0,0	-10,1
53	Dépenses de Transport	113 640 771 757	0,2	0,1	19,9	111 266 209 511	0,2	0,0	-2,1	91 658 837 606	0,2	0,0	-17,6
54	Location Immobilière, d'Equipements et de Matériels	60 790 084 159	0,1	0,0	184,9	78 782 084 159	0,2	0,0	29,6	94 814 311 404	0,2	0,0	20,4
55	Entretien et Réparations de Matériels et d'Equipements	42 572 501 161	0,1	0,0	20,9	42 093 189 020	0,1	0,0	-1,1	14 870 619 620	0,0	0,0	-64,7
56	Soins Vétérinaires et de Protection de l'Environnement	1 024 211 580	0,0	0,0	8,8	1 024 211 580	0,0	0,0	0,0	846 620 844	0,0	0,0	-17,3
57	Entretien, Décoration et Réparation d'ouvrages et édifices	5 682 386 150	0,0	0,0	-10,6	5 653 751 712	0,0	0,0	-0,5	2 349 113 082	0,0	0,0	-58,5
58	Autres Services	1 839 960 701 949	3,9	0,9	126,5	5 686 954 278 143	12,4	2,4	209,1	6 205 826 170 524	12,7	2,3	9,1
6	**TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ÉTAT**	**8 623 492 652 389**	**18,4**	**4,0**	**18,5**	**6 985 125 749 004**	**15,3**	**2,9**	**-19,0**	**8 533 757 915 245**	**17,4**	**3,2**	**22,2**
61	Subventions	381 051 003 541	0,8	0,2	3,0	131 051 003 541	0,3	0,1	-65,6	223 433 256 237	0,5	0,1	70,5
62	Transferts	3 004 035 346 809	6,4	1,4	27,0	2 128 539 778 996	4,7	0,9	-29,1	2 930 477 873 164	6,0	1,1	37,7
63	Interventions de l'Etat	4 649 132 838 721	9,9	2,2	9,2	4 446 435 893 149	9,7	1,9	-4,4	5 039 487 313 251	10,3	1,9	13,3
64	Prestations sociales	589 273 463 319	1,3	0,3	106,1	279 099 073 318	0,6	0,1	-52,6	340 359 472 593	0,7	0,1	21,9
7	**ÉQUIPEMENT**	**13 915 447 038 390**	**29,7**	**6,5**	**7,1**	**11 589 478 887 732**	**25,3**	**4,8**	**-16,7**	**10 804 187 584 269**	**22,1**	**4,0**	**-6,8**
71	Equipements et Mobiliers	258 151 048 139	0,6	0,1	-8,8	125 668 526 723	0,3	0,1	-51,3	1 771 235 960 976	3,6	0,7	1 309,5
72	Equipement de Santé	315 011 063 023	0,7	0,1	106,1	146 480 558 322	0,3	0,1	-53,5	2 920 123 823 479	6,0	1,1	1 893,5
73	Equipements éducatifs, culturels et sportifs	239 237 558 849	0,5	0,1	38,0	55 727 049 903	0,1	0,0	-76,7	627 736 283 870	1,3	0,2	1 026,4
74	Equipements agro-sylvo pastoraux et industriels	1 618 062 144 684	3,5	0,8	22,1	739 090 716 590	1,6	0,3	-54,3	1 819 260 198 593	3,7	0,7	146,1
75	Equipements de Construction et de Transport	332 737 001 066	0,7	0,2	23,9	69 270 419 198	0,2	0,0	-79,2	149 408 810 459	0,3	0,1	115,7
76	Equipements de Communication	3 317 373 030	0,0	0,0	3,3	1 455 710 876	0,0	0,0	-56,1	29 088 814 677	0,1	0,0	1 898,3
77	Equipements militaires	46 778 788 361	0,1	0,0	16,1	21 778 788 361	0,0	0,0	-53,4	68 353 218 974	0,1	0,0	213,9
78	Equipements divers	11 102 152 061 238	23,7	5,2	3,3	10 430 007 117 759	22,8	4,4	-6,1	3 418 980 473 242	7,0	1,3	-67,2

8	**CONSTRUCTIONS, RÉFECTIONS, RÉHABILITATION**	**8 753 611 437 389**	**18,7**	**4,1**	**14,2**	**5 391 885 392 467**	**11,8**	**2,3**	**-38,4**	**5 208 331 411 778**	**10,6**	**1,9**	**-3,4**
81	Acquisition de Terrains	7 000 000 000	0,0	0,0	-8,2		0,0	0,0	-100,0	5 498 243 357	0,0	0,0	0,0
81	Acquisition de Bâtiments	3 773 619 071	0,0	0,0	21,3	22 503 772 249	0,0	0,0	496,3	13 490 111 604	0,0	0,0	-40,1
81	Acquisition des Immobilisations financières		0,0	0,0			0,0	0,0			0,0	0,0	0,0
82	Construction d'Ouvrages et d'édifices	6 238 590 331 560	13,3	2,9	0,7	4 011 817 927 883	8,8	1,7	-35,7	3 593 715 042 281	7,3	1,3	-10,4
83	Réhabilitation, Réfection et Addition d'ouvrage et d'édifice	2 504 247 486 757	5,4	1,2	71,6	1 357 563 692 335	3,0	0,6	-45,8	1 595 628 014 536	3,3	0,6	17,5
	TOTAL	**46 799 683 356 267**	**100,0**	**21,9**	**14,7**	**45 749 605 315 914**	**100,0**	**19,1**	**-2,2**	**48 969 279 573 100**	**100,0**	**18,2**	**7,0**

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

29/12

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

TABLEAU 1 : INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2024-2027

Cadrage macroéconomique	2025		2026
	LF	LFR	Projections
Taux de croissance	5,7%	5,3%	5,3%
Déflateur PIB	11,8	8,2	13,8
Taux d'inflation moyen	10,3%	8,8%	4,4%
Taux d'inflation fin période	9,2%	7,8%	6,1%
Taux de croissance mine	5,30%	8,20%	5,00%
Taux de change moyen (FC/USD)	2 954,4	2 859,2	2 467,0
Taux de change fin période (FC/USD)	2 976,6	2 880,5	2 634,1
PIB réel en milliards FC	18 036,1	29 206,1	19 465,0
PIB nominal en milliards FC	213 544,4	239 489,7	269 291,9

1 000 000 000,00 213 544 370 000 000,00 239 489 658 246 438,00 269 291 913 451 617,00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Article 86 :

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX et XXI font partie intégrante de la présente Loi.

Article 87 :

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente Loi sont abrogées.

Article 88 :

La présente Loi entre en vigueur à la date du 1er janvier 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

ANNEXES

ANNEXE I : SYNTHESE DU BUDGET 2026

N°	RECETTES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
A	**BUDGET GENERAL**	**46 799 683 356 267**	**45 749 605 315 914**	**48 969 279 573 100**
1	RECETTES INTERNES	33 141 883 160 653	30 647 873 133 038	34 578 939 070 145
2	RECETTES EXTERIEURES	13 657 800 195 614	15 101 732 182 876	14 390 340 502 955
B	**BUDGETS ANNEXES**	**903 004 745 024**	**903 004 745 024**	**962 258 869 270**
C	**COMPTES SPECIAUX**	3 850 853 568 850	4 039 184 094 684	4 404 212 750 090
	RECETTES TOTALES	**51 553 541 670 141**	**50 691 794 155 622**	**54 335 751 192 461**

N°	DEPENSES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
A	**BUDGET GENERAL**	**46 799 683 356 267**	**45 749 605 315 914**	**48 969 279 573 100**
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 379 996 611 125	1 509 559 890 000	2 060 044 877 590
2	FRAIS FINANCIERS	331 360 527 218	1 175 430 359 538	907 805 020 891
3	DEPENSES DE PERSONNEL	10 695 060 945 322	12 097 393 895 076	14 033 001 735 967
4	BIENS ET MATERIELS	767 629 836 683	794 399 075 784	804 730 824 412
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 333 084 307 752	6 206 332 066 313	6 617 420 202 948
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 623 492 652 389	6 985 125 749 004	8 533 757 915 245
7	EQUIPEMENTS	13 915 447 038 390	11 589 478 887 732	10 804 187 584 269
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	8 753 611 437 389	5 391 885 392 467	5 208 331 411 778
B	**BUDGETS ANNEXES**	**903 004 745 024**	**903 004 745 024**	**962 258 869 270**
C	**COMPTES SPECIAUX**	**3 850 853 568 850**	**4 039 184 094 684**	**4 404 212 750 090**
	DEPENSES TOTALES	**51 553 541 670 141**	**50 691 794 155 622**	**54 335 751 192 461**
	SOLDE	**0**	**0**	**0**

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ANNEXE II : SYNTHESE DES RECETTES DU BUDGET 2026

N°	RECETTES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
A	**RECETTES INTERNES**	**33 141 883 160 653**	**30 647 873 133 038**	**34 578 939 070 145**
I	**RECETTES COURANTES**	**32 215 594 554 069**	**29 898 785 133 038**	**33 025 003 213 987**
1.1.	Recettes des Douanes et Accises	7 769 128 152 714	6 693 128 152 714	7 522 004 839 159
1.2.	Recettes des Impôts	16 548 010 240 080	16 407 637 079 203	19 033 626 811 886
1.3.	Recettes non Fiscales	7 898 456 161 275	6 798 019 901 120	6 469 371 562 942
1.3.1.	*DGRAD*	6 350 005 225 150	5 249 568 964 995	5 474 646 336 551
1.3.2.	*Autres recettes non fiscales*	*1 548 450 936 125*	*1 548 450 936 125*	*994 725 226 391*
a.	*Royalties (contrat chinois)*	*957 215 257 205*	*957 215 257 205*	*799 319 349 208*
b.	*Autres*	*591 235 678 920*	*591 235 678 920*	*195 405 877 183*
II	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**	**926 288 606 584**	**690 000 000 000**	**1 553 935 856 158**
2.1.	Dons et legs intérieurs courants	0		
2.2.	Dons et legs intérieurs projets	0		
2.3.	Remboursements prêts et avances	0		
2.4.	Contrat chinois-SICOMIN			
2.5.	Produits des emprunts intérieurs	926 288 606 584	690 000 000 000	1 553 935 856 158
III	**FONDS DE CONCOURS POUR LA GUERRE**		**59 088 000 000**	
B	**RECETTES EXTERIEURES**	**13 657 800 195 614**	**15 101 732 182 876**	**14 390 340 502 955**
I	**Recettes Extérieures d'Appuis Budgétaires**	**1 521 516 000 000**	**2 965 447 987 262**	**2 900 577 622 089**
1.1	Emprunt Programme	1 477 200 000 000	2 756 769 149 121	2 828 547 916 234
1.2.	Dons Budgétaires	44 316 000 000	208 678 838 141	72 029 705 855
II	**Recettes Extérieures de Financement des Investissements**	**12 136 284 195 614**	**12 136 284 195 614**	**11 489 762 880 866**
2.1.	Dons Projets	8 781 977 731 882	8 781 977 731 882	3 825 504 383 981
2.2.	Emprunts Projets	3 354 306 463 732	3 354 306 463 732	7 664 258 496 885
	RECETTES TOTALES	**46 799 683 356 267**	**45 749 605 315 914**	**48 969 279 573 100**

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 29 décembre 2025
Le Cabinet du Président de la République
Anthony NKINZO KAMOLE
Directeur de Cabinet

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE